This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Slav 5730.33

THE SLAVIC COLLECTION

Harvard College Library

GIFT OF

Archibald Cary Coolidge, Ph.D.
(Class of 1887.)

Received 23 Jun, 1899.

QUELQUES ERREURS

DE LA

POLITIQUE RUSSE.

« Nous avons rassemblé dans cette étude ce qui était épars, dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, » et pour donner plus de précision à nos déductions, nous avons inséré dans le texte quelques passages et quelques idées des publicistes modernes, persuadés d'avance que leur assentiment nous était acquis, eu égard à la cause que nous défendons.

Reproduction et traduction partielles AUTORISÉES *en citant la source.*

La Rochelle. — Typ. de A. SIRET.

QUELQUES ERREURS

DE LA

POLITIQUE RUSSE

SOMMAIREMENT INDIQUÉES

A L'ATTENTION DES HOMMES DU JOUR.

By Z***

Spoliare sciunt barbari,
Sed latrocinio uti nesciunt.

PARIS
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
PALAIS ROYAL — GALERIE D'ORLÉANS.

SEPTEMBRE 1863

~~Slav 5665.7~~
Slav 5730.33

Harvard College Library,
Gift of
Dr. A. C. Coolidge.
23 June. 1899.

A

Son Excellence

Mehemed Djemil Pacha,

Ambassadeur extraordinaire de S. M. I. le Sultan,
près de S. M. l'Empereur Napoléon III.

EXCELLENCE,

La seule puissance en Europe qui, à l'époque du démembrement de la Pologne, n'a pas hésité de prendre les armes pour la défense de son antique alliée, fut celle que Votre Excellence représente aujourd'hui auprès de la Cour des Tuileries. Pour conjurer les funestes effets de cette gigantesque rapine, la Turquie ne recula même pas devant la perte de la Crimée.

Les procédés employés envers la Pologne démembrée et les conséquences que ces procédés ont produites ou sont sur le point d'amener, ne sauraient donc passer inapperçus pour les esprits supérieurs de l'Empire Ottoman, menacé par les projets ambitieux de la même puissance qui s'est efforcée d'anéantir la Pologne.

Votre Excellence appartient à cette nouvelle génération d'Osmanlis, qui sait allier le respect des traditions antiques aux

lumières modernes, et dont l'énergie et le savoir sont appelés à servir efficacement S. M. I. le Sultan dans son œuvre de régénération et de salut. Si un jour les anciennes relations de l'Empire Ottoman avec la Pologne viennent à se renouveler à leur mutuel avantage, elles ne manqueront pas de trouver dans le caractère éprouvé de Votre Excellence un appui ferme et certain.

C'est à ce titre que je me permets de dédier à Votre Excellence ces pages rapides, comme hommage à l'esprit élevé qui l'anime, La priant d'excuser gracieusement les insuffisances de cet écrit, en faveur de l'intention qui l'a fait entreprendre.

J'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence,

Le très-humble et très-obéissant serviteur,

Z.***

CHAPITRE PREMIER.

—

Gravitation occidentale de la Russie et ses effets.

I

L'heure de l'histoire a sonné pour la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg, dont l'empereur Nicolas a été la personnification la plus passionnée, sinon la plus éclatante. Des évènements d'une portée considérable éveillent l'attention générale et l'entraînent vers l'examen sérieux des faits et des principes qui ont pu amener l'état des choses actuel, où les plus graves intérêts du présent et de l'avenir sont en jeu.

Des plumes exercées aborderont sans doute cette œuvre de longue haleine, retraceront, apprécieront ces règnes et

ce système, quand la question Polonaise et la question d'Orient, points culminants de cette politique, auront reçu leur solution *définitive ;* car alors seulement on aura les loisirs et les matériaux suffisants pour en juger l'ensemble. Aujourd'hui, sous la pression des faits contemporains, palpitants d'actualité, il ne peut être question que de la réunion partielle de ces matériaux, en s'attachant à mettre en lumière ce qui peut avoir de l'influence sur un avenir prochain. A cet effet, sans céder aux sollicitations entraînantes des évènements dont nous sommes témoins, écartant autant que possible toute récrimination superflue, il faut rechercher et juger les actes et les principes adoptés dans le passé par la politique russe, pour se rendre un compte judicieux des effets qu'ils ont produits. Il faut savoir même se limiter à des époques déterminées où ces principes ont produit, ou sont en train de produire des résultats constatés. Procédant de cette manière, on se rendra mieux compte jusqu'à quel point le but désiré a été atteint ; pourquoi, en cas d'insuccès, il a été manqué. On pourra connaître la valeur réelle de cette politique, réputée jusqu'à présent habile et profonde au suprême degré.

Douter de cette habileté proverbiale, aurait semblé une hardiesse avant l'époque où éclata la question d'Orient. « Alors, comme le dit M. de Humboldt, dans sa corres-
» pondance avec V. V. Ense, l'Europe, l'Allemagne, la
» Prusse, l'Autriche, vivaient dans la crainte de ce terrible
» Czar. » Alors encore il pouvait être de bon goût de respecter cette réputation de force et de sagesse dont jouissait le cabinet de Tearskoësizlo. Le Czar, déjà presque infail-

lible, grâce aux gens de bonne volonté, devenait peu à peu le type du monarque, le symbole de la monarchie par excellence; l'emblême de tout ce qu'il y a de plus respectable, de plus sérieux au monde; le défenseur de la foi, de l'autorité, voire même de la légitimité (malgré quelques sombres réminiscences de Pierre III, Paul Ier et Alexandre Ier), seul capable de sauver la morale et la société aux abois. (*)

Mais les évènements se sont chargés de faire justice de ces prétentions ambitieuses. Le débat intempestivement soulevé à Constantinople en 1853, suivit malheureusement la pente des choses d'ici-bas, quand la passion vient s'en mêler, et déborda rapidement au-delà des limites d'une sage prudence. Des actes audacieux, des pièces diplomatiques du plus piquant intérêt, la conduite actuelle enfin du gouvernement russe en Pologne, jugés d'une manière caractéristique à la tribune anglaise et française, commentés par le monde, nous dispensent de nous appesantir sur leur portée, et d'atténuer par nos observations l'éclat de cette auréole de modération, dont on entourait naguère les principes et les tendances du cabinet de Saint-Pétersbourg. Cette clémence, ces bonnes intentions, ces vues bienfaisantes, ces garanties de paix et d'amitié perpétuelle, dont on s'efforce d'entretenir le prestige, ont pris une autre

(*) Nous trouvons encore, de temps en temps, malgré les changements opérés sur la scène du monde, quelques velléités de ces prétentions, dans les actes officiels des chancelleries russes. Après M. de Nesselrode, le prince Gortchakoff ne se fait pas faute de se tenir dans ces sphères élevées d'ordre public et social; mais l'effet de ces appels pâlit et paraît bien terne en présence de la conduite des autorités russes en Pologne.

signification au tribunal de l'histoire. Aujourd'hui donc, sans avoir besoin de s'arrêter à la *valeur morale* de ces actes et de ces tendances, on peut, sans crainte de passer pour absurde, mettre en question non-seulement l'ensemble du système politique mis en œuvre par les monarques moscovites, mais encore l'efficacité des moyens et l'habileté d'exécution déployées par ce cabinet.

Ces doutes se sont présentés déjà à quelques esprits sérieux, et se sont fait jour dans leurs appréciations sur la marche des choses en Russie. — M. Harris (depuis lord Malmesbury), ambassadeur à la cour de Catherine II, les exprimait, il y a cent ans, dans ses dépêches, dont voici un passage :

« Le rang que cette cour occupe dans toutes les grandes affaires de l'Europe, les succès qui couronnent sa politique, et en même temps l'apathie et l'*incapacité* de son gouvernement, sont des faits si incompatibles en apparence, que la postérité ne voudra pas y ajouter foi. — Les étrangers qui peuvent seulement former le jugement qu'ils portent de la Russie, sur les grands évènements que son intervention et son poids produisent de toutes parts, doivent croire que cet empire est conduit avec une sagessse supérieure, et que l'on ne saurait trouver de défaut dans aucune partie essentielle de son gouvernement. D'un autre côté, quand on réside dans cet empire et qu'on sait la manière *imparfaite et inconcevable* dont tous les plans de sa politique sont tracés et les *instruments impropres* qui sont choisis pour les mettre à exécution, on ne peut s'empêcher d'être étonné que ce gouvernement n'échoue

pas dans tout ce qu'il entreprend. En effet, quand il obtient quelque succès, c'est évidemment l'œuvre du hasard, le résultat d'un concours fortuit d'intérêts, l'effet de l'état de confusion et d'anarchie dans lequel sont enveloppées toutes les autres puissances de l'Europe. Si j'ose le dire, une espèce de bonne fortune accompagne fatalement toutes les démarches de cette cour ; c'est elle qui non-seulement l'a préservée des dangers les plus menaçants et l'a élevée à un degré de grandeur et de puissance, bien supérieur à celui que même l'ambition de sa souveraine pouvait jamais espérer d'atteindre. »

Ainsi donc, à cette époque déjà, c'est le hasard et l'incapacité qui président à la conduite des affaires de cet empire, et ne cessent d'exercer leur action aujourd'hui même, si l'on se donne la peine d'approfondir les choses.

Pour mieux exposer ce qui nous semble avoir donné des résultats tout contraires au but que les Czars se proposaient, nous nous placerons *souvent*, *mais pas toujours*, au point de vue de l'intérêt autocratique et moscovite, faisant abstraction dans ce cas de nos préférences personnelles, étouffant les sentiments dont notre cœur est soulevé, quand il s'agit de juger les actes des oppresseurs de notre pays natal. « L'historien et l'observateur, comme le dit judicieusement M. A. de Réville, ne peuvent partir de l'état de neutralité absolue, qu'on a souvent exigée d'eux. L'homme ne peut ni ne doit être absolument neutre. Il doit toujours vouloir le vrai et le bien ; ne pas les vouloir, c'est déjà se décider en sens contraire. » Nous sommes donc forcé de nous en tenir à ces principes, surtout en présence d'un

régime implacable d'obscurantisme et de ruine systématique, s'acharnant depuis soixante-dix ans sur tout un peuple, au moment où nous approchons de la crise qui va décider du sort de l'Europe. — Oui ! nous réunissons ces matériaux autant pour ceux qui écrivent l'histoire ou la méditent, que pour ceux qui la taillent dans l'espace et le temps ; autant pour la Russie et ses compétiteurs, que pour ceux que sa domination écrase ou menace. — Les armées et les conseils de l'Europe étaient hier, peuvent se trouver demain en présence, car rien de ce qui les a mis en action n'est définitivement résolu. De graves conflits, des luttes implacables, que des évènements jugés d'abord comme très-secondaires ont fait éclater, mèneront à leur suite des transformations profondes. Ce qui s'est accompli depuis dix ans autour de nous, présage une série de faits considérables et nouveaux. Il est donc nécessaire de profiter d'un moment de calme apparent, précédant les orages, pour reconnaître la véritable situation des divers éléments pouvant entrer en combinaison pour former ce tissu qu'on nomme l'avenir.

L'Europe, dans ces dernières années, semblait s'acheminer vers un appaisement général sous l'égide des principes de justice, de modération et de sagesse. Des souverains remarquables par leurs débuts, se sont trouvés presque partout à la tête des nations. Une dynastie glorieuse reprenait racine en France ; un régime nouveau était adopté en Prusse, en Autriche, en Russie ; l'Italie s'affermissait. Un principe robuste, celui des nationalités, étayé du suffrage universel, commençait à étendre ses bras

puissants. Mais de ce courant moderne on semblait comme à plaisir écarter une des nationalités les plus énergiques, la mieux caractérisée, et dont les droits étaient le plus incontestables.

Est-il étonnant que par la logique des choses, elle s'est fait jour malgré tous les obstacles, et qu'il faudra bon gré malgré compter avec elle, car elle s'impose par son importance, par les principes et les intérêts qu'elle met en jeu, et surtout par l'*impossibilité matérielle* de continuer l'état des choses qui l'amène sanglante au tribunal des peuples. Il est donc indispensable de mettre au jour tous les défauts du système appliqué à la Pologne ; de faire comprendre que la domination étrangère, *imprévoyante et malhabile*, après y avoir accumulé et développé des obstacles invincibles et contraires à sa raison d'être, s'épuisera vainement pour s'imposer par la violence et la terreur. — Il faut faire sentir, avant que des complications nouvelles n'empirent la situation, que la violation brutale de tous les droits, exercée sur une aussi vaste échelle depuis si longtemps, sans obstacle, sans *contrôle*, et sans qu'il fut possible d'assigner un terme à ce provisoire d'arbitraire, devait amener la crise actuelle, car elle renfermait dès le principe toutes les causes de son insuccès. — Vouloir continuer un état de choses semblable, c'est perpétuer un ferment indomptable de troubles et de menaces au sein de la société européenne.

Au moment où toutes les nations policées s'empressent de prendre part à la marche du progrès moderne ; où tout le mouvement de la science et de la philosophie tend à

rapprocher les peuples sur le terrain de l'entière tolérance politique et religieuse, seul milieu où l'humanité puisse vivre et se développer en paix, les dominateurs de la Pologne, aussi barbares qu'imprévoyants, assaillis par la logique des faits, sans la comprendre, font appel aux plus mauvaises passions, réveillent les haines nationales et religieuses, érigent en système officiel la spoliation des propriétaires actuels (*), excitent les classes les plus ignorantes au vol, au meurtre, au pillage, et font assister la génération actuelle aux atrocités des siècles barbares, pour maintenir un édifice défectueux et vermoulu de domination, et masquer leur impuissance et leur ineptie. Mais là où nul autre droit que celui de la force ne sert de base à la domination, la question, pour les opprimés, se résoudra toujours à saisir le premier moment opportun où ils pourront devenir les plus forts, ou, s'ils ne peuvent le devenir, à inquiéter, à contrarier, à précipiter dans l'abîme leurs oppresseurs. « L'usurpation n'est pas un droit; c'est un fait, » dit un publiciste, qui, pour durer, a besoin de lutter » toujours et d'être éternellement victorieux. » Mais, si

(*) Voyez le mémoire du Conseiller d'Etat Pogodin, sur les mesures à prendre en Lithuanie pour extirper l'élément polonais, qui a le double tort d'arriver 400 ans trop tard et dévoiler les appétits asiatiques, la médiocrité de vues, l'arbitraire et l'iniquité des moyens, des hommes d'Etat Mogole-Allemands.— Le socialisme, ce fantôme dont la Russie se plait à épouvanter le monde, s'il se proposait de changer les conditions de l'acquisition, de la possession, de l'exploitation de la propriété, ne la détruisait pas, car même une utopie des peuples civilisés, connaît la valeur des richesses acquises par le travail, accumulées par le temps, et sait les respecter. Il n'y a que la barbarie capable de déchirer ainsi ses propres entrailles, en ruinant par le fer et le meurtre les plus riches et les plus belles possessions, qu'elle n'a pas su garder.

ne pouvant l'être, on s'acharne à imposer l'impossible par des moyens dont l'humanité s'indigne et que l'intérêt social repousse pourra-t-on sans danger, au risque de saper l'édifice social, rester inactif et sourd indéfiniment, et ne pas mettre le *veto* de la raison et de la politique aux excès des passions farouches? Suffira-t-il, pour ramener le calme, de pailler les difficultés du moment par des arrangements provisoires, sans aller au fond de la question, pour la résoudre définitivement, quand tout concourt pour demander et faciliter un dénouement basé sur le droit, la justice? Or, tant que les principes et les intérêts représentés, défendus par un peuple dont la constance fait l'honneur du siècle, n'auront pas reçu leur satisfaction légitime ; tant que le droit public européen, modifié pour d'autres, aura pour base en Pologne la violation de l'indépendance nationale, contre le gré et les intérêts des populations, au profit d'une coalition étrangère : il ne saurait y avoir de paix honorable et durable, fut-elle le fruit d'une éclatante victoire, ou d'une combinaison habile, car, comme s'est exprimé lord Clarendon au Congrès de Paris : « Il n'y a pas de paix sans justice. » (Séance du 8 avril 1856.)

Toutes les passions, tous les soins, toutes les intrigues, tous les efforts des parties intéressées n'ont pu conjurer les conséquences des faits antérieurs et de l'anomalie de la situation de l'Italie. La politique suivie à l'égard de cette partie de l'Europe ne pouvait donner d'autres résultats, du moment où la France, paralysée depuis 1814, a repris avec son libre arbitre, son influence légitime sur les destinées du monde. La politique suivie à l'égard de la Pologne

contient des germes bien plus puissants, pour qui veut s'en rendre compte, dont il est impossible de supprimer les conséquences. C'est à cet effet que nous jetterons un coup-d'œil rapide sur la politique russe. Et pour ne pas nous laisser entraîner par l'influence des derniers évènements de Pologne, nous ferons notre possible de nous tenir dans les limites de l'époque qui a précédé la prise d'armes actuelle, car ce ne sont pas les effets, mais les causes, que nous prenons principalement pour objet de nos études.

Chaque puissance, chaque nation, représentée par le gouvernement *collectif* dans les républiques et les monarchies constitutionnelles, *personnel* dans les monarchies proprement dites, tend, dans sa marche historique, vers un but déterminé.

Ce but, est la résultante de l'ensemble des forces, des intérêts, de la position géographique, des précédents historiques, de l'état de civilisation enfin où cette nation se trouve.

Déterminer judicieusement ce but, y appliquer savamment les ressources et les moyens dont on dispose, arriver au succès, constitue le véritable génie politique.

Il y a donc ici, comme nous voyons, deux choses à considérer : d'abord le but ; — souvent fatal, presqu'immuable, imposé par des conditions indépendantes de la volonté humaine ; — ne se modifiant que lentement avec le développement, le progrès, ou la décadence de l'Etat. Ensuite les moyens, — pouvant varier à l'infini, selon les

circonstances du moment, les aptitudes, les mœurs, le génie, les vertus, les passions de la nation ou du souverain.

En politique, comme en guerre, il convient donc de ne pas confondre la stratégie avec la tactique ; celle-ci variable dans ses évolutions, servant seulement à conduire vers le but, vers l'objectif que la première indique rigoureusement.

Mais comme en stratégie ou en tactique militaire, on peut faire des fautes, on peut de même en politique s'égarer et méconnaître le but, l'objet, le véritable intérêt national ; ou se fourvoyer dans le choix des moyens qui y conduisent.

La domination des mers, ambitionnée par exemple par la Grande-Bretagne, n'est nullement le résultat d'un caprice, ou d'un orgueil aveugle. La position géographique de cette puissance, son isolement, le génie industriel et commercial de ses peuples, la forme de son gouvernement, lui imposaient cette nécessité vitale ; — et son aristocratie puissante, intelligente, patriotique jusqu'à l'héroïsme, a su jusqu'à présent la maintenir à la hauteur de ses destinées. Le but ici était fatal, immuable. Ces colonisations, ces conquêtes lointaines, ces crimes innombrables, dont les ennemis de l'Angleterre ne cessent d'entretenir le monde, furent la condition inévitable de sa grandeur, de sa puissance, de son existence même. La Grande-Bretagne, pour exister, pour être ce qu'elle est, ne pouvait faire autre chose, ni autrement. Si, méconnaissant les conditions que lui faisaient la nature, le passé et l'avenir, elle se fût bornée à rester enfermée dans ses limites naturelles ; à

user son activité à l'intérieur sans expansion, sans ambition au dehors, sans liberté au dedans (*), — il y a longtemps qu'elle serait peut-être devenue le satellite insignifiant de quelque potentat du continent. C'est la compréhension rationnelle de sa situation, de ses intérêts politiques, et l'application énergique, constante, judicieuse des moyens dont elle disposait, qui l'ont élevée, maintenue à la hauteur où l'a trouvé l'époque actuelle.

En a-t-il été de même pour la Russie ? Le but politique, le système par elle adopté, poursuivi, est-il réellement le résultat de la compréhension des intérêts et des forces de l'Empire, ou plutôt celui de l'ambition de ses monarques ? Malgré des succès éblouissants obtenus jusqu'à ce jonr, malgré ces conquêtes, ces acquisitions colossales dont elles s'enorgueillit, en présence de la situation que les derniers évènements ont faite à cette puissance, on est forcé d'en douter.

Pierre-le-Grand a, le premier, on peut le dire, jalonné nettement la politique future des Czars, bien plus par ses actes et ses entreprises, que par le fameux testament apocryphe dont on lui fait honneur.

Se mêler le plus possible aux affaires de l'Europe ; — s'agrandir aux dépens de ses voisins immédiats d'Occident et du Midi ; — atteindre la mer ; — viser à la domination universelle ; — voilà le *credo* de la politique moscovite depuis Pierre Ier.

(*) « Les Anglais ont raison de conserver leur liberté. S'ils venaient à la perdre, ils seraient un des peuples les plus esclaves de la terre. » — (Montesquieu. Esp. d. l.)

Pour juger la valeur de ces conseils, certainement fort remarquables, il faut tenir compte de l'époque où ils furent donnés et du Prince qui les formulait en code immuable pour ses successeurs. — La Moscovie, jusqu'alors en dehors du mouvement historique de l'Europe, secouait à peine les premiers haillons de sa servitude et de sa barbarie séculaires. — Après avoir visité la France, la Hollande, l'Angleterre, puissantes, glorieuses, enrichies par le commerce maritime, toutes les pensées, toutes les tendances de Pierre Ier devaient naturellement se ressentir de ce spectacle grandiose, présenté par l'Occident depuis la découverte de l'Amérique et l'ouverture de la route des Indes par le cap de Bonne-Espérance.

Les voies de communication par terre étaient difficiles alors, ou n'existaient pas ; — la canalisation débutait lentement ; — on ne soupçonnait même pas la vapeur ; — l'industrie s'éveillait à peine ; — la science économique s'égarait dans l'empyrisme. La mer ! — voilà où était la richesse, la puissance, l'avenir ! Il fallait donc à tout prix toucher à la mer ! Pierre Ier arracha donc une province à la Suède, fonda Saint-Pétersbourg, et jalonna, en Turquie, en Suède, en Pologne et ailleurs, les acquisitions futures à faire. Mais en transportant la capitale de l'Empire à Saint-Pétersbourg, si d'un côté il s'assurait la possession des provinces acquises et l'accès de la mer, — d'un autre il effaçait les tendances traditionnelles de la politique nationale, dont la gravitation orientale, asiatique, était providentiellement indiquée à la Russie par la position géographique de Moscou, sa première capitale, placée sur

es confins de l'Europe et de l'Asie. — Sous la pression du Czar réformateur, de son entourage semi-étranger, de la population hétérogène de la nouvelle métropole, ainsi que de sa position excentrique, la politique traditionnelle disparut des conseils du monarque pour faire place aux dangereuses aspirations des conquêtes occidentales.

Depuis cette époque, jusqu'à la fin du règne de Nicolas Ier, les circonstances extérieures, toujours éminemment favorables à cette politique, avaient pu sembler la sanctionner définitivement, si des faits nouveaux n'étaient venus ébranler ce système et en faire pressentir la fragilité.

En effet, un peuple laissé en arrière par la civilisation et la liberté, comme l'est encore le peuple russe, avait tout à gagner en dirigeant son action plutôt vers l'Orient, que vers l'Occident. — Inférieur en tout à celui-ci, il s'attaque à trop forte partie. L'imitation superficielle et servile de l'Europe, érigée en système par Pierre Ier, ponctuellement suivie par Catherine II, ne pouvait jamais mettre la Russie au-dessus de ceux qu'elle imitait, et n'a contribué à la longue qu'à y étouffer toute spontanéité, tout génie national ; — à produire une mosaïque à facettes supérieures brillantes, sans base et sans racines. Avec le régime absolu qui la mine, ses progrès ne peuvent être que lents, ses conquêtes peu stables, incertaines, sa domination brutale et détestée.

Ici donc, on peut l'affirmer, on s'est trompé *stratégiquement* sur la direction à donner à l'expansion nationale. Si, au lieu de s'avancer vers l'Occident ; au lieu de troubler, de menacer l'Europe, et l'humilier d'une accidentelle prépo-

tence acquise en 1815, les Czars s'étaient plutôt tournés vers l'Orient, vers l'Asie, il est hors de doute que l'avenir de la Russie, aujourd'hui fort compromis, devenait brillant — immense — solide. Si au lieu de se jeter avec trop de précipitation et d'imprévoyance sur un lambeau de la Pologne, les Czars, par le maintien de son existence comme nation indépendante alliée de la Russie, s'étaient ménagé de ce côté une frontière inexpugnable, toutes leurs entreprises en Orient étaient certaines et les menaient à des succès immenses.

Par la Pologne, intermédiaire entre la Russie et l'Occident, ils pouvaient ou se tenir en dehors des conflits extérieurs, ou, suivant les circonstances, agir facilement sur l'Allemagne, sur l'Europe ; y susciter avec leur finesse habituelle des embarras locaux, soit dynastiques, soit révolutionnaires, et avoir leurs coudées franches ailleurs.

Puisant largement à toutes les sources de la civilisation occidentale, appliquant ces acquisitions intellectuelles et techniques à la conquête de l'Asie, — ce qui ne menaçait en rien la base de la forme gouvernementale, la supériorité de la Russie dans ces parages aurait été incontestable, — incontestée.

C'est là, dans cette direction que les Czars pouvaient, et peuvent encore se promettre de grandes destinées. L'organisation militaire, l'énergie gouvernementale, la centralisation administrative, leur garantissaient le succès et la solidité des acquisitions. Ils auraient trouvé sans peine des alliances durables en Europe, — avantage qui leur fait défaut actuellement, — pour s'étendre dans cette contrée ;

car, excepté l'Angleterre, directement intéressée à surveiller leurs progrès en Asie, toutes les autres puissances, y compris l'Amérique, auraient pu seconder leurs entreprises, sans trop s'alarmer de leurs conquêtes ; ce qui ne saurait avoir lieu en Europe.

Il est hors de doute, qu'en appliquant depuis 150 ans leurs forces, leurs ressources, leurs intrigues à s'introduire en Perse, en Chine, dans l'Inde, les Czars se seraient trouvés à l'heure qu'il est, bien plus puissants et plus avancés qu'ils ne le sont actuellement, après le démembrement de la Pologne et les pénibles efforts tentés contre la Turquie, où l'Occident aura toujours intérêt à les surveiller et les combattre. Depuis Pierre Ier, la Russie, dans sa marche vers Constantinople, n'a pu dépasser le Pruth ; — encore moins s'établir d'une manière permanente sur le Danube ; tandis que ses progrès en Asie, par leur importance et leur facilité même, indiquent la véritable direction à suivre.

Que la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg prévoit le besoin de se modifier dans ce sens, les entreprises récentes de l'empereur Alexandre II l'indiquent suffisamment et prouvent qu'on s'y rend compte enfin de la situation que le système suivi jusqu'à ce jour et les circonstances extérieures ont faite à la Russie. Cette évolution moderne du cabinet russe justifie pleinement nos appréciations, car elle est la condamnation implicite du régime que nous avons à examiner.

Aujourd'hui, la possession de la mer Baltique et de la mer Noire ne donnerait pas encore aux Czars la puissance

maritime. Les nations, ayant-pied sur le grand Océan, peuvent seules prétendre à ce rôle. — La mer Noire, Constantinople, la Grèce, — confinent à la Méditerranée, mer intérieure, où les flottes de la France, de l'Espagne, de l'Italie, — Malte et Gibraltar portant pavillon britannique, seront longtemps un frein à toute velléité de suprématie de la part des Czars. — Dans le voisinage de la Russie, la Norwège et le Danemark peuvent seuls, en Europe, lui donner accès à l'Océan, et cela encore d'une manière précaire. Or, pour qu'elle se rende maîtresse de ces pays, il lui faudrait dépenser beaucoup de temps, d'adresse et de ressources, et affronter des dangers plus grands que ne vaudrait cette conquête.

Mais le système préconisé par Pierre-le-Grand, se trouve complètement modifié par les progrès et les inventions modernes. Les machines se substituent partout au travail de l'homme, et bientôt donneront un essor gigantesque à la production agricole. L'application de la vapeur, l'établissement des chemins de fer, des télégraphes électriques, sont des faits considérables, dont l'influence commence à se faire sentir. Les changements opérés par l'invention de la poudre dans l'art de la guerre, peuvent nous donner l'idée de ceux qui se produiront dans l'industrie et le commerce par l'emploi de la vapeur et de l'électricité. Avec ces nouveaux et puissants moyens de production et de communication, avec cette locomotion rapide des hommes et des choses, — le temps et la distance disparaissent ; — la richesse s'accroît avec rapidité. L'étendue territoriale, la population, son activité, son

illustration, l'abondance des matières premières et des produits agricoles, donnent autant et plus de puissance, que la navigation maritime. Or, l'étendue ne manque pas à la Russie ; il s'agit seulement d'en savoir tirer parti. Inférieure en tout, excepté en territoire, au reste des nations européennes qu'elle peut avoir à combattre ; la Russie sera toujours à la veille de tout perdre, de jouer son *va tout* dans ses entreprises hasardeuses contre l'Occident. Si au contraire, s'assimilant toutes les inventions modernes, elle prend pour but de ses entreprises les vastes régions de l'Asie, où par la conquête du Caucase et la prise de possession de l'Amour elle vient de débuter avec bonheur, elle n'a que des succès et aucun risque à redouter. Réellement plus avancée que tous les peuples asiatiques ses voisins, elle s'y présente avec tous les avantages, toutes les conditions de supériorité. — Elle devient civilisatrice, même avec son infériorité actuelle ; et, grâce à la nouvelle rapidité des communications intérieures, bientôt les mers de la Chine, de la Perse, de l'Inde, la mettraient au premier rang des puissances maritimes. C'est là certainement son véritable point de gravitation, son unique champ d'avenir. Intermédiaire méditerranéen entre l'extrême Orient et l'Occident, population éparpillée sur un immense territoire, en retard dans le développement de l'industrie, elle ne saurait se permettre de lutter avantageusement contre les grandes nations manufacturières de l'Europe. Son rôle méditerranéen, comme l'esprit mercantile de ses populations, lui indiquent plutôt le commerce, comme arène où ses richesses peuvent se développer. Portant en

Asie, en Chine, dans l'Inde, les articles de l'industrie occidentale, les échangeant contre les produits orientaux, pour les transporter et les répandre sur les marchés de l'Europe, par ses chemins de fer s'embranchant sur son territoire, la Russie gagne nécessairement et la valeur du transit et le boni de toutes ces transactions bilatérales.

Consolidant ses frontières d'Europe, par la résolution définitive de la question polonaise, la Russie pourrait renoncer, temporairement si l'on veut, à ses entreprises sur la Baltique, le Bosphore et l'Autriche. Mettant de côté les rêves de race, de religion, déplacés à notre époque, les Czars trouveraient un vaste champ de conquêtes utiles et glorieuses à parcourir. Au lieu de tenir toute la population de l'empire en tutelle, en minorité indéfinie, ils auraient alors tout intérêt à la pousser vers le progrès économique, agricole, industriel, commercial, et même intellectuel et moral. Alors la conquête de l'Inde, considérée par Pierre-le-Grand comme base de toute prépotence, pourrait faire l'objet des rêves de la Russie; celle de la Chine, peut-être plus riche d'avenir, pourrait la précéder.

La Russie, puissance sans marine, mais puissance territoriale et agricole, et par cela même apte à former de nombreuses armées, et à les transporter, les diriger rapidement par les nouveaux moyens de locomotion aux points les plus éloignés de son territoire, en bien moins de temps que ne peut le faire par mer l'Angleterre ou toute autre puissance, parviendrait toujours à s'établir dans ces lointaines conquêtes et s'y maintenir victorieusement. En Europe au contraire, les chemins de fer, les vapeurs,

bien plus nombreux, mieux servis que ceux de la Russie, seront toujours à portée de ses adversaires et leur permettront de l'aborder et l'atteindre avec des forces et des ressources considérables.

Le temps presse d'ailleurs. La Chine si facile à vaincre aujourd'hui, est une nation policée, instruite, imitatrice; — il ne faut pas l'oublier. Le contact avec ses nouveaux conquérants, avec les Européens, peut la rendre facilement apte en peu d'années à résister et combattre, si la Russie ne s'y établit pas solidement à temps. Charles XII battit 80,000 Russes avec 12,000 Suédois, au début de sa carrière; mais à force de les battre, il leur apprit la guerre, et fut à son tour vaincu. La même chose arrivera un jour en Chine, où, à force de faire la guerre, on enseignera notre tactique et nos moyens modernes de combat; et alors il ne sera plus temps pour la Russie de s'y établir et de s'y maintenir.

Il faut réfléchir; — les forces actuelles de l'empire ne sauraient suffire à tout, tout embrasser. La lutte polonaise en est la meilleure preuve. — En s'attaquant à l'Europe civilisée les czars n'ont rien de bon à espérer. Quand même la Pologne serait soumise, vient après la Turquie et l'Autriche, et pour s'en emparer ou les démembrer avec profit, il faudra nécessairement se mesurer avec quelque puissance de premier ordre, chose toujours dangereuse, incertaine souvent, la Russie en a fait une sanglante expérience dans la guerre d'Orient, où elle a perdu contre les Turcs SEULS sur le Danube, et en Crimée contre les alliés, son prestige de puissance militaire; et, ce qui est une

faute impardonnable, elle y a englouti en même temps sans retour, comme sans nécessité, l'immense prépondérance politique dont elle jouissait depuis 1812.

En Asie, tout au contraire, en s'attaquant à l'indolence orientale, à la barbarie mongole, à l'immobilité chinoise, la Russie se trouve relativement, comme effectivement supérieure. Ses entreprises lointaines auraient tout l'éclat du merveilleux pour attirer tous les caractères énergiques, entreprenants, tous les talents réellement supérieurs, en place de ces aventuriers tarés et pour la plupart sans valeur, qu'elle recrute partout, pour remplir ses cadres administratifs et militaires. La moitié des frais et des pertes occasionnés par l'oppression de la Pologne et les tentatives infructueuses contre la Turquie, auraient suffi pour la construction d'un réseau bien tracé de chemins de fer, allant de Moscou à l'Amour ; — et certes cela aurait plus avancé la Russie, que sa dernière campagne en Turquie, perdue faute de communications intérieures rapides. Avec ces communications assurées, établies dans les directions les plus importantes en Asie, les ordres partis de la capitale, répétons-le encore, peuvent faire marcher des armées et des flottes, le même jour, sur tous les points où l'intérêt d'un si vaste empire peut l'exiger, avant que l'Europe en sache le premier mot. C'est alors seulement que l'empire des Czars peut devenir un grand empire. Mais ce n'est plus en Europe, comme le croyait Pierre Ier, que les Czars peuvent préluder à la conquête de l'Inde, de la Chine, et s'ébattre sur l'Océan, c'est plutôt en Asie qu'ils peuvent rencontrer un jour, comme appoint à leurs

envahissements gigantesques, la conquête de l'Europe, si jamais la civilisation et la liberté y sont étouffées.

Si nous indiquons ici toute l'anomalie des tendances moscovites vers l'Occident, vers le Bosphore, il ne faut pas y voir un intérêt quelconque de parti, ou de nationalité. — D'abord toute résolution prise à l'égard de l'Empire Ottoman ne peut qu'éclaircir la situation de la Pologne. Ensuite, les difficultés rencontrées par les Czars, à se rendre maîtres de Constantinople, suffisent pour faire comprendre celles qui surgiront, une fois qu'ils y seraient établis. — Le nombre de leurs adversaires et l'intensité des intérêts hostiles, tourneraient par force, à l'avantage des Polonais, en forçant soit les Turcs, soit toute autre puissance, à seconder efficacement leurs efforts. Leur indifférence, leur inaction, lors de la guerre d'Orient, indiquent assez de quelle manière ils pouvaient envisager cette nouvelle extension des possessions czariennes. — Plus la Russie aura de territoires à défendre et de compétiteurs à combattre en Europe, plus la situation deviendra favorable à l'indépendance de la Pologne.

Certes, si l'on envisage la politique d'un Empire sous le point de vue de l'intérêt monarchique ou dynastique exclusivement, sans égard pour celui de la nation, il y aurait peut-être peu à reprendre au système de compression intellectuelle, de corruption morale servant de corollaire aux aspirations de l'extension territoriale et de domination universelle, ces caractères saillants de la politique des

Czars. « Mais dans nos jours modernes de civilisation, où la morale s'infiltre par tous les pores du corps social, depuis que le Christianisme a donné une base nouvelle au droit, un but élevé au progrès; où la science économique en même temps, d'accord avec l'expérience et la raison, prouve d'une manière incontestable, combien est contraire au bonheur des individus et de l'humanité, aux intérêts privés et publics, cette passion insatiable des conquêtes; n'est-il pas permis d'avancer avec certitude, qu'il pourrait y avoir une autre destinée pour la nation russe, infiniment plus conforme aux vues de la Providence, au bien-être de tous! »

On est d'autant plus fondé à le dire, quand on considère l'immense pouvoir absolu dont jouissent depuis tant de siècles les monarques russes. La plénitude de l'autorité est irrécusable et d'autant plus formidable que le pouvoir politique et le pouvoir spirituel se trouvent réunis dans la même main. — Tous ces moyens énergiques d'action, toutes ces conditions de succès, donnent droit à l'histoire d'être exigeante envers les autocrates russes, et, tout bien considéré, de s'étonner qu'avec tant de ressources, ils ne soient pas arrivés à des résultats plus dignes d'admiration. Presque partout ailleurs, les grands génies ont eu d'abord le pouvoir suprême à conquérir, pouvoir, que les Czars trouvaient illimité, robuste et fait de toutes pièces. Certes, ce n'est pas la faute des circonstances, favorables jusqu'à ces dernières années, ni des éléments mis à leur portée. Ne faut-il pas plutôt constater ici l'absence de vues élevées, d'aspirations supérieures chez les chefs de cette masse

d'hommes, avec laquelle un puissant génie aurait pétri quelque chose de plus grand, de plus énergique, de plus généreux ; — aurait relevé de l'abrutissement, de la corruption, de l'avilissement ces millions d'âmes ; — leur aurait assigné un but conforme aux lois de la morale et du progrès !

Naguère encore, en 1854, le peuple russe prodiguait à son chef toutes les ressources matérielles et morales dont il est maître. Rien n'a été refusé au Czar : trésors, soldats, — enthousiasme des troupes, — fanatisme des populations. Tous les partis se sont inclinés ou tus devant cet engagement tacite pris par les Czars de maintenir à la Russie la prépotence, — d'asseoir sa domination sur le Bosphore, — de consolider la puissance Slave sur de larges bases. — La Pologne elle-même, instruite par de cruelles déceptions, douteuse de l'Occident, semblait attendre silencieuse, recueillie, mais non désespérée, le résultat de ces efforts suprêmes du czarisme.

Mais les Czars ont fait défaut à leur mission dans cette lutte immense. Au lieu d'illustrer par des succès grandioses cette page nouvelle de leur histoire, les voilà amenés à baisser pavillon devant la volonté victorieuse de l'Occident. Ils sont forcés de reculer, de s'arrêter dans leurs projets trop dévoilés. Ils y ont laissé, et pour jamais, tout leur prestige, si l'Occident reste conséquent avec ce premier essai de ses forces. Une époque de décadence commence pour cette puissance démesurément présomptueuse, et semblable à un joueur jusqu'alors heureux, le Czar peut rencontrer une mauvaise veine, qui engloutira avec plus

de rapidité encore qu'elles n'ont été gagnées, toutes ses acquisitions, toutes ses rapines antérieures. Les Slaves, instruits par l'expérience de l'impuissance du czarisme à constituer leur émancipation et leur grandeur politique, iront chercher dans d'autres principes et sur d'autres voies une satisfaction légitime à leurs aspirations surexcitées par la lutte dernière.

Il est certain que la nation russe, étant jusqu'à présent éliminée du gouvernement de l'État, ne saurait être accusée directement des forfaits, des brigandages politiques dont son gouvernement est l'auteur ; il en reste seul responsable devant l'humanité. Mais au moment où l'esprit public commence à s'éveiller en Russie et cherche à se faire jour, il est de l'intérêt de la nation de ne pas se rendre complice volontaire de tous les crimes et de toutes les fautes commises par les Czars, en approuvant leur conduite envers les nations conquises et opprimées.

Les patriotes russes, animés des sentiments élevés et rêvant des destinées meilleures pour la race Slave et pour leur immense Empire, ne doivent-ils pas sentir avec leur cœur, toucher avec leur raison, combien il était plus avantageux et plus facile d'arriver à l'émancipation, à l'exaltation de cette race, par l'affranchissement complet de la Pologne et de la Russie elle-même ! Alors l'exemple des libertés auxquelles nous aspirons tous, serait irrésistible pour le reste des Slaves et nous concilierait l'assentiment et la sympathie du monde.

Du jour où les esprits supérieurs de ce pays voudront bien s'arrêter mûrement à cette question, elle sera résolue, et ce jour tout l'approche. L'éveil est donné par le contact incessant avec l'Occident, par les réformes rendues indispensables, par les fautes et la détresse actuelle du gouvernement, et surtout par la pression des intérêts matériels, dont la brutale logique aura facilement raison de la fantasmagorie des institutions et des passions vaniteuses et surannées dont on a jusqu'à présent nourri ce peuple.

Le sujet est trop vaste et dépasserait les bornes d'un simple résumé d'aperçus sommaires, — mais peut-on se faire illusion aujourd'hui sur les conséquences morales, économiques, d'un régime pareil à celui sous lequel gémit la Russie ? Tant que la soif des conquêtes et de domination, tant que l'arbitraire barbare, et l'orgueil servile, seront le seul culte de la nation russe, peut-elle se promettre une autre destinée ? L'aspiration à la domination universelle fait du pouvoir absolu une nécessité. Et alors, comment s'attendre à ce que ce pouvoir s'énerve, s'abdique volontairement dans des concessions et des réformes sérieuses ? Ensuite, quant au développement intégral de la richesse publique, ce pouvoir, en fonction d'un travail génésique de la puissance future, se trouve placé dans des conditions telles, qu'il ne lui est pas permis de donner tout l'essor à l'activité sociale, sous peine de se suicider ; — car l'aisance mène aux lumières et à la liberté. — Aussi voyons-nous la Russie et ses nombreuses annexes, sinon immobilisées, paralysées du moins dans toutes les branches du progrès. Ce n'est pas un organisme de moralisation, de production

et de distribution intelligente et rationnelle ; c'est une monstrueuse machine de combat au dehors, de compression brutale au dedans, sans aucun égard aux véritables intérêts des populations dont elle se compose. Les pays annexés ou conquis surtout, ont toujours été triturés, tourmentés exploités, écrasés de toutes les manières ; — régis, réglementés, administrés, non pour donner la plus grande masse de travail productif industriel, commercial, agricole ; — le plus grand bien-être au plus grand nombre ; — le plus de vertus à tous ; — mais au contraire, pour y épuiser toutes les forces vives, étouffer les intelligences, et les rendre docilement soumises à toutes les exactions.

Accuser les czars d'être trop parcimonieux envers la nation, toutes les fois qu'il s'agit de liberté, de réformes politiques ou économiques, c'est oublier la nature de leur pouvoir, dont l'essence rend tout cela non seulement difficile, mais absolument impossible et contraire.

Ces exigences du système autocratique et conquérant, ont été et seront toujours exagérées, envenimées, par des conseils violents, qu'on ne manque pas de donner au Czar tant à l'égard des pays annexés qu'à l'égard des réformes intérieures, comme nous ne cessons d'en être les témoins. — « Les partis intéressés aux abus existants, feront leur possible pour l'entraîner et le maintenir dans la voie de la rigueur, et le compromettre envers ceux qui espèrent le bien. — C'est une ancienne tactique qui réussit malheureusement trop souvent pour le Prince, le peuple et l'Etat. — Cette nuée de vautours avides et sanguinaires, nourrie de toutes les exactions possibles, ne cessera jamais de

pousser le gouvernement sur cette pente d'arbitraire et l'y maintenir, » sauf à précipiter la nation dans l'abîme, couverte de honte et d'opprobre aux yeux du monde.

Ceux des Russes, égarés par un patriotisme peu éclairé, jusqu'à seconder, approuver les Czars dans leurs idées aventureuses, dans leur conduite nivellatrice et sanguinaire envers la Pologne, et présentant cette dernière comme l'obstacle volontaire et turbulent aux intentions libérales du monarque en faveur de tout l'Empire, prouvent seulement leur ignorance, leur passion ou leur mauvaise foi. Ces faux ou trop ardents adeptes du libéralisme n'ont aucun motif rationnel de prétendre à des innovations protectrices, à des garanties civiles ou politiques à l'intérieur. « Vous voulez étendre votre domination au dehors; — vos idées sont assez peu développées, votre esprit assez peu profond pour se laisser éblouir par l'apparat et les hochets d'un pouvoir despotique sans limites; — la vaine gloriole, les stériles conquêtes ont gardé pour vous tout leur prestige; l'orgueil servile étouffe dans vos cœurs tout sentiment d'équité et de dignité personnelle; — vous ne sentez pas votre abaissement et votre servitude; votre conscience est sans voix; — comment sauriez-vous comprendre la valeur que donnent la vertu, le travail, la justice, l'honneur? — Vous ne vous rendez pas compte des résultats économiques et moraux, que ces éléments de l'intelligence et du cœur produisent là où ils prédominent; — quelle raison auriez-vous de rêver la liberté, quand vous ne sauriez ni la comprendre, ni la fonder, ni en jouir? » — Instruments dociles de l'oppression brutale,

vous devez rester opprimés et vous résigner à faire le sacrifice de vos aspirations généreuses, élevées, justes, en faveur du but avec lequel vos souverains astucieux vous ont su éblouir et aveugler jusqu'à ce jour !

« Certes, les conséquences en sont fâcheuses pour les individus et les générations de cette époque de croissance et de transition ; et ce qui est plus triste à penser, il n'y a aucune certitude que toute cette monstrueuse abnégation d'un grand peuple produise le résultat désiré. Tout présage le contraire quand on examine l'état présent des conquêtes faites par la Russie, quand on songe aux progrès intellectuels, économiques, industriels, militaires incontestables de l'Occident, par lequel la Russie se laisse distancer ; quand on voit la Pologne relevée et rendue invincible par l'excès même de la violence et des fautes d'un gouvernement fourvoyé. »

« Peut-être à défaut du sentiment de leurs droits, les Russes ne resteront pas toujours sourds au sentiment de leurs intérêts ; car dans une société avilie et corrompue, si chacun peut se faire un moment illusion de pouvoir se soustraire aux dangers, aux hasards d'un pareil état des choses, et croire mettre toutes les chances favorables de son côté, à la longue il ne tarde pas à s'apercevoir combien le nombre des favorisés est restreint, tandis que celui de lésés est innombrable. Les institutions, les garanties civiles et politiques mettent seules tout le monde à l'abri du hasard et de l'arbitraire, et l'expérience ne se fatiguera jamais à le prouver. Pour vaquer librement à ses affaires, il faut n'avoir point à s'inquiéter de sa vie, de sa fortune,

pour s'occuper de se mettre en ordre, il faut être en sûreté. »

« L'expansion de la Russie d'ailleurs est plus que suffisante, elle est déjà monstrueuse; l'époque du développement intérieur est arrivée depuis longtemps. Il est temps de s'organiser, de s'instruire, de se moraliser, avant d'aller s'étendre d'avantage, sous peine de périr. A défaut donc de nobles aspirations, obscurcies par l'ignorance et la tyrannie, la nécessité vient secouer ces âmes énervées par la servitude et leur indiquera le besoin de rechercher des garanties propres à assurer leur bien, car l'intérêt bien entendu est un des mobiles les plus actifs des vertus privées et publiques. »

« Alors peut-être la nation russe verra plus clair dans ses affaires et sera obligée de peser de tout son poids et de tout son courage pour modifier la marche hasardeuse du gouvernement, et sortant enfin de sa minorité politique, pourra atteindre tout le développement économique, auquel, en présence de la civilisation moderne, son immense territoire et sa nombreuse population lui donnent droit de prétendre. »

En attendant, et avant que l'esprit public se formule en Russie, les Czars n'en persistent pas moins, comme nous le voyons, dans leur système de conquêtes indéfinies. Mais pour arriver, soit en Asie, soit en Europe, à ces grandes entreprises dont ils font la base de ce système, contrairement aux enseignements de la raison et des faits, il faudra

préalablement applanir certaines difficultés, et de ce nombre la première, la plus pressante, est la question polonaise. Il faudra l'aborder de front et la résoudre, sans quoi tout l'édifice croule inévitablement.

Les Czars ne peuvent rien entreprendre, rien se permettre, rien constituer de définitif avant d'en finir avec la Pologne. Avec cette difficulté sur les bras, jamais la Russie ne pourra prendre son essor et développer toutes ses forces. La situation anormale de cette annexe immobilisait toujours une partie considérable de ses troupes et de ses finances, tout en entretenant chez les adversaires de la Russie l'arrière pensée et la possibilité de tourner à leur profit l'embarras de cette situation. Au point où en sont les choses, quelles sont les alternatives laissées à la Russie pour retrouver son équilibre? — Exterminer, ruiner, brûler tout? — c'est aussi inutile qu'impossible. Car une population de 23 millions ne s'extermine pas, et ne se laissera pas exterminer. — Malgré toutes les horreurs de la lutte actuelle, nous ne pouvons considérer ces épouvantables débauches du crime comme système politique praticable. — Cela ne mène absolument à rien, sinon à donner plus de force à la plus juste des résistances. — D'ailleurs, dans les deux cas, de la soumission de la Pologne, ou de sa séparation, la Russie s'affaiblit et se suicide également par ces atrocités. Soumise, la Pologne épuisée cesse d'être pour longtemps un élément de force et de ressources matérielles pour l'Empire, qui lui-même se trouve ruiné parallèlement et dans l'impossibilité de rien entreprendre au dehors, de trouver des alliances profitables, ou de résister à une at-

taque extérieure quelconque. — Après 1830, il a fallu un repos de vingt ans pour oser agir à l'extérieur.

Séparée de l'Empire, la Pologne épuisée, mais hostile par force, ne sera pas disposée à s'allier à la Russie; pour sa propre sûreté, pour refaire ses forces, elle cherchera des alliances puissantes, dont les intérêts ne seront pas ceux de la Russie. Donc, dans aucun des deux cas, l'intéret de la Russie ne s'accorde pas avec cette dangereuse et impraticable ruine mutuelle.

Restent les alternatives suivantes :

Ou il faut que les Czars soumettent la Pologne par les armes ; — mais on commence à s'apercevoir que cela devient impossible, car en présence de l'esprit qui anime l'Europe et la Pologne, cela ne remédierait à rien dans l'avenir. Ou, il faut qu'ils l'absorbent toute entière ; — mais, comme nous le verrons plus loin, par leurs fautes, ils en ont manqué depuis longtemps l'occasion et n'ont plus assez de forces pour arracher le reste de la Pologne à leurs voisins, au profit de la Russie.

Ou enfin qu'ils se hâtent de prendre l'initiative d'en faire une nation indépendante, forte, intermédiaire entre la Russie et l'Europe, et leur servant de garantie mutuelle.

Cette séparation peut leur être imposée, soit par des adversaires jaloux, soit par l'énergie de la nation soulevée. Une de ces nécessités inévitables sera la pierre de touche de la portée de la politique future de la Russie. Si elle saisit à temps l'unique et probablement la dernière occasion qui peut lui échapper demain, elle peut tourner au profit de sa propre dignité et de son avenir bien compromis, la

perte de ses acquisitions polonaises. Elle doit comprendre qu'une Pologne indépendante, solidement établie, rentrée dans ses antiques droits et frontières, présentant un élément de résistance et d'alliance politique, n'ayant plus rien en litige avec la Russie, est bien plus désirable et utile pour les intérêts de cet Empire, qu'une Pologne morcelée, redémembrée, ou dépendante d'un de ses voisins. C'est la seule combinaison propre à épargner à la Russie un avenir incertain, orageux et sans solidité aucune.

Si, par une fausse politique, l'Europe hésitante laisse s'accomplir en Pologne un crime nouveau, et l'abandonne au bon plaisir des Czars, encore dans ce cas, ils n'auront pas à se féliciter d'un tel succès. Le désespoir survivra, comme il a survécu au désastre, et ce nouveau combustible inépuisable servira à raviver le feu sourd encore de la révolution en Russie, en lui apportant comme élément de force irrésistible, la passion, l'organisation, l'habileté, la tactique, la subordination, qualités qui commencent à peine à germer parmi les révolutionnaires russes. — Dans les conjonctures présentes, tant que le drapeau de l'insurrection polonaise ne porte d'autre emblême que celui d'indépendance et de nationalité, le Czarisme, s'il comprend la situation, doit se hâter de faire la part du feu, prendre l'initiative de la séparation, de l'abandon complet de toutes ses possessions polonaises, et s'en féliciter. A ce prix seul il peut sauver le reste. Autrement, la génération actuelle assistera à sa chûte, car il aura volontairement grossi le torrent qui l'emportera. Les esprits en Russie, quoique surexcités, mais peu au fait des questions politiques et so-

ciales, peuvent être ramenés au calme par bien des liens et des combinaisons, qu'un gouvernement adroit, tranquille chez soi, trouve toujours sous la main. — La Pologne, séparée de son côté, sera loin d'être en effervescence, en s'organisant à l'intérieur et ne combattant plus. — Mais si elle reste accouplée à la même chaîne encore, elle prouve par son énergie ce qu'il faut attendre d'elle, quand on la forcera de descendre dans les travaux souterrains de conspirations et de révolution russe. Quand elle n'aura aucun autre espoir, aucun autre moyen d'être libre, elle saura se venger. — Pour comprendre comment les Czars ont amené la Russie à ces extrémités, il nous reste à examiner le régime par eux appliqué à la Pologne démembrée.

A cet effet, puisque les Czars se sont jalonné leur avenir en Europe; — puisqu'ils y persistent malgré la gravité des dangers qui les assiègent, force nous est de les y suivre, et d'approfondir si l'action a été à la hauteur du but, et de démontrer que le succès définitif n'est pas venu absoudre l'erreur commise dans le choix de ce but même.

CHAPITRE II.

—

Défauts du régime appliqué à la Pologne.

II

Conformément aux limites que nous nous sommes tracées, et sans remettre sur le tapis de l'analyse l'ensemble de la politique russe, abordons le chapitre le plus important de cette politique, l'exercice de sa domination en Pologne, base de tout ce qu'elle a entrepris, ou pourrait entreprendre de grave et de téméraire. — En Pologne réside la force et la faiblesse de cette puissance, qui vient de se mesurer avec l'Occident, et que l'Occident aura à combattre demain peut-être. Portons donc la lumière là précisément où l'on s'efforce de faire les ténèbres et le silence; —

suivons pas à pas l'action de cette politique, dont les allures de supériorité et d'audace, ne sauraient encore être la preuve de sa force et de son habileté réelle, et dont les succès, déjà contestés, doivent avoir un terme.

L'origine de la prépondérance russe, à laquelle manque encore la sanction d'un siècle, date de deux époques : du démembrement de la Pologne, et des traités de 1815.

Par le premier, consommé en complicité de deux autres co-partageants, les Czars brisent le droit public européen ; — se mettent en contact direct avec l'Occident et la Turquie ; — et se trouvent forcément entraînés à poursuivre ce système d'agrandissement successif, que cette *première acquisition slave* et l'indifférence de l'Europe leur traçaient.

Par les seconds, mettant à profit le prestige d'un récent triomphe et les dispositions passionnées des peuples soulevés contre Napoléon, les Czars font la loi à l'Europe ; — jettent les bases de ce système de solidarité, qui leur assurait la haute main dans toutes les questions internationales, la dépendance plus ou moins déguisée des Etats du continent ; et, dans l'avenir, des chances favorables aux agrandissements projetés.

Ces deux actes politiques considérables, source de honte et de malheur pour plus d'un gouvernement, sont le véritable point de départ de la prépondérance russe ; — les moteurs infatigables poussant les Czars à continuer le même système d'envahissement que tant d'années d'impunité et

de condescendance de la part de l'Occident ont presque légitimé. Comment supposer que ces mêmes Czars, érigés en arbitres ou sauveurs de l'Europe en 1815, 1823, 1831, et finalement en 1849 ; même après l'échec de 1856, puissent être amenés autrement que par la force, à renoncer aux prétentions, aux espérances, que de pareils succès, obtenus dans de pareilles conditions, leur font considérer comme un droit légitime.

Le tempérament habilement surexcité des populations qu'ils commandent, la constitution intime de leur autorité, l'essence de leur pouvoir spirituel et temporel, — leur passé, — les engagements pris avec l'opinion publique de leur propre pays, leur faisaient un devoir impérieux de continuer, de persister dans la même ligne de conduite. Il peut y avoir des points d'arrêt, des moments de modération apparente dans leurs actes, car la temporisation est un auxiliaire habituel de leurs allures, mais il n'y aura jamais renonciation volontaire et sincère de la part du Cabinet de Saint-Pétersbourg, tant que le pouvoir autocratique en dirigera la marche, à dominer un jour sur le Bosphore ; — à créer sous le sceptre des Czars tout puissants un empire greco-slave. — C'est jusqu'à ces jours la seule raison d'être de l'autocratie parmi les races slaves, qui, presque toutes, par leurs mœurs, leurs aptitudes, leurs institutions traditionnelles et leur caractère se sentent plutôt portées vers un régime démocratique fédératif.

Il est donc évident que toutes les fois qu'il s'agira de s'attaquer avec succès à la puissance des Czars, à la limiter, la faire renoncer à ses instincts envahisseurs, et cette né-

cessité se dresse pour l'Occident chaque jour plus impérieuse « il faudra se heurter contre ces deux difficultés : » les traités de Vienne, et la Pologne. »

Les traités de Vienne, dirigés contre la France et la famille Bonaparte, salués il est vrai par une reconnaissance officielle empressée à chaque changement de régime ou de dynastie, mais battus en brêche par tant d'évènements, tant d'infractions, de violations volontaires ou forcées, font tous les jours une plus large place à un arrangement nouveau des rapports européens. Leur signification ne deviendraient grave, qu'en présence *de la résurrection de la Sainte-Alliance,* et d'un retour offensif heureux des coalisés contre la France. *Le droit de surveillance, de garantie, de solidarité et d'intervention* (*), habilement acquis par ces traités aux étrangers, humblement accepté par la Restauration incertaine de son avenir ; — ce droit, sujet d'incessantes inquiétudes pour le Roi des barricades ; — ne manquerait pas d'être invoqué par le vainqueur, pour épuiser à son profit toutes les chances de la victoire (**).

(*) Voyez la déclaration de l'Empereur de Russie du 31 mars 1814. — L'acte de reconnaissance et de garantie des lois et constitutions françaises par un prince étranger ; — les traités de Paris du 1er mars 1814 ; — du 20 novembre 1815, du 26 septembre 1815, et de Vienne du 25 mars 1815, ainsi que les actes du Congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818 ; de Carlsbad et de Vienne en août et novembre 1819 ; et de Vienne en 1823.

(**) Rien en effet de plus dangereux que le droit de garantie inséré dans les traités internationaux, toutes les fois qu'il s'agit de fort à faible, de vainqueur à vaincu ; — et dans ce siècle de secousses et de luttes incessantes, quelle est la puissance à l'abri de ces alternatives ? Tout le monde sait ce qu'ont valu à la Pologne et peuvent valoir à la Turquie tous ces traités d'amitié perpétuelle et de garantie, offerts ou imposés par des alliés puissants. Les monarchies comme les républiques n'ont jamais hésité d'en

Mais, tant que la Pologne n'est pas morte, cette dernière supposition est loin d'être probable. On peut raisonnablement espérer de voir s'établir sur une base moins exclusive et plus équitable le droit futur européen. Le prestige acquis à la Russie en 1815 n'existe plus ; — elle a ses propres domaines à défendre ; — le centre de gravité de l'influence politique est déplacé. L'intervention de l'Occident en faveur de la Turquie, l'alliance de l'Angleterre avec la France, au moment où un prince de la dynastie Napoléonienne préside à ses destinées, l'affranchissement de l'Italie par l'initiative de Napoléon III, la consolidation du trône constitutionnel en Espagne, et tant d'autres faits prouvent surabondamment que l'une des bases de la prépotence russe, les traités de 1815, peut être considérée comme virtuellement renversée.

Cette tendance de l'Occident à se prémunir contre les dangers de l'ambition des Czars, que des événements imprévus pouvaient entraîner à se jeter sur le Bosphore, devait amener forcément le besoin de s'occuper de l'autre source de la puissance agressive de la Russie, c'est-à-dire de la Pologne ; dont la possession prolongée lui assurerait les moyens de réparer toutes les pertes, que l'annulation

tirer bon parti. Si la coalition, victorieuse en 1815, avait pu en invoquer alors contre la France, ou si jamais une pareille occasion se représentait, on ne manquerait pas de s'en prévaloir. La France elle-même, républicaine alors, en 1797, pour justifier l'annexion de la Valteline à l'Italie, et la reprendre aux Grisons, déterra dans les archives de Milan le traité de cession de la Valteline aux Grisons, qui investissait le gouvernement Lombard du droit *de garantie* en faveur de cette dernière, et c'est à ce titre qu'elle fut annexée à la République Cisalpine.

des traités de 1815 et la protection temporaire accordée au Sultan ont pu lui occasionner.

Il serait superflu de revenir ici sur la signification de la question polonaise dans tout conflit, dans tout arrangement européen. Des paroles éloquentes ; des écrits profonds en signalent chaque jour l'importance. Pour la diplomatie d'habitude très circonspecte et pleine de ménagements, c'est une question européenne de premier ordre. Tout le monde sait que la question d'Orient, dont le premier acte est à peine joué, ne peut se résoudre ailleurs qu'en Pologne. Pour le Czar les Polonais n'ont jamais cessé d'être les arbitres suprêmes du sort réservé au pouvoir autocratique parmi les Slaves. — La reconstitution de ce peuple guerrier sur les flancs du Czarat de Moscovie, avec l'assentiment, ou contre la volonté des Czars, voilà deux alternatives, deux extrémités suprêmes de succès ou de revers pour ces monarques ambitieux.

En présence de ces divers intérêts en jeu, il importe aux Polonais surtout, que des événements impérieux ont poussés à prendre une détermination suprême, de bien faire connaître au monde, de bien approfondir eux-mêmes, la situation qui leur est faite par le passé ; ainsi que de bien examiner celle que l'on pourrait vouloir leur imposer par la suite, afin de n'accepter, ne résoudre que ce qui peut mettre un terme définitif à un état impossible et violent, que la domination étrangère, par des essais funestes s'acharne à leur imposer.

Leur droit à l'existence politique, à l'indépendance est imprescriptible ! — Tant que leur intelligence qui pense,

et leur conscience qui juge, serviront de sanctuaire au sentiment de ce droit, et du devoir qui en découle, nul pouvoir humain ne pourra le détruire. Nié ou reconnu par le monde officiel, il existe en eux-mêmes ! On peut effacer, déchirer, méconnaître les traités ; — violer le droit des gens ; — fouler aux pieds tous les engagements, tous les principes à leur égard ; — on peut faire négation de la morale ; — ériger l'intérêt brutal et la convenance en place de tout droit, de toute justice ; — on peut tout faire accepter à ceux dont la conscience et la pensée sont mortes ou se taisent ; — mais tant que ces deux forces resteront vivantes au sein de la société polonaise, l'oppression n'aura rien fait, et sera toujours à la veille d'être écrasée.

Or, tel est précisément l'état réel de cette Pologne que tant d'années d'essais barbares de tout genre n'ont pu façonner à devenir ce que les étrangers se proposaient d'en faire. Le mot profond de Rousseau s'est réalisé. Ils l'ont bien englouti, mais n'ont su, ni pu la digérer ! Combien peu les cabinets envahisseurs ont montré de prévoyance et d'habileté dans leur conduite envers la Pologne, sera le mieux démontré par l'examen rapide de cette conduite, ainsi que par l'indication des éléments de résistance et d'hostilité qu'ils y ont non-seulement perpétués, mais créés en grand nombre ou élevés à un tel degré de puissance que la force brutale n'en saurait avoir raison.

Les causes multiples du démembrement de la Pologne

peuvent être diversement appréciées ; — il n'en est pas de même des conséquences. Des écrivains célèbres du dernier siècle, trompés par les apparences, flattés des rapports personnels et des honneurs qu'on leur prodiguait avec adresse, à force d'exalter les intentions pseudo-libérales, de présenter le philosophe de Sans-Souci, la grande Sémiramis du Nord, la vertueuse Marie-Thérèse et Joseph II le réformateur, comme des propagateurs de la civilisation et du progrès ; et la Pologne comme intolérante, anarchique et pétrie d'abus et de préjugés ; sont parvenus à persuader à ceux qui ne s'arrêtent qu'à la surface des choses qu'il était juste, grand et utile pour l'humanité de s'emparer de la Pologne (*). Mais les générations modernes plus clairvoyantes et plus profondes dans leurs appréciations appuyées sur l'expérience, jugent tout différemment cet attentat au droit de gens, et savent à quoi s'en tenir sur ces intentions humanitaires dont on a paré ces princes soi-disant philosophes. L'importance de cette spoliation est appréciée de la même manière par tous les partis, par toutes les opinions. Aussi, sans insister sur cette importance, sans apprécier la moralité de l'acte en lui-même, mettons-nous à la place des acquéreurs heureux des territoires et des populations convoités et voyons l'usage qu'ils en ont fait, les avantages qu'ils en ont su tirer. Examinons quels moyens ont été mis en œuvre, pour rendre ces acquisitions profitables à leurs acquéreurs ; — comment on a procéder pour changer en élément d'ordre,

(*) Voyez : Voltaire complice et conseiller du partage de la Pologne, d'après sa correspondance par R. Cormut. — Paris : chez Dentu, 1846.

de paix et de prospérité pour la communauté européenne, *ce foyer incessant d'anarchie*, épithète inséparable de l'idée de Pologne dans l'esprit de tous ceux dont l'ignorance ou la paresse, se payant de mots, préfère adopter sans examen et niaisement répéter une calomnie profitable à ceux qui avaient intérêt à l'accréditer (*).

Des trois co-partageants, la Russie a été considérée avec

(*) Par l'examen approfondi de la législation et de l'histoire de la Pologne, on reconnaîtra combien était profondément enraciné chez ce peuple, réputé ingouvernable, turbulent, anarchique, le sentiment de la légalité, le respect de la loi, même de l'abus, une fois celui-ci sanctionné par la tradition et l'usage.

Ses formes gouvernementales toutes vicieuses qu'elles puissent paraître au point de vue actuel, sous l'influence du courant des idées exclusives qui nous entraîne, ont traversé de longs siècles et se sont transmis de générations en générations sans atteintes, sans altérations arbitraires ou violentes. Le respect de la loi fondamentale, des formes ; le respect de cet abus mortel, connu sous le nom de *liberum-veto ;* — le respect de la royauté et de ses privilèges, s'y est conservé jusqu'aux derniers jours de l'existence politique, malheureusement pour la nation, quand un roi pusillanime trahissait l'Etat et la monarchie, avilie dans sa personne. Au lieu d'accuser les Polonais d'instincts anarchiques ne faudrait-il pas plutôt reconnaître dans cette énergie et cette constance à lutter contre la mauvaise fortune, ce respect du droit et cet amour traditionnel de la légalité, qui les empêchent de se soumettre à l'abus de la force et de l'injustice. Et aujourd'hui même cette Pologne héroïquement docile à l'appel de son gouvernement anonyme, fait unique dans l'histoire, ne prouve-t-elle pas le mieux du monde combien elle est facile à gouverner quand c'est un gouvernement national qui lui commande. Quand même on signalerait dans le passé des époques de défaillance, cela ne préjuge rien pour l'avenir.

D'ailleurs tous ces jugements collectifs, englobant une nation, une province, une époque, sont des généralités banales, rappelant cet Anglais venant pour la première fois en France, qui servi à son débarquement par une domestique rousse, inscrit sur ses tablettes : En France toutes les servantes d'auberge sont rousses.

raison comme la plus intéressée à s'étendre en Pologne. Depuis que les testaments politiques sont de mise, on en a trouvé un à l'usage particulier des successeurs de Pierre Ier, leur prescrivant la marche à suivre pour de longs siècles. Mais si cette formule d'acquisitions territoriales et d'influence politique, devant être appliquée à la Suède, la Pologne, la Turquie, l'Autriche, l'Allemagne, etc., etc., marquait avec précision la direction à prendre, elle a totalement négligé d'indiquer avec le même soin les moyens propres à conserver, à s'assimiler toutes ces conquêtes, de manière à décupler les forces de l'Empire omnipotent, et le rendre propre à l'accomplissement de cette domination universelle, rêvée, — tentée autrefois et ailleurs, par le génie, la puissance, la gloire, la foi, la civilisation. et que la barbarie aux dehors policés, réglementée par un Czar, se flattait de pouvoir seule réaliser.

En exécution de cette aspiration, une fois la Pologne ramenée par les manœuvres du cabinet de Saint-Pétersbourg, et les traités d'*amitié perpétuelle et de garantie* (*)

(*) Voyez le traité d'alliance offensive et défensive entre Frédéric II et Catherine II (1764) article secret : « Comme il est de l'intérêt de S. M. le roi de Prusse et de S. M. l'impératrice de Russie, de faire tous leurs efforts pour que la République de Pologne soit MAINTENUE DANS SON DROIT DE LIBRE ÉLECTION, et qu'il ne soit permis à personne de rendre le royaume héréditaire dans sa famille, ou de se rendre absolu, S. M. le roi de Prusse et S. M Impériale ont promis et se sont engagés mutuellement et de la manière la plus forte par cet article secret, non-seulement à ne point permettre que qui que ce soit entreprenne de priver la République de Pologne de son droit de libre élection, de rendre le royaume héréditaire ou de le rendre absolu, mais encore à prévoir ET ANÉANTIR PAR TOUS LES MOYENS POSSIBLES et d'un commun accord les vues et les desseins qui pourraient tendre à ce but, aussitôt qu'on l'aura découvert, et avoir même, en cas

(étendus en 1815 à l'Europe entière) à cet état de désorganisation et de faiblesse, où l'Empereur Nicolas avait cru apercevoir dernièrement la Turquie ; les Czars se sont trouvés en présence d'une alternative de partage, là où peut-être il était de leur intérêt et de leur goût d'être seuls partie prenante.

de besoin recours A LA FORCE DES ARMES pour GARANTIR la République du renversement de sa constitution et de la loi fondamentale. » Martens I, p. 94.

Dans le même temps ces deux souverains disaient aux Polonais dans leurs actes publics : « Nous ne voulons pas votre démembrement ; — nous voulons la CONSERVATION de vos libertés et de votre bonheur. » Et les philosophes du XVIIIe siècle déclamaient sur l'anarchie et la démagogie de la Pologne, comme ne cessent de le faire toutes les plumes stipendiées par la Russie et ses acolytes.

Le traité de Constantinople dit PERPÉTUEL, conclu le 5 novembre 1720, entre la Porte et Pierre Ier, contient déjà à l'article 12 ce qui suit : « Le Czar s'oblige solennellement à ne jamais s'approprier aucune partie du territoire de la Pologne, et ne plus s'immiscer dans les affaires de cette République — Mais comme il importe beaucoup aux deux parties contractantes, à ce que la monarchie et l'hérédité ne soient pas introduites dans ce pays, ils contribueront de tous leurs efforts au maintien de l'antique constitution de la Pologne, et dans le cas où une autre puissance se proposerait d'y introduire la monarchie et l'hérédité, les deux contractants s'obligent à employer séparément ou en commun, tous leurs moyens pour empêcher cette réforme. Ils veilleront en même temps au maintien inviolable des lois et de L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE de la Pologne. »

La convention du 5 avril 1772, entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, ou traité dit DU PARTAGE, porte :

« Au nom de la Très Sainte Trinité. L'esprit de faction, les troubles et la guerre intestine dont est agité depuis tant d'années le royaume de Pologne, et l'anarchie qui chaque jour y acquière de nouvelles forces, au point d'anéantir toute autorité d'un gouvernement régulier, donnait de justes appréhensions de voir arriver la décomposition totale de l'Etat, troubler les rapports et les intérêts de tous ses voisins, altérer la bonne harmonie qui existe entr'eux et allumer une guerre générale, comme déjà effectivement de ces seuls troubles est survenue la guerre que S. M. de toutes les Russies soutient contre la Porte-Ottomane, et en même temps les puissances voisines de la Pologne, ayant à sa charge des prétentions et

Des considérations du moment ont fait passer outre. Le Czar de *toutes les Russies* s'adjugea toutefois la part du lion, consentant à laisser entre les mains de l'Autriche cette partie précisément de la Pologne qui portait le nom de *Russie rouge*, et que l'Autriche fait appeler la Gallicie. — On laissa au pouvoir de la Prusse une autre part de la Pologne, non sans arrière pensée probable de réclamer ou de reprendre un jour (comme cela a eu lieu en 1815), ces deux lambeaux d'une proie tant convoitée, ou de s'en servir comme élément de décomposition contre ses bons complices du moment.

Il faut convenir qu'en livrant ces deux patrimoines slaves à l'exploitation temporaire des puissances allemandes, les Czars, en agrandissant leurs propres domaines par une

des droits aussi anciens que légitimes, dont elles n'ont jamais pu avoir raison et qu'elles risquent de perdre sans retour, si elles ne prennent des moyens de les mettre à couvert et les faire valoir elles-mêmes, en avisant tout à la fois au rétablissement de la tranquillité et du bon ordre de ce royaume, et en lui assignant une existence politique plus conforme aux intérêts de leur voisinage.... »

On désigne ensuite les parts selon les convenances de chaque puissance; on fixe le jour où les forces respectives se saisiront des provinces; on se promet le secret; on se garantit réciproquement la possession des dépouilles, et l'on convient des mesures à prendre pour forcer le Roi et la République à sanctionner cette spoliation. — Koch, p. 43, XIV.

Enfin, le 3 janvier 1795, Catherine II, Guillaume II et François II, « convaincus de l'impossibilité absolue où se trouvait la République de Pologne DE SE DONNER un gouvernement ferme et vigoureux et de vivre paisiblement sous ses lois, en se maintenant dans un état D'INDÉPENDANCE quelconque.... » prirent la résolution de procéder au partage définitif de la République. Ces puissances sanctionnèrent ce partage par un traité du 4 octobre 1796, et se promirent D'AGIR CONTRE QUICONQUE VOUDRAIT LES INQUIÉTER DANS LA POSSESSION DE LEURS ACQUISITIONS EN POLOGNE. — Martens, p. 699, VI; 508, VII.

race *presque identique* (*), augmentaient peu la force réelle des co-partageants, surtout en cas où cette force serait dirigée contre la Russie, sans faire appel à la Pologne. — Mais toujours est-il que les Czars commettaient là une première faute : celle de soustraire l'ensemble de la Pologne à leur surveillance immédiate. Ils posaient ainsi volontairement un obstacle à l'application d'un système général et uniforme à toute la Pologne, que la Russie devait s'assimiler avec le temps, si le système czarien prévalait, ou s'y assimiler elle-même si la liberté venait à remplacer ce régime, sous peine de renoncer aux vues ambitieuses qui l'ont poussée à cette conquête, et que cette conquête elle-même leur imposait. — L'application d'un pareil système uniforme était seule propre à rendre cette acquisition favorable et non préjudiciable à l'accomplissement de ce travail d'avenir que la Russie appelle *ses destinées*.

La Pologne, nation infiniment plus homogène, plus compacte que les monarchies qui se la partageaient, présentait un ensemble qu'il était de tout intérêt de posséder réuni ; car ce tout, violemment déchiré, tendrait toujours à se reconstituer, selon les lois naturelles de cohésion et d'affinité, et ne pouvait être un élément de force expansive qu'autant qu'il resterait réuni.

En outre, était-il politique d'exiger, était-il raisonnable d'espérer, que les Polonais, souvent membres d'une même

(*) *La Moscovie et la Pologne*, recherches historiques du plus haut intérêt, par M. Duchynsky, de Kiow, démontrant avec une profonde érudition que les Moscovites sont loin d'être slaves.

famille, séparés par le caprice arbitraire et changeant des partages, adopteraient, s'identifieraient facilement avec leurs nouvelles patries; — deviendraient, les uns Russes, les autres Prussiens ou Autrichiens, sujets de trois Etats distincts, dont les intérêts peuvent souvent être hostiles; — et resteraient insensibles et sourds à la voix éloquente d'une patrie, autrefois grande et libre, aujourd'hui démembrée et persécutée! Exiger des Polonais qu'ils fassent bon marché de leurs rêves de nationalité distincte, n'était-ce pas se donner des sujets très indifférents au sort de leurs patries nouvelles et parfaitement façonnés à en changer à la première réquisition des protocoles diplomatiques ou d'interventions étrangères?

Les trois lambeaux de la Pologne, juxta-posés par la nature, ressentiront toujours une affinité, un attraction plus forte les uns vers les autres, que vers les monarchies qui les enveloppent extérieurement et veulent les absorber. Si ces provinces avaient été séparées entr'elles par des Allemagnes ou des Moscovies quelconques, peut-être seraient-elles devenues oublieuses de leur nationalité. Si par exemple la Pologne, redevenue puissance indépendante, ou la Russie s'emparant du reste de la Pologne, poussaient leurs acquisitions et leurs reprises jusqu'à l'Oder, de Ratibor à Stettin, les lambeaux faiblement germanisés de la Silésie et des Prusses royale et ducale, enclavés, noyés dans cette inondation slave, perdraient vite, par leur isolement même, tout caractère *germanique*, sans aucune persécution de la part du vainqueur, et redeviendraient ce qu'elles étaient à leur origine, parfaitement slaves; car le fond des popu-

lations de campagne, parlant la langue polonaise, les souvenirs historiques, et les intérêts du jour, les y mèneraient tout naturellement. Rien de pareil ne pouvait s'opérer dans les possessions polonaises, en faveur de leurs nouveaux maîtres. Vous n'y voyez et n'y verrez jamais de parti allemand ou moscovite, recruté dans la population autochtone, seconder l'action de l'oppresseur.

C'était donc une faute, au point de vue des autocrates russes, chefs présumés du Panslavisme, de consentir au morcellement de ce qui, pour la politique future de l'Empire, avait tant d'importance à rester réuni dans la même main. Mais l'avidité imprévoyante n'a pas su calculer et balancer les pertes et les avantages d'un partage ; encore moins se sentait-elle le génie et la puissance d'arriver à dominer seule en Pologne. Comment espérer qu'elle saurait jamais se l'assimiler, en faire une pierre d'attente pour l'édifice avec les proportions et les destinées duquel elle tend à fasciner les Slaves ?

Les Czars n'ont senti qu'assez tard, combien il leur importait de se voir bien étayés en Pologne, pour pouvoir accomplir ailleurs avec succès le reste de leur programme. Cette nécessité, déjà apparente lors du partage, où les vues sur la Turquie commençaient à se dessiner, acquit une tension irrésistible, du moment où leur ancien titre de *Czars de Moscovie*, habilement remplacé au siècle dernier par celui d'autocrates *de toutes les Russies* (que la Pologne eut l'impardonnable faiblesse de reconnaître, pour fournir l'unique prétexte invoqué contre elle à l'époque des partages, pour la dépouiller *des terres Russiennes)*, du jour

disons-nous, où ces deux titres commencent à s'éclipser et se transformer en celui plus significatif et plus sonore d'*Empereurs de Tous les Greco-Slaves.* — Mais la manière dont on a procédé pour se rendre maître de la Pologne et la conserver, élève des obstacles invincibles à ce que cette fusion s'opère par l'intermédiaire et au profit d'une telle domination. Le régime russe en Pologne au lieu d'organiser, d'exalter, d'élever à une puissance politique le principe slave, n'a fait que saper et détruire dans l'esprit de tous les Slaves éclairés et des Russes eux-mêmes l'idée de se servir du Czarisme, pour arriver à cette grande union tant prônée dans ces derniers temps.

Si d'un côté le cabinet de St-Pétersbourg pouvait avoir certaines raisons, pour admettre la Prusse et l'Autriche au bénéfice du partage, comme par exemple celle de se créer des alliés alors nécessaires ; de se les attacher pour de longues années, par la solidarité onéreuse de l'intérêt commun ; celle surtout, la plus importante, — d'attaquer et de détruire dans sa base l'ordre établi en Europe sur la foi des traités ; — d'ouvrir par cela même une large voie à toutes les usurpations, à tous les agrandissements, à toutes les défaillances de divers états du continent ; — il n'en est pas moins certain que toutes ces considérations auraient perdu de leur importance, si les Czars s'étaient imposés à la Pologne, sans la morceler ; — s'ils l'avaient acquis ou réuni à leurs domaines, soit en s'en rendant maîtres par une succession de traités habilement ménagés ; soit par alliances de famille ; soit enfin en lui faisant accepter la monarchie héréditaire au profit de leur propre dynastie. Cette

augmentation réelle de puissance leur aurait permis d'agir ensuite avec certitude de succès, sans trop se préoccuper des obstacles que des voisins jaloux, ou des traités en vigueur pouvaient leur présenter.

Si les Czars ne se sentaient pas encore assez forts, ou assez adroits pour rester seuls maîtres en Pologne, il aurait mieux valu pour eux laisser subsister cette République sous leur influence exclusive, que d'y voir s'établir des Allemands.

Il faut qu'il y ait un vice radical dans ce démembrement et cette oppression d'une grande nation, puisque, des trois régimes distincts, des trois gouvernements pourvus de toutes les ressources de la force, de l'astuce et du temps, pas un n'a pu se l'assimiler ou la détruire définitivement, et mettre fin à cette difficulté pendante depuis un siècle en Europe. Bien au contraire, la diversité des régimes appliqués à la Pologne par ses maîtres, ces nombreux remaniements, ces modifications géographiques dans la distribution et l'importance des parts qu'ils s'adjugeaient, ou se cédaient mutuellement, suivant les circonstances et les évènements politiques du moment, ont fait naître chez tout le monde la conviction profonde qu'il n'y avait rien de stable, rien de définitif dans la position faite à la Pologne. La conséquence logique de cette conviction sera toujours l'espoir d'une délivrance chez les vaincus; le désir de mettre chez les adversaires des puissances co-partageantes, cet état de choses à leur profit : l'instabilité de la situation générale en Europe.

Le premier reproche à faire au partage, c'est d'avoir érigé en système cette déplorable manière de former et faire disparaître des Etats ; — de morceler les nationalités au gré des convenances et des circonstances, sans aucun égard pour le droit, l'histoire et les intérêts de ceux dont on trafique. — Rien de stable dans un pareil système ; — tout le monde peut y être exposé, en profiter, ou en subir les conséquences désastreuses. C'est le premier germe, le ferment le plus actif de ces coalitions des forts, dont nous avons vu les funestes et menaçants effets. — C'est mettre en question, de propos délibéré, cette légitimité invoquée à chaque nouvel ébranlement politique par les défenseurs de la monarchie, de l'ordre établi ou du *statu quo*. — C'est fournir le motif le plus plausible, le plus actif élément à toutes ces secousses terribles dont souffre et s'alarme à juste titre l'Europe moderne.

L'absolutisme, non content de comprimer partout la liberté dans toutes ses manifestations, surtout depuis un siècle, après l'avoir abattue presque partout, — excité par cette nouvelle manière de régler les rapports internationaux —, s'attaqua en aveugle à la nationalité, aux institutions protectrices de tout genre sanctionnées par le temps, l'histoire et l'usage. Grâce à ce déchaînement impolitique et passionné, on a donné lieu à tous les bouleversements, à toutes les révolutions dont l'Europe ne cesse d'être tourmentée. Poussée dans notre siècle jusqu'à l'excès par certains gouvernements imprévoyants, cette compression a fait naître le mouvement moderne des nationalités, et lui a préparé tous les éléments de force et de triomphe. —

Ainsi les conséquences de cette altération du droit public se développent lentement, mais irrésistiblement, et nous voyons aujourd'hui les esprits le plus haut placés, chercher à reconstituer ce droit sur cette même base de nationalités, attaquée par l'attentat commis sur la Pologne. L'initiative de Napoléon III à cet égard, tout en prouvant la profondeur de ses vues politiques, lui marque une place éminente dans l'histoire et pose la France sur un terrain inexpugnable, si elle persiste à être conséquente avec elle-même et fidèle à son programme. Alors le retour de la Sainte-Alliance et des coalitions n'est plus possible, car cet enrayement ne saurait arrêter la marche du nouveau principe, du moment que, grâce à l'impéritie des coalisés, un homme supérieur ambitieux se trouve à la tête de cette nation guerrière.

Mais le défaut le plus saillant du partage, son péché originel, dont rien ne saurait le racheter, c'est d'imprimer, de perpétuer le caractère de domination étrangère à toute autorité appelée à gouverner les provinces démembrées.

Il est des moments, où il n'y a pas déshonneur de pactiser avec l'oppression domestique. — Le patriotisme, dans certains cas, fera courber volontairement la tête aux plus altiers, aux plus exaltés adversaires du despotisme, quand il est en fonction d'assurer l'indépendance, l'honneur et les intérêts suprêmes de l'Etat. Mais comment supposer, comment exiger, qu'une triple domination étrangère soit jamais volontairement et définitivement acceptée ? Ce serait

par trop méconnaître la nature humaine et les enseignements de l'histoire. Partout, à toutes les époques, à tous les degrés de civilisation, la domination étrangère fait et fera naître les mêmes sentiments de haine et de répulsion.

Eh bien, tous les régimes qu'on a imposés à la Pologne *démembrée*, ont été ou seront forcément entachés de ce défaut capital aux yeux des Polonais, aux yeux du monde et des oppresseurs eux-mêmes, dont l'action s'en est visiblement ressentie. Tant que le démembrement subsistera, la même cause de répulsion et de résistance perpétuera le même malaise incompatible avec la paix générale, menaçant pour l'avenir du pouvoir absolu en Russie.

Si l'oppression exercée en Pologne avait jamais pu revêtir l'apparence d'une tyrannie domestique, on aurait eu encore un prétexte plausible de s'étonner, de s'impatienter de ces continuelles prises d'armes des Polonais, de leur promptitude à courir après toutes les chances de combattre leurs ennemis. Mais du moment où l'on a créé un tel état de choses, qu'il ne peut en sortir que lutte, persécution, résistance; est-il logique d'attribuer la faute non à celui qui produit la cause, mais à celui qui en subit l'effet. Toutes les fois qu'il s'agira de juger les Polonais, il faut avoir présent à la mémoire que dans la situation qui leur est imposée, ils sont poussés vers la résistance autant par le sentiment de leur droit et de leur devoir, que parce qu'on ne leur a pas laissé d'autre alternative.

La première faute, celle du partage, fait naître le germe

des fautes ultérieures et les rend inévitables. Après l'hésitation dans le choix du régime à imposer aux provinces conquises, vint l'acharnement aveugle dans la poursuite de l'impossible. « Contre mille avenirs, il n'y a qu'un passé, » dit Châteaubriand. Au moment où les Czars s'emparaient de la Pologne, ils étaient maîtres de choisir tel système, d'adopter telle ou telle ligne de conduite envers cette acquisition. Ils avaient faculté pleine et entière pour choisir, pouvoir illimité pour agir. Si leur politique était alors, comme on se plaît à le dire, réellement habile, prévoyante, profonde, ils avaient dû se guider surtout en vue du but principal qui avait motivé cette acquisition, inspiré leur action persévérante : c'est-à-dire l'omnipotence du pouvoir autocratique, le bonheur de leurs sujets et l'extension territoriale de l'Empire. — Ce but, les Czars le connaissaient, l'invoquaient en justification de leur conduite. *Ils savaient où ils allaient, ce qu'ils voulaient ;* — donc ils sont pleinement responsables de l'emploi des éléments dont ils s'emparaient.

Dès l'époque où de puissants voisins fomentent et perpétuent le désordre en Pologne, — lui ferment toutes les voies vers une réforme salutaire, — l'empêchent de tarir les sources des abus qui la rongent ; — du jour du partage surtout, la Pologne ne peut avoir aucune responsabilité morale de tout ce qui s'y fait depuis 90 ans. Les générations turbulentes, anarchiques et folles de leur liberté sans frein, dont les perfides protocoles du démembrement font si grand étalage, sont mortes persécutées, exterminées, en défendant le sol de la patrie. Elles ont fait place à des

générations nouvelles, venues au monde sous le régime nouveau, façonnées par l'autorité soupçonneuse et brutale de la domination étrangère. Cette habile marâtre était donc à même d'épuiser toutes ses précautions, toutes ses ruses, pour en faire des sujets paisibles, les rattacher par mille liens à l'état des choses créé par elle, et leur faire préférer la calme jouissance des biens qu'elle s'engageait à leur prodiguer à pleines mains, en remplacement des maux dont elle disait les avoir délivrés ; plutôt que de courir après les hasards des insurrections et la certitude des confiscations, des persécutions, de l'exil et de la mort.

Si elle n'est pas arrivée à ce résultat, — s'il en est autrement ; — si les pseudo-conservateurs, souvent stipendiés, répètent à satiété, à chaque crise politique, que la Pologne est un foyer permanent de révolution ; — si en réalité elle ne cesse d'être une menace pour la paix générale, une arme offensive formidable à la portée des adversaires de la Russie, à qui la faute ?

L'insistance de la diplomatie russe elle-même, dans ses notes récentes, à constater l'abondance de ces éléments hostiles à l'ordre des choses imposé par le partage de la Pologne et les traités de 1815, est le plus éclatant acte d'accusation contre les gouvernements qui y ont participé ; — contre les principes dont on s'est appuyé à ces époques néfastes ; — et contre le régime appliqué à la Pologne ; la meilleure preuve enfin du danger d'y laisser prolonger la domination étrangère.

Mais le germe menaçant sans cesse la paix générale, une fois enraciné en Pologne par l'acte du partage, y fut

conservé, développé, par les fautes des spoliateurs. Un crime ne pouvait donner d'autres résultats, et n'en donnera jamais d'autres. — La Providence et la logique sont inexorables. On ne saurait invoquer la première, pour convaincre ceux, pour lesquels il n'y a ni foi, ni loi. — La seconde leur déroulera une série interminable de violences, de dangers, de crimes qu'il faudra affronter pour continuer leur domination. Un malfaiteur projettant une rapine considérable se promet bien de vivre après en honnête homme; de jouir paisiblement, honorablement du bien mal acquis. Mais la menace incessante de la justice, la nécessité de l'éviter, de cacher son crime, — de se prémunir contre ses complices, demain peut-être ses accusateurs, le poussent de forfait en forfait jusqu'à l'abîme.

Mais raisonnons d'après les principes des spoliateurs, et admettons qu'il y avait moyen de s'établir tranquilles possesseurs des provinces acquises.

Si l'on se rend compte de l'intérêt qu'avaient les Czars de fomenter, de perpétuer le désordre et l'anarchie en Pologne; de s'y faire les protecteurs du *liberum veto*, et les adversaires constants de l'établissement d'un gouvernement fort quelconque; il est difficile de comprendre, comment, une fois les trois quarts de la Pologne entre leurs mains, ils n'ont rien tenté, rien entrepris, rien fondé pour s'y créer des bases solides de domination, des intérêts puissants, garants de l'avenir, pour y gagner les cœurs et les esprits et y naturaliser leur autorité.

Partout où la domination nouvelle voulait s'établir, se consolider, (l'histoire est là pour l'attester), elle était forcée de dépenser beaucoup de génie et de prudence, — ou une sévérité sans bornes, conformément aux proportions des conquêtes à conserver.

Dans le premier cas, elle trouvait toujours des chances plus favorables de durée ; — car la sévérité, une fois érigée en principe, mène sans retour à sa continuation indéfinie et prépare des matériaux favorables à tous les adversaires domestiques ou extérieurs du dominateur. D'ailleurs les procédés violents, applicables sur une petite échelle, transitoirement, et ayant pu donner de bons résultats en présence d'une civilisation différente de la nôtre, ne sauraient convenir dans aucun cas, lorsqu'il s'agit de continuer sur une vaste échelle le même système d'envahissement, contrarié par de puissants compétiteurs.

La nature même des provinces acquises, les affinités de race, de langage, avec celles convoitées, et l'absence d'une dynastie héréditaire en Pologne, un des plus grands obstacles en pareil cas, indiquaient aux Czars la convenance de s'abstenir de toute violence, de tout régime nivellateur ; — de respecter au contraire les anciennes habitudes, les usages, le culte des populations acquises ; de les tourner habilement au profit de leur autorité ; — de s'en servir comme élément de transition ; — et de s'en rapporter plutôt au temps qu'à la force du soin d'adoucir les aspérités et les frottements inévitables dans de pareilles situations.

C'est ainsi que s'est formée l'unité de cette même

Pologne, qui aurait dû servir d'exemple à la Russie ; — de l'Espagne, de la France, etc., etc., où pourtant les difficultés qu'avaient à vaincre leurs fondateurs, surpassaient certainement celles rencontrées par les Czars en Pologne au moment de sa chute. — Il est vrai de dire, dans les pays précités, l'unité nationale et le pouvoir suprême se sont formé par l'effort du génie de leurs fondateurs ; génie réel et non exalté par les flatteries stipendiées des écrivains du XVIIIe siècle. Ces souverains ne négligèrent aucun soin pour tirer parti des habitudes, des mœurs, des institutions existantes ; — ils en créèrent de nouvelles, sagement combinées, où le respect du droit de chacun servait de garantie au pouvoir du monarque, à la puissance, à la gloire de l'Etat, à la sécurité, à la prospérité de tous.

Que de talent, que de génie ne fallait-il pas, pour façonner et dompter cette féodalité insubordonnée et toute puissante ; — identifier, assujettir cette noblesse orgueilleuse aux intérêts de l'état et du souverain, par la solidarité d'une grandeur et d'un danger commun ; — pour se servir avec adresse de ce peuple turbulent et dangereux, pour tenir en respect les grands ; — le favoriser à temps par des lois bienfaisantes et protectrices pour qu'il puisse servir de contrepoids à l'aristocratie, sans rompre la balance et tout précipiter dans le désordre ; — pour créer, diriger cette bourgeoisie active, dont le nombre, les richesses, le savoir, ouvrent des sources inépuisables de puissance et de prospérité publique.!

Rien de semblable ne nous apparaît en Russie. Le serf y était hier, y est encore malgré l'émancipation en travail,

sujet du noble, le noble serf du Czar. Aucun droit n'y a d'autre garantie, aucun pouvoir d'autre source, d'autre contrôle que la volonté du monarque. L'omnipotence, l'autocratie du chef ; — la dépendance, la soumission sans limites du sujet ; — voilà à quoi se réduisent en dernière analyse, même avec les réformes déjà accordées, toutes les institutions, tout le savoir de ce pays, que les Czars ont pris à tâche d'étendre à tous les domaines annexées à l'empire.

Pourtant quand ils mirent la main sur la Pologne il y avait là des institutions antiques, bonnes ou mauvaises, mais ayant produit l'état des choses existant, — dont il était bien plus raisonnable et plus prudent de se servir avec une habile prévoyance, que de vouloir radicalement faire table rase, pour y implanter de force le czarisme, entreprise plus qu'hasardeuse au XIXe siècle sur une pareille échelle.

La noblesse polonaise jouissait seule des droits politiques. Le peuple, autrefois libre et régi par des institutions communales protectrices, fut amené peu à peu à la servitude, et son passage, sa soumission à un régime nouveau étaient certains. Celui qui souffre accepte toujours un changement avec faveur, dans l'espoir d'une amélioration.

Parmi cette noblesse, quelques grands, plus vaniteux que fiers, corrompus, oublieux de tout sentiment de dignité personnelle, d'orgueil ou d'intérêt national, vendus pour la plus part à l'étranger ; après lui avoir déblayé le terrain, en réduisant le peuple à la servitude et la misère, le gouvernement à l'anarchie, la nation à l'ignorance ; — après

avoir facilité la spoliation à la Russie, auraient encore probablement servi à cette époque à implanter des idées et des institutions monarchiques et aristocratiques, combinées de manière à créer des éléments intéressés au maintien du régime nouveau. La vanité, l'égoïsme, la soif des distinctions et des richesses, toutes ces passions viles qui agitaient ces grands seigneurs dégénérés, donnaient tout accès à l'établissement d'un pareil régime, peut-être le seul capable de présenter quelques points d'appui à une domination moscovite.

Un essai tardif et malencontreux a été tenté dans ce sens dernièrement par le cabinet de Saint-Pétersbourg, sous l'inspiration et le patronnage du marquis Wielopolski. On semblait compter sur la coopération des grands propriétaires, auxquels on n'a épargné ni titres, ni distinctions, ni flatteries de toute sorte pour les attirer et préparer à l'exécution de ce programme. Mais on avait oublié de s'apercevoir que ce n'était plus la noblesse d'avant les partages.

En vain semblait-on faire quelques concessions au sentiment national tout en tâchant imperceptiblement de lui imprimer un cachet panslavique. En vain voulait-on exploiter le dépit de quelques âmes faibles et découragées par l'inaction de l'Europe, et les fasciner par l'espoir d'une revanche contre les Allemands. L'esprit patriotique veillait déjà, et ces tentatives arrivant un siècle trop tard, devaient avorter nécessairement en face de l'état des esprits en Pologne, car ce n'est plus les sentiments égoïstes, vils ou vindicatifs, mais le plus pur élan de dévouement, d'héroïsme, d'enthousiasme pour la liberté et la patrie qui enflammaient

les âmes. Le cabinet de Saint-Pétersbourg s'est trompé ici d'élément et de date, car c'est à l'époque des partages qu'il fallait songer à des essais de ce genre.

Au lieu d'acculer tous les intérêts, toutes les aspirations, toutes les habitudes des populations acquises dans une impasse, où il n'y avait d'autre alternative que celle de périr ou de combattre et vaincre l'oppression qui s'attaquait à tout ; au lieu d'attacher, pour les vaincus, toute l'importance de l'intérêt et du point d'honneur à la résistance ; — au lieu de jeter entre deux peuples, destinés par la conquête à se fondre, un ferment de haine implacable, fruit, d'un côté, de l'exercice de l'injustice et de la persécution, et de l'autre, de la défiance et de l'isolement où tenaient forcément tous les Polonais ces gouvernements malhabiles, en leur fermant tout accès, toute participation *honorable* aux services publics ; — peut-être serait-on arrivé avec d'autres procédés, avec une autre politique, à effacer, à atténuer ces répulsions, ces haines inévitables entre deux peuples, dont le passé est tout différent ; — dont le présent est le résultat d'institutions, de mœurs, de souvenirs, d'aptitudes dissemblables et radicalement opposés. Il faut accorder du temps, savoir créer des besoins, des intérêts élevés et puissants, satisfaire ceux qui subsistent encore ; ne pas toucher surtout trop brusquement à tout ce qui a rapport à la foi, à la conscience, aux traditions : « Si l'on veut que des sujets nouveaux arrivent à comprendre qu'il ne s'agit plus de discuter mais d'obéir ! » (*)

(*) Discours de M. Mostowsky, ministre de l'intérieur.

Après avoir matériellement comprimé les Polonais, qui avaient tenté tant de fois à se soustraire à leur joug, les Czars auraient pu s'apercevoir enfin qu'il était urgent de changer de procédé, du moment où l'Occident se met en travers de leurs projets. Le système d'exclusion, de suspicion, de persécution continue, appliqué aux habitants de ce pays, devait altérer leur caractère, avec grand préjudice pour leurs nouveaux maîtres. Il a pu temporairement, superficiellement maintenir la domination germanique et moscovite, mais il a rendu les sujets polonais inutiles et hostiles en cas d'une agression extérieure menaçante.

Lors de l'invasion des Maures en Espagne, les Goths, maîtres du pays, y exerçaient à peu près le même système d'oppression et d'isolement envers les indigènes, qui, pauvres et malheureux, ne pouvaient aimer leurs tyrans, ni songer à les défendre. Ils soupiraient après un changement et attendaient avec impatience qu'un libérateur vint briser les fers dont les Visigoths les avaient chargés. Aussi a-t-il suffi aux maures Tarik, Muza, Abderhaman, de se présenter pour renverser la domination Visigothe en Espagne, et favorisés par les indigènes, pousser leurs conquêtes, de 711 à 733, jusqu'à la Loire. Croit-on que les Polonais seraient restés indifférents et tranquilles spectateurs, ou auraient pris les armes pour la défense de leurs maîtres actuels, si l'Occident, mieux avisé, mieux renseigné sur la valeur et la distribution des armées russes, avait jugé à propos, en 1855, d'en finir en une seule campagne avec l'ambition des Czars pour s'éviter les difficultés de 1863.

La France impériale et républicaine, en honorant, en

exaltant même avec une juste générosité les services et l'héroïsme des légions polonaises à son service, a su se les attacher et cimenter une fraternité indestructible entre les deux peuples. — Les Polonais, après la réunion de la Lithuanie à leur République, affectaient de céder de bonne grâce le premier rang, de ménager les susceptibilités des Lithuaniens, comme pour leur faire les honneurs de la maison et effacer de cette manière les dernières traces d'animosité qui séparait autrefois ces deux peuples. — Jamais les Allemands, ni les Czars, n'ont compris cette profonde politique ; — jamais dans leurs procédés envers la Pologne ils n'ont su s'élever à cette généreuse et prévoyante sollicitude. Toute leur politique aboutit toujours à la spoliation, la terreur, la brutalité et l'arbitraire. *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas* (*). Si encore ils lui avaient offert quelques compensations matérielles ou morales pour ses droits ravis ! S'ils avaient su dérober leur

(*) Pline le jeune, écrivant à Maxime, s'exprime ainsi :

« Tu te rends en Grèce, ce berceau de l'esprit, de la science et de l'agriculture. Honore ces Dieux qui leur ont donné naissance ; — respecte leur présence ; — respecte la vieille gloire de ce peuple et cette ancienneté aussi digne d'égards chez les individus que chez les nations. Respecte leurs antiquités, leurs célèbres expéditions, même leurs traditions. N'entreprends rien contre la liberté, la dignité et même la vanité de personne. Aies toujours présent à la pensée que nous avons pris nos lois chez ce peuple ; qu'après la victoire, au lieu de lui imposer les nôtres, nous avons au contraire adopté les siennes, qu'il nous a offertes à notre demande. Tu gouverneras à Athènes, à Lacédémone, et il serait inhumain, cruel et barbare, de leur ravir le nom et l'ombre de liberté qui leur reste. » Voilà comment les maîtres du monde en agissaient avec leurs conquêtes. Comparez ces nobles et profondes paroles, avec les ordonnances allemandes, ou les instructions des Mouchanofs et des Mourawieffs. Ces barbares ont-ils jamais su respecter ou honorer le passé de leur victime, ou s'assimiler ses lois, ses institutions qui pouvaient leur enseigner le chemin de la liberté.

despotisme sous un brillant manteau de bien-être matériel ou de gloire ! Mais en fait de biens matériels, il n'y a que ruine, vénalité et servitude ; en fait de gloire il n'y a que les revers honteux du Danube, de Crimée, les massacres et les atrocités des Mourawieff et consorts.

Tout en consolidant leur domination et le pouvoir absolu, plante nouvelle pour ce terroir républicain, rien n'aurait empêché les Czars de ménager, de donner un libre cours au sentiment de nationalité, plus impérieux souvent chez certaines races et à certain niveau de civilisation que l'esprit de liberté lui-même. Ce sentiment, profondément enraciné chez les Polonais, et dont la nature éminemment slave ne pouvait que seconder les projets panslaviques des Czars ; — respecté et sagement dirigé par une autorité apte à comprendre les vues profondes du dominateur, aurait servi, sinon à amalgamer définitivement les Russes avec les Polonais, à rendre au moins à ce peuple vigoureux la position supportable et préférable à toute autre domination étrangère. L'habileté consistait plutôt ici à associer peu à peu la Pologne, sans lui faire perdre son caractère, aux destinées de l'Empire, qu'à en faire une conquête et une victime indéfinie ; — à en former une pierre d'attente plutôt qu'une annexe incompatible et menaçant ruine. On aurait probablement sinon évité, reculé du moins vers une époque éloignée, ces crises, ces violences dangereuses, enseignant aux étrangers le côté faible du colosse, que le régime infligé à la Pologne amène périodiquement. On se

serait prémuni contre ces commotions intérieures, ces courants d'idées réputées subversives, ces dangers révolutionnaires qui commencent à menacer le pouvoir autocratique en Russie.

Tout contribuait à indiquer aux Czars cette marche. Les manifestations de l'opinion en Pologne, depuis son démembrement, jusqu'à ces derniers jours, étaient elles-mêmes des jalons salutaires. On y parlait peu de liberté, — beaucoup de nationalité, d'unité, de tolérance, de religion, de bien-être matériel, — C'était un indice précieux pour tout gouvernement sagace, auquel d'ailleurs d'autres avertissements n'ont pas manqué. Un des partis intelligents et très actifs parmi les Polonais, égaré par sa propre subtibilité jusqu'à croire que la protection des Czars, une fois acquise, permettrait à la Pologne de se relever et de réformer les abus qui la rongeaient, sans songer au sacrifice de l'indépendance nationale, conséquence inévitable d'une pareille situation; a essayé pendant longues années et à différentes reprises d'amener le cabinet russe vers cette combinaison d'union personnelle, vers la reconstitution de la Pologne entière sous le sceptre des empereurs de Russie. Plusieurs occasions se sont présentées pour mener à bien cette politique. En 1807, — en 1812, cela pouvait offrir quelque difficulté. Mais en 1815, 1830, 1848 et peut-être même en 1854 et 1859, bien des chances se trouvaient encore à la portée des Czars, si toutefois ils avaient su préparer d'avance le terrain. A l'époque du démembrement, si le cabinet de Saint-Pétersbourg avait eu des vues larges, à longue portée, fruit de la compréhension

parfaite de l'avenir, se serait-il hasardé sur cette pente fatale, de considérer la Pologne, comme une simple conquête, d'y niveler tout, pour implanter de force son régime défectueux ? — L'importance tant matérielle que politique de cette acquisition conseillait user de circonspection et de modération. — Une pareille marche, admettant toute la Pologne englobée par la Russie, aurait puissamment secondé les Czars dans leurs projets d'extension Greco-Slave.

Inexpugnables du côté de l'Allemagne, ils auraient acquis cette attraction qui leur a toujours manqué. Les Slaves, instruits par l'exemple de la Pologne, que le régime russe, autocratique il est vrai, mais puissant et sage, n'exclut ni nationalité distincte, ni langue, ni culte particulier, ni bien-être matériel, ni une certaine dose de civilisation et de grandeur, se seraient sentis bien plus énergiquement attirés vers l'union Slave. Ils auraient plus aisément fait bon marché des libertés et des institutions politiques immédiates, qu'ils ne sauraient le faire aujourd'hui quand ils n'ont pour toute perspective que l'espoir de devenir sujets passifs d'un Czar tout puissant, qui leur imposera le culte, la langue, le nom, la misère, la corruption et l'opprobre du régime moscovite ; — la certitude de sacrifier leur indépendance leur liberté, leurs institutions, leurs traditions séculaires, leurs aspirations vers le progrès, leur individualité, tout enfin, à l'avantage de servir à opprimer les autres, et la vaine gloire de contribuer à grandir un colosse de domination brutale, destiné à périr un jour sous l'étreinte invincible de la civilisation.

Mais les Czars préoccupés avant tout du fait matériel de l'annexion de la Pologne, — après avoir temporairement adopté quelques semblants de modération et de respect de nationalité, revinrent bientôt à leurs instincts nivellateurs ; et manquant de prudence ou de talent pour suivre un système quelconque, conforme à la nature et au but de l'acquisition, finirent par adopter pour principe *l'extermination du polonisme* et du *Dominus vobiscum*, mission dont se glorifiait avec plus d'emphase que de goût et de prudence le dernier Empereur, et que semble vouloir continuer Alexandre II.

Vouloir forcer une population de 25,000,000, à oublier ses droits, sa foi, sa langue, quelle absurde et inutile tyrannie ! C'était donner de propos délibéré de nouvelles forces à la nation torturée ! L'intolérance, le prolésytisme, les persécutions de ce genre, élèvent nécessairement à une puissance indomptable la résistance et la répulsion des vaincus ! — Ce projet de nivellation exterminatrice, aussi cruel que malhabile, coûte déjà plus de sang et de larmes, que l'acte du partage lui-même. « On tue un homme d'un » seul coup, on détruit une armée sur un champ de » bataille et tout est dit. » Mais vouloir ruiner, dénaturer, exterminer en coupe réglée tout un peuple ; — continuer cette torture pendant un demi-siècle ; en menacer à tout propos (*) ; exécuter ces menaces avec une barbarie sanguinaire ; — vouloir que celui qu'on provoque, qu'on me-

(*) Voycz le fameux discours de l'empereur Nicolas, à la municipalité de Varsovie : « ..... Je détruirai votre ville — et certes ce n'est pas moi qui la rebâtirai ! » — Confirmé par l'Empereur actuel.

nace, qu'on frappe ne résiste pas ; — ne lui laisser d'autre chance de salut que le désespoir et la lutte ; et se passionner de plus en plus, quand par nos actes nous avons rendu la soumission impossible et dévoilé notre propre impuissance ! Est-ce de la bonne politique, — du talent — du génie ? — Où est ici la profondeur des vues, la prévoyance, quand on procède en aveugle, sans se rendre compte de la situation réelle des esprits et des choses ; sans en calculer l'élévation, sans en savoir tirer parti ?

Nous nous abstenons d'approfondir et de qualifier à sa juste valeur la conduite du gouvernement russe en Pologne en face des manifestations et de l'insurrection actuelle. Ces provocations, ces répressions sans nom, dont l'opprobre retombe sur la Russie, à quoi conduisent-elles ? Puériles et cruelles dans les détails, impolitiques et barbares dans l'ensemble, elles font descendre la Russie au dernier rang des peuples, tout en révélant la valeur politique, guerrière et morale de sa victime héroïque ; en lui fournissant en même temps de nouvelles ressources, pour la rendre victorieuse demain. — Ces massacres, ces jacqueries ne mettront pas un terme à la lutte ; ce qu'il y a de plus déplorable en ceci, c'est de voir la Pologne tombée entre les mains des bourreaux dont la maladresse et l'ineptie dépassent la cruauté. (*)

L'assimilation, c'est-à-dire l'élimination du *polonisme*,

(*) Un des familiers de M. de Talleyrand, connu par son esprit, disait en 1846 : « Quand je songe à la manière d'agir du Czar, pour s'assimiler » la Pologne, il me semble voir un grand ours, occupé à débrouiller un » écheveau de soie ; — plus il s'y acharne, plus il s'embrouille. »

consiste à forcer la population tout entière, à devenir *orthodoxe* et moscovite ou tudesque ; — à lui ôter tout moyen d'instruction publique ; — à rabaisser autant que possible le niveau de l'instruction particulière ; — à rendre cette population ignorante, pauvre, oublieuse de son passé, de sa langue, de sa foi, de ses droits ; à la faire en un mot parfaitement digne du régime autocratique des Czars.

Jusqu'à quel point un pareil système pouvait s'appliquer sur une vaste échelle, l'expérience l'a démontré. L'état de la Pologne toujours frémissante sous le joug, inondée des troupes étrangères, à chaque tremblement du fil télégraphique, à chaque complication européenne ; les prises d'armes de 1807, 1812, 1830, 1846 et finalement celle de 1863, le prouvent suffisamment. Ce qui pouvait être utilement conseillé et tenté sur une petite échelle, à une autre époque et pour des conquêtes définitives et restreintes, comme par exemple autrefois en Italie ; — ce qui avait même réussi aux Czars, à l'égard des républiques de Pskow et Novogrod-la-Grande, détruites de fond en comble pour s'en rendre maîtres ; — ne saurait s'appliquer avec succès, à une nation, dont le territoire est plus grand que celui de la France ; dont la population fait les 3/7 de celle de la Russie. Vouloir par des moyens pareils l'absorber, la transformer, l'anéantir, et cela dans l'espace d'une soixantaine d'années ; — avec la perspective de luttes acharnées au dehors ; — n'ayant à son service qu'une population moins dense, inférieure en civilisation à la nation subjuguée ; — ne possédant aucune

trace de vie publique pour absorber celle des vaincus : n'est-ce pas courir après une chimère? N'est-ce pas s'exposer à périr soi-même à la peine ?

Voilà pourtant où en est la domination étrangère en Pologne ; elle s'y est proposé l'impossible, car le temps « ce grand élément de tout, » comme disait Napoléon Ier, et les moyens dont elle dispose encore, sont insuffisants pour une pareille tâche ; quand même elle serait possible. — « La voilà interdite, éblouie, déroutée par ce courant de force morale, sous lequel frémit et s'agite la grande victime. C'est une force nouvelle, formidable, inconnue aux barbares, comme l'est le courant électrique pour le sauvage, ne pouvant comprendre comment la pensée peut franchir l'espace à l'aide d'une force impalpable. C'est la matière subissant l'action toute puissante de l'idée et n'ayant aucune faculté pour l'anéantir. » La marche politique du cabinet russe en Pologne, trahit son origine asiatique. L'action matérielle y domine et prend partout le pas sur l'action intelligente et morale. De ces deux forces, c'est de la première dont on s'efforce de se servir, sans comprendre la fragilité de ce levier, s'il n'est pas habilement et prudemment dirigé, noblement inspiré par les principes élevés, dont l'essence donne seule de la durée et de la grandeur aux entreprises humaines.

Aussi, sans rien nuire à la Pologne, le moment est venu de signaler les fautes de ses oppresseurs, car pour eux aussi « il est trop tard ! — Les voilà engagés sans retour sur une pente semée de précipices qu'ils ont creusés eux-mêmes et où il n'est plus temps de revenir en arrière, car

le passé ne se refait pas. La Pologne, — victorieuse, — séparée, — pacifiée ou vaincue, — abandonnée ou redémembrée, — leur échappe pour toujours. Les fautes commises sont irréparables et se payeront au centuple. Le souvenir de l'occasion manquée, du bien perdu, des crimes commis, la conscience de ses propres fautes, voilà tout ce que peut espérer une politique irrationnelle.

Car en politique, comme en guerre, il y a certainement des règles et des principes généraux de conduite. Mais le génie, le talent, le savoir, loin de s'attacher à leur application routinière et rigoureuse, consiste à savoir les combiner, les modifier selon les conditions particulières à chaque cas donné. Le cabinet de St-Pétersbourg pourtant, dans toute sa conduite envers la Pologne, semble avoir perdu de vue toute considération de ce genre, tout véritable intérêt de l'Empire. Habile dans bien d'autres cas jusqu'à la finesse, ce n'est pas la passion qui l'a entraîné dans cette funeste erreur. Outre la fausse doctrine des hommes d'État de 1815, trafiquant de populations et de territoires, sans aucun égard pour leurs intérêts, leur origine, leurs affinités ou leur volonté ; il faut en chercher ailleurs les causes, et certainement la principale nous apparaît dans l'habitude exagérée de se servir d'étrangers dans les services publics ; — de les admettre aux fonctions, aux dignités les plus élevées ; — de leur confier souvent la direction des plus graves affaires de l'État. Introduit sur une large échelle par Pierre Ier, dont le génie consistait principalement dans l'imitation servile de l'Occident, cet usage fut continué avec d'autant plus de faveur, que les

souverains des derniers règnes appartiennent tous à des maisons allemandes.

A cette préférence vient en aide la nécessité de chercher au dehors le talent, le savoir, la capacité, l'instruction supérieure, à laquelle le régime absolu, inquiet de son avenir, n'a pas jugé à propos d'admettre les indigènes. (*)

L'absence d'ailleurs d'une classe moyenne, où généralement les conditions sont plus favorables pour pousser les esprits vers l'étude et le travail intellectuel, contribue beaucoup à favoriser l'admission des étrangers. Les classes riches en Russie ne se sentent nullement stimulées par le besoin d'acquérir du savoir et du talent; la faveur, l'intrigue leurs

(*) Jules César, le premier, fit cet outrage aux Romains, d'introduire des étrangers dans le gouvernement. Dès qu'il se fut rendu maître de Rome, il éleva aux plus hautes dignités des gens notés et sans aveu, disant que s'il avait été secondé dans ses projets, par des brigands et par des assassins, il leur en témoignerait une reconnaissance proportionnée à leurs services. — Jam autem rerum potens, quosdam etiam infimi generis ad amplissimos honores provexit &., &... Professus est palam, si grassatorum et sicarium ope in tuenda sua dignitate usus esset, talibus quoque se parem gratiam relaturum. — Suetone. — Julius Cesar, § 61.

Ce que dit Juvenal, des Grecs à Rome, peut s'appliquer exactement à la plus part des étrangers servant la Russie :

Hic alta Sycyone, ast hic amydone relicta,
Hic Andro, ille Samo, hic Trallibus aut Alabandis,
Esquilias, dictumque petunt a vimine collem.
Viscera magnarum domuum dominique futuri.
Ingenium velox, audacia perdita, sermo
Promptus et Isæo torrentior. Ede, quid illum
Esse putes? quemvis hominem secum attulit ad nos
Grammaticus, rhetor, geometres, pictor, aliptes,
Augur, schœnobates medicus, magus; omnia novit.
Græculus esuriens in cœlum, jusseris, ibit.
Ad summam, non Maurus erat, nec Sarmata, nec Thrax,
Qui sumpsit pennas, mediis sed natus Athenis!

(Sat. III.)

ouvrent toujours le chemin des dignités et des honneurs. Quant aux classes infimes, elles sont en dehors de toute instruction, de toute initiative, de toute signification politique ou administrative, et ce n'est pas là que l'État peut recruter les cadres de ses fonctionnaires.

Mais les services mercenaires de cette foule d'étrangers serviles, ne donnent aucune force intérieure à la dynastie; aucune solidité aux intérêts bien entendus de l'État, en isolant l'autorité au sein de la nation, et lui imprimant un cachet exotique, sans contact avec les courants, les besoins et les aspirations des populations gouvernées.

Autant l'emploi d'étrangers capables peut être bon et nécessaire dans certaines branches d'applications techniques — autant il peut devenir préjudiciable et dangereux de leur ouvrir l'accès des hautes régions du pouvoir; — de suivre leurs idées, leurs maximes, dans tout ce qui touche au régime intérieur de l'Etat. Toutes les législations, tous les peuples anciens et modernes ont entouré de formalités difficiles l'admission de l'étranger à la plénitude des droits politiques. Cette précaution a sa raison d'être parfaitement motivée. L'homme qui renonce de bon gré à sa patrie pour en adopter une nouvelle, le supposerait-on animé des meilleures intentions à l'égard de celle-ci, manque de cette fibre délicate d'esprit national, qui naît, grandit et se forme avec notre individu, et nous donne la compréhension intime des véritables intérêts de la race et de la patrie. Dans tout ce qui touche à cet intérêt, la raison a besoin d'être secondée par le cœur où fermentent ces germes, que l'éducation première, les souvenirs, les

affections de jeunesse et de famille ont semés à profusion, et qui seuls nous rendent aptes à aimer, à comprendre, à servir utilement, à nous sacrifier pour cet être collectif, qu'on nomme La Patrie.

Pour les étrangers, même les plus intelligents, au service de la Russie, ce sanctuaire reste fermé ou incompris. L'intérêt personnel, l'amour des biens, n'en ouvre pas l'entrée. Malgré toutes leurs aptitudes, toute leur bonne volonté, ils ne peuvent s'enthousiasmer pour leur nouvelle patrie, et sont loin aujourd'hui, par exemple, de comprendre, d'approfondir, et ne font que suivre à la remorque, ce courant d'idées qui s'abrite sous le nom de l'esprit de progrès ; — mobile puissant agissant tous les jours avec plus d'intensité et d'audace, sur l'intelligence de la nation (*).

(*) L'exagération de l'habitude de faire appel aux talents étrangers, au détriment des nationaux, tout en introduisant en Russie une masse d'aventuriers sans valeur réelle y produit une disette véritable de capacités indigènes. Dans les hauts grades de l'armée, de l'administration, à la cour, dans la diplomatie, l'élément russe figure à peine, inondé par cette avalanche de noms allemands ou étrangers de toute origine. On dirait la Russie prise à bail et exploitée par des sangsues exotiques. — Cet état anormal peut avoir des conséquences fâcheuses, quand le jour des revers aura sonné pour cet Empire.

Les exemples abondent à toutes les époques de l'histoire pour mettre en évidence les dangers d'une pareille situation. Tout récemment, l'Europe entière s'est émue du suicide de M. de Bruck, homme de talent sans conteste, mais dont les derniers moments ont terni la réputation. — Né à Elberfeld, en Prusse, par conséquent étranger pour l'Autriche, d'une origine très-modeste ; — élevé successivement jusqu'au poste de premier ministre dirigeant, par l'empereur François-Joseph, — poste qu'il a conservé à peine quatre ans ; — il laisse plusieurs millions de fortune, et meurt sous la présomption des malversations commises au préjudice de l'armée, au moment où l'Autriche luttait avec l'étranger et perdait avec une de ses plus belles possessions, son influence en Italie.

Parmi ceux des étrangers qui, après avoir adoré d'autres dieux et professé d'autres principes, se sont convertis en fervents serviteurs du czarisme, qu'il nous soit permis de citer comme exemple corroborant ce qui précède, M. Pozzo-di-Borgo, l'un des plus marquants, tant par l'extrême opposition de son point de départ avec son point d'arrivée, que par l'influence de ses conseils sur la marche du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Corse de naissance; — lié par des souvenirs domestiques aux partisants de Paoli; — compatriote et ennemi acharné de Bonaparte; — fougueux adepte des principes exaltés, lors de la révolution de 89; — ami de Moreau, cet autre transfuge tombé dans les rangs de ceux qui menaçaient l'indépendance de la France; — lié avec Sebastiani, dont le mot impolitique et cruel: *l'ordre règne à Varsovie*, imprime un stigmate de honte et de malheur au règne de Louis-Philippe; — camarade de Jomini, portant au service des barbares cette science de la guerre, acquise dans les rangs des armées victorieuses de Napoléon; — M. Pozzo-di-Bogo, une fois devenu le conseiller des Czars, ne pouvait trouver dans son intelligence d'autre système, que celui qu'il a contribué puissamment à faire appliquer à la Pologne.

Etranger à la Russie, connaissant superficiellement la Pologne, ne se rendant pas assez compte des éléments dont elle se compose, ni de leur portée, relativement au reste des Slaves; manquant de cette intuition nécessaire pour deviner et apprécier les rapports de race, de langage, de souvenirs historiques; imbu des principes violents et

nivellateurs, reminiscence de ses erreurs de jeunese; M. Pozzo di Borgo, plus peut-être que personne, contribua à engager le czar et son entourage dans cette voie funeste et sans issue, dans ces essais de transformation violente dont nous voyons les fruits.

Lentement, furtivement essayé dans les provinces provenant des premiers partages, ce régime d'obscurantisme, d'intolérance, de dénationalisation et de ruine s'étendit peu à peu à toutes les possessions russo-polonaises. Appliqué, exécuté par des agents sans intelligence, sans tact, guidés par des passions viles et cupides, il a produit l'état présent de la Pologne, conduisant forcément les opprimés à toutes les tentatives de résistance, et dont le terme final devait être : l'arrêt, le retard, l'abrutissement sans remède des populations russes; la séparation inévitable de la Pologne.

Nous avons vu ce régime provisoire érigé en système, poursuivi à outrance, sans égard aux progrès modernes des pays limitrophes, traverser tous les degrés de l'arbitraire, pour aboutir à son apogée aux extrémités sanglantes, aux mesures absurdes, aux incitations anti-sociales dont nous sommes les témoins. Après avoir poursuivi les manifestations religieuses, les costumes, les coiffures; après s'être égaré dans un labyrinthe de réglements de police tracassiers et ridicules, les fonctionnaires et gouverneurs mogols-allemands se succédant sans cesse, à bout de moyens, débordés, ne trouvent rien de mieux à faire ou à conseiller que de pousser le gouvernement aux spoliations, aux meurtres, à la jacquerie, à la guerre sociale du sauvage contre la civilisation, de la brute contre l'intel-

ligence, du brigand contre la propriété ! — Et pourtant, derrière l'intérêt du moment, il y a l'avenir ; — derrière le gouvernement inhabile du jour, et ses instruments serviles, il y a l'intérêt de l'Etat et de la Société non-seulement polonaise, mais moscovite aussi. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on commence à comprendre en Russie et saper cette funeste influence de la caste mogole-allemande sur les destinées de la nation. La soif des réformes, la lutte des principes s'y incarne visiblement dans la haine des intrus étrangers, exploitant autant la Pologne que la Russie elle-même. Cette haine commune a jeté les premières bases d'une entente entre les partis patriotes de la Pologne et de la Russie. Si les Polonais luttent pour chasser l'étranger, les Russes ont la même domination étrangère à renverser chez eux. Sous cet étendard compréhensible aux masses, la victoire est d'avance acquise au sentiment national, supérieur par sa vitalité et son énergie à cette superfétation officielle factice, établie par Pierre Ier et ses successeurs. Guerre aux sangsues mogoles-allemandes ; guerre aux transfuges corrupteurs, guerre aux valets mercenaires : voilà le mot d'ordre du parti progressiste en Russie, dont l'écho retentit en Pologne. (*) Ces deux peuples exploités et martyrisés sans effet utile pour le bonheur, la puissance, la grandeur présente ou future de chacune des communautés, ont compris quelle était la première position stratégique de la liberté à conquérir.

(*) Voyez la *Cloche* de M. Hertzen, journal russe paraissant à Londres, dont l'influence est immense en Russie.

L'énorme faute commise par l'ancienne Pologne, d'avoir laissé une masse considérable de la population dans l'ignorance et la servitude ; — faute qui a contribué à favoriser l'invasion ; — continuée par celle-ci jusqu'à ces derniers jours, dans le but de dominer plus facilement le pays et l'assimiler à la Russie, où il était alors dangereux et inutile de toucher au servage, tourne aujourd'hui contre elle ; d'abord en lui présentant une résistance passive, plus difficile à vaincre que toute autre, car elle ne donne aucune prise directe à l'action du dominateur étranger ; — ensuite, en la forçant d'aborder cette question de réformes intérieures, dans un moment où les complications intérieures ou extérieures réclament toutes les forces de l'Etat sur tant de points divers. — Ici, la chose est digne de remarque, l'initiative de la nation conquise a imposé au dominateur tout-puissant une transformation sociale impossible à reculer, dont les conséquences sont très-graves pour la Russie, dont les effets seront toujours très-favorables pour la Pologne.

Nous voici forcément amenés à dire ici quelques mots sur cette question capitale, sujet de nombreux commentaires dans ces derniers temps, car elle touche à l'avenir des deux pays ; c'est nommer la question de l'émancipation des serfs.

Tout le monde connaît l'organisation défectueuse de la propriété en Russie. Le servage, dont l'origine importe peu pour le moment, étendit ses branches parasites sur presque

tous les pays slaves, en y étouffant le développement des forces et des richesses publiques. La Pologne s'apperçut la première, un peu tard il est vrai, dans l'intervalle des trois démembrements, que là était le côté défectueux de son organisation économique et sociale. Mais les premières aspirations et les faibles tentatives essayées en 1788-94, furent promptement submergées dans le naufrage général du pays. En 1807, l'arrivée des légions polonaises avec Napoléon, permit d'exécuter une émancipation partielle. L'abolition de la servitude personnelle dans les provinces dont se composait le grand duché de Varsovie, en fut le fruit. Cet état des choses dura jusqu'en 1830.

Il convient de dire que dans ce laps de temps, la Prusse aligna ses acquisitions polonaises au régime de ses possessions héréditaires ; supprima le servage, et par des mesures habilement combinées permit aux paysans de se rendre acquéreurs des terres par eux exploitées.

L'insurrection du 29 novembre 1830, absorbée par les faits militaires, négligea les intérêts sociaux de la nation, et n'a pas su ou osé prendre une mesure radicale à cet égard. Quelques améliorations locales, quelques actes individuels et des pétitions nombreuses, adressées aux Czars Alexandre Ier et Nicolas, par les propriétaires du royaume et des anciennes provinces polonaises, n'ont amené d'autre résultat que celui d'attirer l'attention du gouvernement russe sur ce problème, sans qu'il *permit* toutefois de rien faire d'important dans cette voie.

Mais l'émigration polonaise de 1831, aborda de front cette question suprême, dans ses discussions, ses sociétés

politiques, et en répandit la connaissance approfondie dans le pays par ses écrits, ses publications et ses émissaires, dont le sang généreux a tant de fois rougi l'échafaud politique en Pologne.

La nation entière, imprégnée de ces doctrines où l'égalité civile et politique, l'émancipation et *la dotation* des paysans, étaient éloquemment prêchées au nom de la civilisation, de l'économie politique, de la religion, et surtout au nom de l'intérêt de la patrie subjuguée, exigeant, commandant ce juste et suprême sacrifice, s'avançait à pas précipités vers une grande révolution, dont les principes, suffisamment exposés, discutés, répandus par la théorie, demandaient à s'incarner.

Le mouvement de 1846, est le fruit de ces tendances et de ces travaux. — L'hésitation de quelques chefs secondaires au moment décisif, — l'imprévoyance de quelques autres, donna l'éveil aux spoliateurs menacés et fit avorter dans le sang des vêpres galiciennes cette généreuse tentative. — Le mouvement quoique promptement étouffé, n'en posa pas moins à la face du monde les bases de cette grande mesure de salut public, en proclamant officiellement l'indépendance de toute la Pologne, l'égalité civile et politique de tous les habitants, l'abolition du servage, des corvées, et la *dotation en terre* des paysans.

En 1848 la révolution faisant son entrée dans les murs de Vienne, permit aux propriétaires polonais de la Galicie de forcer la main au gouvernement autrichien, en prenant l'initiative de l'abolition du servage et des corvées, — et de le mettre dans la nécessité d'étendre cette transforma-

tion sociale à toutes les possessions de la maison des Habsbourg.

Ces prémices, — les réclamations et les efforts incessants de toute la Pologne, — et en dernier lieu les travaux et les actes de la société agronomique de Varsovie, ayant pour but l'abolition des corvées et la dotation des paysans en terre, préparèrent les germes de cette grande réforme, dont les premières secousses ébranlent la Russie.

C'est donc à l'initiative morale de cette Pologne subjuguée, à l'initiative politique de son émigration, — à l'initiative pratique des propriétaires polonais, qu'il faut reporter le premier mérite, ou la responsabilité, selon les vues de chacun, de cette rénovation sociale immense, dont on a jusqu'à présent peu approfondi la nature et les conséquences. Pour les déduire d'une manière précise, il faut se reporter à l'organisation de la propriété dans ces pays.

La noblesse seule y jouissait du droit de posséder les terres. Ces propriétés, généralement considérables, se transmettaient le plus souvent par héritage, exceptionnellement par vente publique, jusqu'à ces derniers temps. Donc, sans majorats, sans droit d'ainesse ou de substitution, la propriété restait pourtant immobilisée entre les mains d'une seule classe de la nation, — inaccessible aux autres.

La population étant relativement inférieure à l'étendue, l'exploitation de ces propriétés amena un mode particulier, ayant pour but principal de fixer sur chaque domaine un nombre suffisant de bras, nécessaires à sa mise en rapport.

Ainsi, non seulement l'abus plutôt que la loi y interdisait à la masse de la population des campagnes toute faculté

d'acquérir et d'exploiter la terre à son profit, mais en outre parquait ces populations dans les fermes de l'Etat et des particuliers et les y immobilisait comme faisant partie du domaine.

Le seigneur, gardant les trois-quarts par exemple des champs labourables pour son propre usage, abandonnait un quart aux paysans. Ceux-ci, groupés par famille, ou par commune, recevaient gratuitement une portion de terres, avec l'habitation, les semences, les instruments, les bestiaux et tout ce qui était nécessaire pour assurer leur existence et rendre leur travail productif. — Toute la récolte de cette portion des terres, tous les bénéfices que le paysan en pouvait retirer lui étaient acquis sans partage et laissés à son entière jouissance. Mais comme dans un pays dépourvu des moyens de communication et de commerce, il lui aurait été impossible d'acquitter en espèces le loyer ou le fermage de cette portion mise à sa disposition, il s'acquittait en travail. C'est-à-dire il allait avec ses instruments, ses bestiaux, sa famille, travailler un certain nombre de jours de la semaine, au profit du seigneur, sur la portion des terres que celui-ci s'était réservée, et qu'on appelait : terres domaniales. — Le paysan n'était pas libre non plus d'abandonner un domaine, d'aller chercher un autre maître, sans le consentement du premier. En un mot il était sa chose, il était attaché à la glèbe — *glebæ adscriptus ;* — justiciable de son seigneur, — privé de presque tous les droits civils et politiques. Ecartant ici tout ce qui a rapport à ces dernières considérations, — pesant uniquement ce qui tient à la question économique, on pourrait à la rigueur

concevoir une pareille manière de contracter, si, rigoureusement déterminée par la loi, elle eût été strictement exécutée par les parties, libres et indépendantes entr'elles et protégées également par la législation. Le métayer partageant la récolte en France, s'en rapproche assez. — Mais ici l'abus devait suivre de près et tout gâter au détriment du paysan, que la loi ni l'autorité ne sauvegardaient guère. — Le seigneur, son maître immédiat, étant son justicier, décidait arbitrairement à qui serait confié tel ou tel clos, resté vacant par la mort du chef de famille ; et dans ce cas ne consultait que ses propres intérêts au mépris de ceux des héritiers légitimes. — C'est lui encore qui souvent se permettait de déterminer l'époque ou le nombre des journées de corvée ; et là où nul frein légal ne vient modérer les passions, il est facile de prévoir où cela pouvait mener.

Mais pardessus tout, le paysan privé de toute faculté légale et juridique, pour acquérir et posséder ; — ne pouvant en aucun cas abandonner un mauvais seigneur, ou s'adonner librement à une autre industrie, sans le consentement de celui-ci, qui dans ce cas lui imposait une redevance considérable ; — sevré d'instruction, démoralisé par l'abus des liqueurs fortes, que le Seigneur ayant seul le droit de fabriquer et vendre, avait tout intérêt à lui faire consommer, le paysan devenait un être misérable, éternellement condamné à tourner dans ce cercle vicieux.

Voilà plus ou moins, autant qu'il est possible de le faire dans cet écrit restreint, le résumé de l'état des choses dans ces pays, avant l'émancipation. — Il est facile de se rendre

compte combien le développement des forces et des richesses publiques devait en souffrir ; — combien de motifs y sollicitaient les gouvernants et les gouvernés à hâter la résolution d'une pareille difficulté.

Mais ces motifs ne pouvaient être les mêmes pour les Russes et les Polonais, car les conséquences ne le sont pas davantage ; et la solution elle-même devient très complexe dans ses détails, car elle touche à des principes et des intérêts multiples qu'on ne saurait mettre de côté ou blesser sans danger.

Dans les provinces polonaises, tout le monde le comprend, les propriétaires acceptent généralement avec faveur cette véritable révolution sociale. — L'opinion publique, inspirée par l'amour enthousiaste de la patrie, leur conseille d'étendre ce juste sacrifice jusqu'à ses dernières limites : à compléter l'*émancipation* civile et politique des paysans, *par la dotation gratuite en terres*, accordée volontairement par les propriétaires ou l'Etat. Ce sacrifice découle d'ailleurs de l'ancienne organisation sociale de la Pologne. Les nobles y possédaient les terres, mais à condition de monter à cheval pour la défense de la patrie, à chaque réquisition du chef de l'Etat. C'était une obligation résolutoire. Celui qui n'y obéissait pas, perdait tout droit civil et politique, et ses propriétés rentraient dans le domaine public, et dans certains cas pouvaient être occupées par le premier venu. — (Loi de Kaduk.)

Dans le cas présent, fort heureusement, l'intérêt général, l'intérêt de la patrie, se trouve parfaitement d'accord avec l'intérêt personnel des propriétaires. — En effet, les

terres en Pologne, considérables encore, exploitées pour la plupart par les propriétaires ou leurs fermiers en personne, en abandonnant même *sans indemnité* la portion livrée aux paysans, resteront encore très considérables; et leur valeur, tout en diminuant momentanément dans la phase de transition, s'élèvera rapidement, puisque le paysan émancipé acquiert le droit d'acheter et de posséder. Elle quintuplera dans cinquante ans d'ici. — En réalité, qu'arrivait-il jusqu'à ce jour, où les propriétés étaient peu divisées; — où le morcellement n'existait pas; — où le prix de celles présentées à la vente, oscillait en moyenne entre 40 et 300,000 florins, et descendait rarement au-dessous? Le nombre d'acquéreurs étant limité, autant par la loi et l'usage, que par l'importance des domaines, qui en écartaient le paysan, il s'ensuivait, que moins il y avait d'acheteurs en état de débourser une pareille somme, moins était élevé le prix de vente à obtenir. Aujourd'hui, comme le paysan arrive à la faculté d'acheter, de posséder, de vendre la terre, comme tout autre individu, le goût ne lui en fera pas défaut, et l'occasion non plus. Les détenteurs actuels comprendront vite tout le profit qu'il y a à tirer du morcellement de grands domaines, que la dotation même la plus large laissera entre leurs mains. — De petites fermes, accessibles aux petites et moyennes bourses seront mises en circulation, soit par vente, soit par fermage régulier; et les Seigneurs reconnaîtront facilement qu'il vaut mieux à la place de 80 ou 100,000 acheteurs actuels en avoir un ou deux millions, cadre que le laboureur libre ne tardera pas à remplir et dépasser.

Il est vrai que la corvée supprimée force le propriétaire de recourir à la main d'œuvre salariée, rapport que la loi peut régler à la satisfaction de l'Etat et des particuliers. — Mais d'un autre côté, les produits obtenus par une main d'œuvre salariée, ou par l'application des machines agricoles, exigeant plus de capitaux et d'intelligence, s'élèveront nécessairement en valeur, donneront une rémunération suffisante à leurs producteurs, tout en faisant naître le besoin de communications intérieures plus faciles; ce qui, en maintenant le prix de la main-d'œuvre, élèvera aussi la valeur des denrées et des propriétés rurales.

La population de la Pologne étant infiniment plus dense que celle de la Russie (en moyenne 1,725 habitants par mille géographique carré), régulièrement distribuée sur tout le territoire, dont le climat et le genre de culture ne comportent pas ces brusques différences fréquentes en Russie, il n'y a pas à craindre ces migrations intérieures, que nous examinerons tout-à-l'heure. Limitrophe des nations civilisées, consommateurs réguliers de ses denrées alimentaires et de ses matières premières, la Pologne agricole est appelée à recueillir un fruit immense de cette réforme. Ses progrès seront proportionnels à la distance qui sépare les provinces moscovites des marchés, des ports, et des chemins de fer occidentaux ; proportionnels à la supériorité intellectuelle et technique de sa population ; — à l'activité et la facilité des communications intérieures existantes ; et surtout à l'impulsion des idées généreuses et patriotiques, dont toutes les classes de la population polonaise se sentent animées. Elles comprennent, elles suivent

cette grande voix de la patrie, qui donne un but moral à la vie, aux efforts, aux travaux, aux sacrifices, aux progrès. Ce but s'infiltre et rayonne partout; tout le monde le saisit et s'y aligne; car c'est l'indépendance, la liberté, la grandeur de la patrie opprimée par l'étranger. Avec un pareil stimulant on marche vite et l'on arrive à tout.

Telle n'est pas la situation des propriétaires en Russie. Là, où la civilisation de la classe aisée est plutôt dans les formes que dans le fond; — où le désir de jouissances, d'amour propre et de vanité domine tous les autres sentiments; l'intérêt personnel ne saurait trouver aucun de ces contrepoids signalés en Pologne, pour accepter de bonne grâce une perte matérielle immédiate. L'orgueil et l'intérêt de caste s'y trouve froissé et lésé directement, par cette espèce de nivellement et l'élévation du serf de la veille presque à la dignité de propriétaire, aux frais du noble, sans que celui-ci s'en puisse attribuer le mérite. L'intérêt de l'Etat, de l'humanité, auront de la peine à trouver de l'écho dans ces cœurs façonnés par le despotisme ombrageux des Czars*, et pourront difficilement contre-balancer l'éloquence persuasive des chiffres. Les inconvénients et les pertes économiques de l'émancipation, même avec *rachat*, sautent aux yeux de la noblesse russe. En Pologne, la population étant plus compacte, les propriétaires, même en *dotant* le paysan, ont la certitude de trouver à prix d'argent une main-d'œuvre suffisante à leur portée, car les portions de terre attribuées au paysan, n'absorberont pas tout son temps pour leur mise en culture. Il aura donc tout avantage à placer lucrativement le surplus de son labeur.

Tandis qu'en Russie, la terre étant relativement bien plus abondante que la population, si l'on voulait *doter* le paysan comme en Pologne, celui-ci, pour tirer le produit de ses nouvelles possessions, sera obligé d'y consacrer tout ses soins et tout son temps. Son intérêt lui conseillera d'appliquer avant tout ses forces à son propre domaine plutôt que de les louer pour salaire. — Par conséquent, avant que la population par son accroissement, et les machines par leur coopération, viennent combler cette lacune, l'exploitation de terres nobles en Russie, deviendra selon les contrées, languissante, improductive, ou impossible. Donc ce qui est faisable et avantageux en Pologne, devient onéreux en Russie; — et c'est pour ce motif probablement que l'émancipation proclamée par l'Empereur Alexandre II se borne à changer la corvée en fermage à prix d'argent.

Pourtant sous la pression de l'opinion et des besoins nouveaux des sociétés modernes, il était difficile de laisser plus longtemps subsister le *statu quo* antique. — La Russie a compris la nécessité de coordonner ses ressources intérieures; — or, la servitude épuise et détruit, — la liberté seule peut élever et enrichir. — La construction des chemins de fer commandait absolument la mobilisation de la population, sous peine de voir ces entreprises périr d'inanition, et les bénéfices attendus par les actionnaires se traduire en banqueroute.

Mais par la force des choses, par l'effet de l'organisation économique et sociale existante, l'émancipation ne peut dans aucun cas être aussi complète que les Polonais la mettent en pratique chez eux, telle surtout qu'on se la

figure en Europe. Il est à craindre qu'elle n'y dégénère en demi-mesure ; et toute demi-mesure amène plus d'inconvénients que de profits, surtout en matière d'économie politique.

L'ukase proclame bien le serf libre, mais sans déterminer les limites de cette liberté, et dans les pays où le pouvoir absolu s'appuie de l'arbitraire administratif, il est important de s'entendre sur la valeur et l'étendue des expressions et des choses. — En effet, ce qui était le plus désirable, c'est-à-dire l'émancipation de la personne, la liberté individuelle, le droit de se *déplacer* à volonté ; — de se fixer là où le goût, les intérêts de l'individu le lui conseillent ; même celui de quitter entièrement le pays ; — le droit de *vendre*, d'acheter, de posséder, est-il, peut-il être accordé sans *restriction* aux affranchis russes, à peine sortant des langes du servage, par un gouvernement absolu, appuyé sur l'aristocratie territoriale, dont il font bon gré, mal gré respecter sinon l'avis direct, du moins les intérêts et les privilèges ?

Tout en donnant au serf affranchi la faculté de racheter son domaine, on maintient le droit de propriété au Seigneur, libre de vendre ou ne pas vendre, ou mettre ses conditions au fermage. — Donc le paysan affranchi est loin encore d'être à son tour propriétaire. — Il est encore moins citoyen actif ; il forme le dernier échelon de cette hiérarchie sociale en vigueur, empruntée aux chinois, où il faut escalader une à une les quatorze classes du *czyn* pour être quelque chose dans ce monde. — Les grades de l'armée, la carrière des fonctions publiques lui sont fermés ; la plupart des

branches du commerce et de l'industrie, difficiles à aborder; l'éducation supérieure interdite, car ce qui paraît tout simple en France, l'égalité civile et politique proclamée en Pologne, n'existe nullement en Russie. Ensuite, quel effet peuvent avoir les réformes annoncées, sous un régime où la *confiscation* en permanence, menace et atteint la fortune de chacun ; — où l'arbitraire décide de la liberté personnelle des individus même les plus haut placés ; — où les peines corporelles sont à l'ordre du jour ; où la justice est vénale ; — l'action administrative toute puissante ; — où une intrigue, un caprice, un soupçon suffisent pour ruiner une entreprise, une famille, un particulier, et l'envoyer en Sibérie ! ou sur l'échafaud !

Du jour où le paysan moscovite, libre de sa personne, jouirait de la faculté de se déplacer à son gré, la source principale de la richesse privée et publique éprouverait une perturbation inévitable. Par l'effet du climat si varié de la Russie, dont les extrêmes sont très prononcés, et du désir de se soustraire à l'influence de ceux auxquels on obéissait jusqu'à ce jour, une migration intérieure considérable ne tarderait pas à se manifester au détriment des provinces du nord, en faveur des provinces tempérées et riches.

Au surplus toute personne qui a eu l'occasion d'observer de près le paysan moscovite, a pu remarquer qu'il se distingue du reste des slaves, par un goût prononcé pour le trafic, le commerce, le jeu et leurs chances aléatoires. Il préfère cette existence aventureuse et nomade, aux occupations calmes et sédentaires des champs. Certes cette disposition n'est pas à blâmer, car elle peut devenir une

source abondante et fructueuse de richesse générale, chez une nation destinée à devenir l'intermédiaire commercial entre l'Orient et l'Occident ; et dans ce cas elle exige, pour se développer, toute liberté et toute sécurité de l'individu et de sa fortune. Mais si, au moment de transition, rien ne venait contrebalancer cette tendance, les populations agricoles se trouveraient éclaircies sur toute la surface de l'empire, la production générale s'en ressentirait. Bien de propriétaires actuels des contrées disgraciées se trouveraient en face d'une disette de main-d'œuvre subite. L'exploitation ne pourra se faire alors sans perte évidente, et les intérêts des particuliers autant que ceux du trésor, profondément atteints, imposent au gouvernement la nécessité d'intervenir pour conjurer ce danger.

Aussi l'émancipation, au lieu d'être radicale, sera entourée des *précautions et des mesures* propres à retenir le paysan aux alentours de sa résidence actuelle, pour sauvegarder les intérêts du trésor, assurer la production agricole, et traverser cette crise sans perturbation. Quelles seront les mesures à prendre? un prochain avenir nous le démontrera ; mais toujours est-il que l'Empire traverse une phase laborieuse de transition ; des opinions très avancées se font jour déjà — et il serait difficile d'assigner le terme et de déterminer le caractère des changements que peut subir le droit de propriété.

Des conditions et des restrictions à la possession des terres ont déjà été établies par des règlements et des ukazes récents, et permettent de s'apercevoir que la personne du paysan ne devient pas absolument libre, dans

l'acception légale du mot ; — la propriété non plus. — Pour veiller à l'exécution de ces mesures exceptionnelles ; pour garantir le paysan contre l'abus et les exigences de son ancien maître ; pour le retenir dans les circonscriptions actuelles, et veiller à ce qu'il ne refuse pas son travail à prix équitablement débattu : il faudra l'intervention de l'autorité. Celle-ci représentée par une nuée d'employés inférieurs enclins à la vénalité, retombera de tout son poids sur le monde agricole. Cette plaie de l'Empire, la corruption et l'abitraire, dont le nouveau règne semblait prendre à tâche de guérir la Russie, étendra avec de nouvelles forces ses racines parasites. Ces agents subalternes innombrables, mal rétribués, à l'abri de la surveillance immédiate des supérieurs, s'appesantiront de toute leur improductive et brutale action sur la misère du paysan et l'indépendance du propriétaire.

Certes l'émancipation et surtout la dotation sincèrement, largement exécutée, enrichirait promptement le paysan. Mais avec l'aisance viennent les lumières qui font naître le désir de la liberté. Un gouvernement despotique, vivant de corruption et d'arbitraire, n'ignore pas ces conséquences. N'a-t-il pas toujours sciemment entravé tout développement de ce genre, et peut-il agir différemment ? — « Vers l'an » 900, les villes d'Italie.... tentèrent un peu de commerce » avec Alexandrie d'Egypte et Constantinople. A peine » les Italiens eurent-ils quelque idée de la propriété, » qu'on les voit aimer la liberté avec la passion des anciens » romains. Cet amour s'accrut avec les richesses (*). »

(*) H. Beyle.

Voilà quels seraient les effets d'une émancipation franche et loyale. Le Czar le sait et y mettra bon ordre. Tout en se parant aux yeux de l'Europe, à l'instar de Pierre Ier, de Catherine II, d'Alexandre et de Nicolas, de la gloire d'avoir entrepris une grande et juste réforme, il sera forcé de la réglementer germaniquement et de manière à ce que rien ne vienne ébranler son autorité sans bornes.

Mais par-dessus tout, cette réforme, toute simple en Pologne, où, même sans l'initiative et la bonne volonté des propriétaires, tout était permis au gouvernement de l'envahisseur ; où il pouvait dire tranquillement : *Faciamus experimentum in anima vili*, qui revêt toute une autre signification en Russie. — Le Czar, quoique tout puissant, s'attaque ici directement à l'organisation séculaire de la propriété, sans consentement explicite et libre de ceux qui la détiennent ou vont l'acquérir. C'est donc une question fondamentale très-grave pour la nation russe à résoudre : jusqu'à quel point leur souverain est libre de disposer de ce qui, jusqu'à présent, était possédé à titre traditionnel et légal, et de déterminer le mode de possession et de transmission futures.

Si le Czar peut envoyer individuellement un noble ou un citoyen quelconque en Sibérie ; — le dépouiller de ses dignités, — de sa fortune ; — confisquer ses biens et réduire ses enfants à la misère : il ne s'ensuit pas que le même droit lui soit acquis envers tout le corps des propriétaires actuels ou futurs. Le sentiment public, d'accord avec la raison et l'inquiétude dont il est difficile de se défendre en pareil cas, semble se préoccuper du danger de cette ma-

nière de procéder aux réformes, même les plus dignes d'éloge, sans consulter le pays. — Car si, aujourd'hui, un monarque bienveillant animé, des meilleures intentions, désireux d'illustrer son règne, ordonnance cette confiscation partielle et juste ; — où est la garantie qu'un autre Czar, obéissant à des motifs moins élevés, à ses passions, ses intérêts personnels, ou à la pression des multitudes ignorantes et déchaînées, ne décrète une spoliation plus étendue, universelle, pour dompter une noblesse trop désireuse de faire ses affaires elle-même? — Le paysan, lui aussi, aujourd'hui fermier, demain peut-être propriétaire, ne manquera pas de réfléchir sur ses droits nouveaux. Il pensera avec raison que la volonté du Czar, seule, ne saurait être une garantie suffisante dans ce cas ; car si un ukase a pu le rendre libre et propriétaire, un autre ukase peut tout remettre en question. Il comprendra alors qu'une sanction plus solide, la sanction nationale, librement exprimée, est nécessaire pour consacrer définitivement le nouvel état des choses. — Considérée sous ce point de vue, l'émancipation actuelle fait naître une question de réforme intérieure radicale, touchant aux œuvres vives de la charpente de l'Etat. Peut-on s'étonner du mouvement de l'opinion en Russie, tant parmi les classes supérieures, que parmi le peuple réclamant ostensiblement des réformes, des garanties politiques, la convocation d'une assemblée constituante, et allant même jusqu'aux systèmes les plus avancés de l'économie sociale, pour équilibrer, raffermir, et consolider le nouvel état des choses, des esprits et des besoins ?

Résumant cette question de l'abolition du servage, on

s'aperçoit, combien il est difficile de l'exécuter large et complète dans un pays où l'égalité civile et politique n'a pas encore remplacé le privilège ; — où cette réforme se heurte aux droits, aux préjugés, aux intérêts existants, et peut se trouver en opposition directe avec la constitution fondamentale du pouvoir absolu, qui ne saurait oublier, que la première loi est celle de sa propre conservation. Donc, l'émancipation et les réformes administratives annoncées, et à peine ébauchées, si la révolution ne vient les mettre au niveau des idées, des désirs et des besoins modernes, sont condamnées d'avance à accomplir leurs évolutions, dans un cercle restreint et rigide, qu'elles ne pourront jamais franchir ou dépasser.

Mais avoir laissé subsister un pareil état social jusqu'à ce jour, pour être forcé d'aborder les réformes, sous la pression des idées et des évènements actuels, est une faute d'autant plus grave, que l'état présent ne permet pas d'y remédier d'une manière radicale et définitive. — Il y a donc eu imprévoyance de l'avoir laissé sommeiller si longtemps ; de n'y avoir pas mis la main aux époques de calme et de la plus grande puissance de l'Empire, — et de s'être exposé à avoir à s'en occuper au jour des complications et des menaces extérieures. — L'émancipation, quoi qu'on dise, détend et paralyse temporairement la puissance agressive des Czars, qui s'usera dans les embarras et les difficultés intérieures, inséparables d'une pareille transformation sociale, aussi restreinte qu'on la fasse, dans une société rongée par la corruption, le fanatisme, et l'ignorance. Cette ignorance, et la misère qui en est le corollaire, ne se sup-

priment guère par ordonnance. — Elles persisteront longtemps en Russie, dans les classes deshéritées, qui peuvent être facilement entraînées à des sentiments de haine et de vengeance que des mesures incomplètes, mal combinées, mal exécutées, ou mal interprêtées doivent nécessairement faire naître, et que des passions hostiles au gouvernement ne manqueront pas de surexciter parmi ces populations trompées dans leurs espérances ! — Avoir laissé s'accumuler parallèllement, sans tenter de les applanir, ces deux difficultés formidables : l'abolition du servage, et l'arrangement des rapports internationaux entre la Pologne et la Russie, pour qu'elles retombent de tout leur poids à un moment d'affaissement et d'impuissance à l'extérieur, c'est donner une triste opinion de la prévoyance et de la profondeur des vues des hommes d'état placés au timon des affaires en Russie. — Il était parfaitement possible et très-nécessaire de procéder d'avance à la résolution préalable d'une de ces difficultés, et de se prémunir contre le danger de les voir surgir toutes les deux à la fois. La Pologne, une fois démembrée et soumise, il était urgent de prendre un parti convenable, praticable et décisif à l'égard de cette acquisition et de comprendre la situation réelle de cette annexe.

Le régime sous lequel elle se débat depuis si longtemps, tout en pêchant au point de vue autocratique et panslaviste qu'il mine irrévocablement, est encore moins excusable, si l'on considère la constitution sociale, économique et géographique de cette conquête. En présence d'un pareil état

des choses, il ne suffit pas de vouloir, il faut savoir s'y maintenir, ou y renoncer à propos. Une acquisition de cette nature, a ses conditions particulières, exigeant des moyens correspondants à ces conditions, des mesures tout appropriées à la circonstance, — La théorie générale de domination n'y suffit pas. En effet, examinons par quels moyens et quels intermédiaires l'influence de l'envahisseur peut s'exercer sur les populations acquises en Pologne, et les façonner à son gré et son profit !

D'abord par les fonctionnaires et les employés des administrations publiques ; — ensuite par les garnisons et les troupes étrangères cantonnées dans le pays et le personnel y attaché ; — par la censure, les écrits publiés sous l'influence et dans l'intérêt du dominateur ; — par le recrutement enlevant en coupe réglée une part de la population ; — par la direction imprimée à l'instruction publique enfin (*). Tous ces moyens, même pris dans leur ensemble, présentent une quantité trop restreinte de points de contact entre l'invasion et les populations envahies, quand il s'agit de toute une nation.

Les fonctionnaires d'origine russe ou allemande, c'est-à-dire étrangers, seront toujours traités et considérés comme tels, et rien ne pourra vaincre ni changer cette disposition de l'esprit public à leur égard, tant que le régime actuel et le démembrement subsisteront. Cette considération se placera toujours en travers des relations

(*) Nous omettons à dessein tout ce qui a rapport à la persécution religieuse. — Tout le monde sait où mène l'intolérance et le prosélytisme fanatiques.

qui pourraient s'établir entre les gouvernants et les gouvernés. — Les Polonais, employés dans l'administration publique par le gouvernement du dominateur, occuperont un rang encore plus inférieur dans l'esprit du pays. Ou ils seront considérés comme suspects, vendus et transfuges; ou, n'appartenant pas aux familles influentes et respectées du pays, le besoin ou la soif d'un bénéfice mercenaire seront l'unique mobile de leur conduite. Aussi, dans leurs rapports avec leurs administrés, au lieu de pouvoir influer en quoi que ce soit sur la direction de l'opinion publique, ils en subiront l'influence et succomberont toujours sous son incessante pression; — car, guidés par l'intérêt seul, et non par une conviction intime, ils manqueront d'énergie et de persévérance que celle là inspire, ressorts indispensables pour diriger l'esprit public. — Entourés d'ailleurs, noyés pour ainsi dire, parmi des habitants plus riches et plus illustres, un rôle secondaire les attend dans la société, et ils succomberont inévitablement sous le poids de cette supériorité. Là, où la fortune se transmet le plus souvent par héritage (conséquence de l'arrêt imprimé au développement de l'activité nationale par l'action du gouvernement), celle nouvellement acquise ne donne jamais la même considération dont jouit la première. Si c'est un préjugé, il n'en existe pas moins dans toute sa force. Les fonctionnaires et employés, fussent-ils aussi richement dotés que possible, ne sauraient lutter à cet égard avec les habitants indépendants par position de naissance et de fortune, là surtout où, comme en Russie, en Prusse et en Autriche, la noblesse

occupe le premier rang et jouit encore de privilèges considérables. Et que dire de ceux dont la vénalité et les exactions, comme c'est le cas le plus fréquent, sont de notoriété publique ? L'expérience au surplus démontre que les employés russes en Pologne, au lieu de *russifier* le pays, se *polonisent* à la longue ; leurs fils deviennent aussi bons patriotes que possible, — car la nature franche et sympathique, le charme de la vie intime, la généreuse hospitalité de la société polonaise, animée de sentiments élevés, lui donnent une faculté d'attraction et d'assimilation irrésistible.

Le recrutement enlève, il est vrai, une partie de la population ; et celle-ci, forcée à coups de bâton à oublier la langue polonaise, à obéir et à s'exprimer en russe, n'est pas pourtant entièrement perdue pour la cause nationale. Croit-on qu'en changeant d'idiôme on change le fond de la pensée ? La patrie, la liberté, la vertu, n'ont-elles pas la même signification, la même valeur dans toutes les langues ? Ces quatre à cinq cents mille polonais, forcés de servir sous le drapeau étranger, forment une pépinière pour l'armée de l'indépendance. Ils ont pu donner des forces aux oppresseurs contre tout ennemi qui les attaquait sans faire appel à la Pologne, mais nous voyons qu'on se garde bien de les mettre en face des bandes insurgées. Le drapeau de l'indépendance leur porterait des ordres assez clairs pour leur dire de quel côté il faut se ranger, et chaque jour en fournit la preuve.

Quand aux garnisons distribuées dans les provinces polonaises, toutes nombreuses qu'elles étaient, elles occupent

relativement une portion minime de la surface du territoire. La population y étant assez dense, le soldat mal nourri, mal payé et plus mal traité encore par ses chefs immédiats, ces garnisaires au lieu d'influer sur le pays, y vivaient : les officiers dans l'isolement le plus complet, en dehors de relations habituelles de société ; — le soldat à la discrétion du paysan, qui lui fournissait quelques avantages matériels, en échange d'un peu de travail du soldat, et par conséquent celui-ci subissant l'influence de celui-là.

La presque totalité des propriétaires réside à la campagne, la majeure partie de l'année, occupée de l'exploitation des terres, en relation incessante de bon voisinage mutuel, en dehors et à l'abri des rapports qui pourraient s'établir entr'eux et les agents du dominateur s'ils habitaient les villes, laissant à des subalternes, métayers ou petits fermiers le soin de faire valoir leur bien, comme c'est l'usage en France. Ces propriétaires agronomes, fermiers, etc, forment donc une classe extrêmement nombreuse, ayant un esprit de corps particulier, inaccessible à l'influence de l'intrus étranger, laissé en dehors de cette espèce de famille animée des sentiments trop élevés pour donner prise à l'action démoralisante et corruptrice du dominateur. On n'obéit pas d'ailleurs volontiers, quand on croit en savoir plus que ceux qui commandent. Les agents des gouvernements oppresseurs ne brillent guère par l'urbanité ou la probité, et ne sauraient inspirer de l'estime ou de la sympathie à ceux qui payent leurs complaisances ou leurs exactions. — La grossièreté, la vénalité répugnent au caractère des habitants. Pour les gouverner, il fallait de l'élévation dans

les vues, une main énergique mais juste dans l'action, souple et généreuse dans les formes, — au-dessus de tout soupçon de bassesse. Malheureusement pour les envahisseurs, tout le contraire a eu lieu, car ces qualités font absolument défaut chez la plus part de ceux qui ont gouverné ou gouvernent encore ces provinces.

Ainsi donc les classes supérieures, par fierté, par dignité native, par l'illustration, le savoir, la richesse ou le patriotisme, conservent un esprit indépendant, et par conséquent hostile au dominateur. Les classes moyennes offrant généralement plus de prise à l'oppression, quoique relativement peu nombreuses en Pologne, et composées pour une grande part d'israëlites, animés des meilleurs sentiments, n'ont jamais été d'un grand secours pour l'étranger. Et que dire aujourd'hui en présence de l'égalité civile et politique proclamée par les Polonais, et du prosélytisme religieux exercé par la Russie? — L'invasion, on peut le dire, glisse à la surface, sans pouvoir s'imprimer sur cette classe moyenne, peu nombreuse, mais extrêmement patriotique et attachée à ses anciennes traditions.

Le clergé, il serait superflu de le dire, en grande majorité catholique, plus en Pologne que partout ailleurs, est toujours resté fidèle et énergiquement dévoué aux intérêts de la religion et de la patrie. Ces deux sentiments se sont mutuellement pénétrés et confondus sous les coups incessants de la persécution étrangère, avec tant de force, que le clergé polonais ne pouvait défendre la religion sans défendre la patrie et ne pouvait séparer ses destinées de celles de la nation. Fidèle jusqu'au martyr à ses convictions,

il est resté le plus ferme défenseur des opprimés, le plus rude adversaire des oppresseurs.

Reste au-dessous des sommités sociales, riches et lettrées, le peuple agricole, pauvre, ignorant, et, comme partout, hostile à tout ce qui vient du dehors ; — habitué à vivre de la vie, à parler la langue, à respecter la tradition, à adorer le Dieu de ses ancêtres, à glorifier leur mémoire. — Eparpillé dans des villages, des bourgades, en dehors des relations administratives, des influences gouvernementales directes ; — étranger aux passions, aux besoins factices des classes moyennes ; — sans aucun contact immédiat avec l'invasion ou ses organes ; — subissant l'influence du curé et du propriétaire, son voisin, son chef, son protecteur, ou son persécuteur immédiat ; — ce peuple des campagnes, même après plusieurs siècles restera tel que les grands malheurs de la patrie l'ont surpris et cristallisé pour ainsi dire dans leur lave. Son ignorance, ses idées, ses préférences, les préjugés dont il pourrait être imbu, sa foi profonde et sincère, présentent autant, et plus d'obstacles qu'une civilisation plus avancée, toutes les fois qu'il s'agit de le dénationaliser, de lui faire oublier sa langue, sa religion, sa patrie. — Cette résistance inerte, toute passive, souvent inconsciente d'elle-même, échappe à tous les efforts de l'étranger et ne lui laisse aucune prise. — Pour la transformer, il faudrait des lumières ; mais les lumières, une fois répandues, ne feraient que la changer en résistance active, ce qui est loin de convenir à l'invasion.

Les publications, les livres, les journaux édités en Pologne sous l'influence du gouvernement, seront toujours

accueillis avec défiance par le public, ne pouvant oublier que, si la censure existe, c'est pour que tout se passe au détriment de la cause nationale, au profit du dominateur. — L'autorité implique une supériorité intellectuelle chez celui qui l'exerce ; — les intelligences ne se gagnent que par l'intelligence, et celle-ci est loin d'être l'apanage des fonctionnaires du gouvernement en Pologne, comme tout le monde a pu s'en apercevoir, même dans les derniers évènements. *La parole, le verbe, la gloire :* SLOWO, SLAWA, racine, source étymologique en slave, du nom, dont se glorifie cette race ; c'est-à-dire, *idée incarnée*, devient une véritable dérision, appliquée au régime des Czars ! Eux, les persécuteurs de la pensée, les mutilateurs de la vérité, — eux, dont le culte supprime la chaire spirituelle, dont l'action obscurcit la chaire scientifique et renverse la tribune politique, comment pourraient-ils se prétendre les propagateurs, les ministres de l'idée, les apôtres du verbe incarné ? Comment les populations subjuguées accepteraient-elles sans défiance la nourriture intellectuelle profanée par leur censure !

Quand même un certain nombre d'écrivains, se disant indépendants, ou jouissant d'une certaine notoriété, commettrait le crime de faire servir leur facile talent à l'égarement de l'esprit national, à la propagation des principes et des opinions contraires au bien de la patrie opprimée : la quantité de ceux qui lisent est numériquement si restreinte, relativement à la totalité de la population, par suite de l'obscurantisme systématique sous lequel gémit la nation, que, quand même ces esprits subtils et pervers parvien-

draient à détourner un petit nombre de la voie du devoir et de l'honneur, cela ne tuerait pas encore l'esprit national ; — car la couche inférieure, moins instruite ou tout à fait illétrée, dont les évolutions intellectuelles sont plus lentes, restera toujours en dehors de ces funestes influences et conservera les sentiments, les aspirations, les préjugés nationaux. — L'état anormal d'ailleurs dans lequel la domination étrangère tient le pays, excite les esprits, produit une activité, une fermention continuelle, et cette fermentation toute intellectuelle, à l'instar des phénomènes chimiques, rejette en dehors tout ce qui lui est contraire pour s'éclaircir et se purifier.

Enfermant dans d'étroites limites les sources de l'instruction publique, on ne fait qu'en élever le niveau pour certaines couches sociales, en continuant l'immobilité pour les autres. Et comme il est impossible de fermer toute communication avec le progrès aux classes indépendantes, il en résulte que ce sont elles qui forment et façonnent l'esprit public. L'illustration, la sagacité propres à ces classes intelligentes, leur feront parfaitement reconnaître la valeur réelle, au point de vue de l'intérêt national, de toute publication, de toute doctrine, de tout livre, de toute idée mise au jour ; — et si elle est dans le sens du courant de l'opinion, si elle contribue au développement, à la consolidation des tendances patriotiques du pays ; comme le nombre de lecteurs est restreint, il est naturel, qu'une pareille idée se généralise immédiatement, se vulgarise par la parole dans l'intimité du foyer domestique, et pénètre rapidement tout le corps social. En raison même

de ce nombre restreint des classes lettrées, tout livre paru, est lû immédiatement sous l'influence des idées communes à tout le monde, et laisse la même impression dans l'esprit de chacun. Il n'est pas de pays peut être où il y ait plus d'homogénité, d'accord, d'unité dans les vues, les opinions et les volontés, que cette Pologne qu'on a voulu désorganiser intellectuellement et politiquement.

Dans un pays en pleine jouissance de ses droits et de son indépendance, gouverné par une autorité nationale avec l'assentiment de l'opinion, on peut concevoir l'indifférence en matière politique ; on doit même être tolérant pour les partis et les individus professant des opinions différentes. Il n'en est pas de même là, où l'étranger commande, où l'indépendance nationale n'existe plus. — Là tout parti, toute doctrine, qui seraient un obstacle, une entrave à l'intérêt suprême, à la conquête de l'indépendance, deviennent un crime impardonnable. — Toute persistance à cet égard entraîne forcément des conséquences graves puisque ce n'est pas à l'état normal, mais à l'état de guerre qu'on se trouve. L'indifférence y est non seulement difficile, elle est dangereuse, car c'est un déshonneur. Aussi dans cette Pologne démembrée, on ne peut se tenir à l'écart, ou sacrifier à ses préférences personnelles, à l'intérêt d'un parti, d'une forme politique quelconque, l'essentiel : la délivrance du pays. Même la liberté, cet idéal des cœurs généreux, des esprits élevés ; — ce but final de toute société civilisée, — doit faire place à un objet plus important, plus immédiat, plus impérieux, supérieur à tout : l'indépendance ! « Avant d'être

» un peuple libre, il faut être un peuple uni ; — avant » d'être un état libre, il faut être un état fort. » Ces vérités si bien résumées par M. de Persigny, ces idées pratiques, ont pris depuis longtemps de fortes racines dans la conscience publique en Pologne. Elles ont trouvé toute la population apte à les mettre en pratique. — On a pu déjà constater avec consolation dans ces derniers événements, combien cet entendement profond de l'intérêt vital du pays a influé sur l'attitude de divers partis extrêmes, qui mettent infiniment plus de mesure et de tolérance réciproque pour s'acheminer à travailler en commun. Il ne s'agit plus de conserver certaines traditions, certains privilèges, légués par le passé ; ou arriver de plein-pied à la jouissance immédiate d'une large liberté, mais plutôt on cherche à en assurer le développement intégral pour les générations à venir. Ce suprême sacrifice, ajouté à tant d'autres, est la plus glorieuse auréole de cette phalange qui, depuis la chute de la Pologne a tant de fois tenté le sort des armes, rempli les cadres des transportations, des exils et des émigrations successives, et aborde aujourd'hui, par le sacrifice de sa fortune, de sa vie, l'action définitive de la réconstitution d'une puissance politique respectable et robuste, là où la coalition étrangère n'a su semer que des ruines et des volcans.

Ainsi donc, malgré leur effacement polique, les populations polonaises vivent réellement. Elles sentent, pensent, luttent et poursuivent un grand but, bien déterminé, qui annoblit, vivifie, anime toutes leurs actions. Elles persistent dans leurs efforts, car un mobile élevé, iné-

puisable ; le sentiment du bien, de la vertu, les y fortifie. Leur conscience est d'accord avec leur intérêt, et, contre ces deux forces on a difficilement raison. — Les persécutions imméritées, les exactions perfides, les massacres, les exils incessants ont exercé de leur côté une influence puissante sur le moral du pays. Quel est l'homme mûr, l'adolescent, la femme, l'enfant, qui voyant, ou entendant parler de ces victimes, de ces martyrs, de ces exilés, de ces émigrés sans nombre, ne se demande quels sont ces hommes qui ont tout sacrifié pour mourir obscurément, ou vivre dans les tourments et la misère ? Et pourquoi ont-ils fait ce sacrifice ? Quelles idées fortes et grandes jaillissent de ces exemples, de cette antithèse de la violence, de l'injustice, de la tyrannie, avec le courage, l'abnégation et la vertu ! Ces idées trempent les âmes, moralisent les cœurs, élèvent l'esprit et tracent à chacun le devoir à remplir envers la patrie subjuguée.

Comparez cet état moral à l'égoïsme matériel, au désenchantement, à l'indifférence, sous le poids desquels, tant d'autres peuples, se disant avancés, succombent, et vous aurez la juste mesure de la valeur politique de la Pologne actuelle. Là sont encore la foi, la poésie, l'esprit de sacrifice, le sentiment du devoir, de la solidarité, qui s'éclipsent ou tombent en défaillance ailleurs, étouffés sous les mille réseaux des intérêts matériels, de la vanité et de l'isolement social, nécessaires au succès des partis, ou de l'absolutisme qui rongent certains pays. Là encore *noblesse oblige*, quand ailleurs elle se réduit à la puérile gloriole d'étaler des titres véreux, ou un luxe douteux,

dans une société ébranlée, matérialisée, corrompue et livrée à la servilité, dont le spirituel Beyle place le temple en Allemagne.

Même en admettant un gouvernement moins brutal, un conquérant plus éclairé, plus prévoyant, implantant ses nationaux sur le sol envahi ; il lui sera impossible de transformer, de submerger la couche autochtone par une colonisation, quand cette couche est purement agricole et polonaise. Toute la race slave présente un exemple frappant de cette force native de conservation. La domination Romaine, Gothe, Tartare, Germanique, Italienne, Grecque et Musulmane, après avoir pesé des siècles sur les Slaves du Danube, de l'Adriatique, de la Silésie, de la Bohême, de la Hongrie, de la Moscovie elle-même, n'en a pu absorber ni changer l'individualité. Il faut avoir vu de près ces divers peuples slaves, pour se convaincre de leur vitalité, et réfléchir sur le travail générique de cristallisation qu'elles subissent, et dont le premier mot est à peine dit.

Plaçons tout autre pays dans une situation analogue à celle de la Pologne, se débattant sous les étreintes brutales du démembrement. Supposons ce pays peu agricole ; les propriétaires des biens fonds résidant peu dans leurs terres, vivant dans les villes, où la vie de famille se relâche, l'indépendance et la fortune se perdent souvent. Supposons ce pays dépourvu de ces laboureurs nombreux faisant le fond de la population en Pologne, vivant loin des villes et dont la civilisation et l'esprit national sont limités à l'enceinte du foyer domestique, à l'horizon de leur contrée.—

Supposons encore que, dans ce pays, les nobles et les grands, ayant perdu le prestige et l'influence que donnent les souvenirs historiques et l'illustration de race, dépouillés de tout faste par une trop grande division des fortunes, sans action sur l'opinion, — attirés à la cour ou retenus dans les villes par leurs goûts, leurs intérêts ou l'habileté du monarque. — Supposons dans ce pays la civilisation assez répandue, la classe moyenne nombreuse, adonnée à un commerce actif, occupée d'industrie et de spéculations, besogneuse de paix et de crédit. Là l'agriculture sera toujours primée par le commerce et l'industrie, car ces derniers offrent des bénéfices plus rapides et des chances aléatoires.

La partie la plus vitale de la population sera enlevée à la terre, pour aller chercher dans les ateliers, les manufactures, les arts et les emplois publics ou privés, les moyens de prendre sa part de la corruption des villes. L'ambition vulgaire, la soif du bien être matériel, des jouissances immédiates, des richesses, l'ardent désir de profiter sur place et sans retard des avantages et des attraits de la civilisation, introduira dans l'existence d'une pareille société un ferment de corruption inconnu aux pays agricoles comme la Pologne. L'égoïsme matérialiste, le luxe apparent et superficiel, la corruption des mœurs, le relâchement des liens de famille, y feront naître l'indifférence pour la chose publique et pour tout ce qui constitue la vie morale et intellectuelle d'un peuple. Dans une telle société, le *moi* grandit et s'étend rapidement, comme une plante parasite, étouffant dans les cœurs la compréhension de *nous*.

Qu'un tel peuple tombe sous le joug d'une domination étrangère, savante et puissante, d'une coalition à trois par exemple, combien d'éléments tout préparés n'y trouvera-t-elle pas pour asseoir et consolider son autorité. — Une partie de la population, trouvant dans l'état des choses nouveau son propre bénéfice, se jettera comme sur une proie assurée sur les places et les emplois de toute espèce. — Une autre sera calmée, attirée et distraite par l'espoir du gain dans l'industrie et le commerce, et l'impossibilité de s'arrêter en affaires sous peine de tout perdre. Le reste, sans guide d'en haut, pour la plupart indifférent, incertain, sans opinion personnelle bien arrêtée, car la division du travail et les spécialités rendent peu propre à généraliser les idées, sera travaillé par les écrivains, les publicistes, les intrigants politiques à la solde et à la discrétion de l'oppresseur. Ceux dont les intérêts ou les affaires, sans cesse renouvellés, absorbent l'activité, ont pour habitude de chercher dans les conversations ou les feuilles du jour, une distraction, autant pour satisfaire leur curiosité, que pour se faire une opinion sur les affaires publiques. Les feuilles stipendiées par le dominateur, répétant à satiété et sous mille formes les mêmes idées, les mêmes principes, finiront par influer à la longue sur une partie considérable de la population et l'amèneront à des dispositions, si non favorables à l'état des choses nouveau, du moins à l'indifférence. — Ce qui exigerait trois siècles dans un pays agricole et dont la civilisation et l'activité sont immobilisées, sera faisable en trente ou quarante années dans un pays industriel et commercial, où le crédit permet d'anticiper les

bénéfices et les jouissances, où la classe moyenne des villes forme l'élément principal de la population et vit à la merci des capitaux habilement employés, des intérêts et des besoins adroitement crées, enchevêtrés et surexcités.

Autant l'état social de la Pologne provoquait et facilitait l'invasion ; — autant ce même état de licence, d'anarchie, d'extrême richesse et de misère extrême, d'absence de classes moyennes, de civilisation comprimée, arrêtée dans son développement, y rend difficile la consolidation de la domination étrangère. La propriété territoriale y forme pour ainsi dire la forte charpente de la nation qui, consolidée encore par l'admission des paysans au même droit, la rend et la rendra toujours capable de résister aux tourmentes, et lui fournit le noyau pour la reconstruction du navire après le naufrage.

En Pologne, nulle possibilité, au moment du démembrement, de constituer une résistance homogène, un pouvoir robuste, pouvant prendre en main toutes les forces de la nation et les jeter avec énergie ou désespoir contre l'invasion étrangère. — Mais en revanche, ressources immenses, éléments inépuisables, invincibles, après la spoliation accomplie. La classe supérieure possédant les terres, glorieuse de son antique puissance, de sa liberté ravie ; — le peuple sans aucun de ces liens qui rattachent le petit propriétaire, l'industriel, le commerçant à la paix, à l'ordre établi, seront toujours prêts à prendre les armes contre le joug odieux de l'étranger ; — et ce d'autant

plus, quand la persécution s'attaque à la nationalité, à la langue, à la foi des ancêtres, et quand aucun intérêt nouveau n'a été créé pour amortir cet élan invincible.

Si jamais le Czar, réalisant son rêve, se rendait maître de la Turquie, que nous avons visitée personnellement, il rencontrerait comme nous en avons eu l'exemple, beaucoup de résistance au moment de la conquête, même sans mettre en ligne de compte l'intervention des puissances intéressées à l'existence de cet empire, et une grande facilité de s'y maintenir, une fois la conquête accomplie. Le prestige religieux et politique dont jouit encore le Sultan parmi les croyants, la haine des infidèles, des Russes surtout, la plénitude de son pouvoir absolu, lui permettront toujours de présenter une résistance considérable à toute attaque de vive force, toutes les fois que le Sultan et son entourage seront décidés à résister les armes à la main. — La propriété très-divisée parmi une nombreuse population sans aucune aristocratie, offrira toutes ses ressources au chef tout puissant de l'Etat pour résister à l'invasion. Mais si jamais les Czars parvenaient à s'emparer de la capitale, à dominer, ou à faire disparaître le pouvoir du Sultan, toute résistance s'évanouirait et la domination russe s'y établirait solidement, même sans l'appoint de l'élément greco-slave.

Autrefois en l'absence de toute aristocratie territoriale ou autre, les Jannissaires, les Mameluks, pouvaient, dans un cas donné, former ce noyau de résistance après la conquête, qui pouvait la disputer ou l'arracher à l'envahisseur. — Mais depuis leur destruction, depuis la suppression des Dérébey's en Asie-Mineure, depuis les réformes, qui tout

en étant avantageuses pour l'avenir de ce pays, affaiblissent et détendent momentanément les forces nationales, rien ne menacerait les Czars après leur établissement en Turquie. Le paysan turc, très-petit propriétaire, fera tous les sacrifices sans murmurer, quand on les lui demandera au nom du Sultan et du Koran. Mais la guerre lui est lourde à supporter, et il se soumettra facilement à toute domination étrangère, car il ne trouvera nulle part autour de soi l'initiative pour lui résister, la saper, la détruire.

Nous venons de comparer les différentes conditions que peuvent présenter certains pays à la domination étrangère, et il est facile de voir combien les moyens propres à l'établissement d'un tel pouvoir doivent être en rapport avec la nature même de la conquête. Nous avons suffisamment indiqué les inconvénients et les impossibilités du système de dénationalisation appliqué par les Czars à la Pologne. Il convient de remarquer que le même système, tout criminel et condamnable qu'il soit aux yeux de la justice, du droit public et de la morale, se conçoit, sans se justifier de la part de la Prusse, qui l'applique sous une autre forme à ses possessions polonaises du Grand Duché de Posen, des Prusses polonaises, et de la Silésie, conquise sur l'Autriche.

Puissance sans territoire et sans frontières, — remuante, — avide, — ambitieuse ; — vivant encore sur le prestige de la gloire et des hauts faits de son Grand-Frédéric, qui le premier a su tirer parti de l'entretien des troupes per-

manentes nombreuses, — la Prusse dont la bannière porte pour emblême la politique de convenance, est loin d'être satisfaite de l'acte fédéral que l'Autriche a sû lui imposer en 1815 en Allemagne, — et bien loin d'avoir accompli toutes les transformations qui doivent l'amener à devenir réellement une nation.

Cette chenille allongée, touchant par ses extrémités à la France par Thionville, par Memel à la Russie ; pressée sur ses flancs par des principautés, des territoires qu'elle se flatte d'absorber un jour ; — caressant dans l'avenir le fantôme d'un empire Allemand dont elle serait le chef ; elle s'est organisée militairement et a donné à l'Europe l'exemple et le besoin de ces armées innombrables, dévorant d'un côté les ressources de tous les états du continent, et de l'autre façonnant au maniement des armes une masse d'individus tirés des classes les plus infimes, les plus ignorantes de la société et préparant le premier élément de toutes les révolutions et de toutes les oppressions.

Elle applique avec persévérance, mais sur une moindre échelle, le système de dénationalisation, en se servant de moyens, qui, comparés à ceux de la Russie, pourraient passer pour modérés, s'ils n'étaient en réalité aussi perfides, odieux et criminels que les autres. Elle change les noms polonais des villes et des territoires en appellations peu euphoniques allemandes ; — elle ruine peu à peu, par des mesures fiscales, judiciaires, administratives ; — elle force les propriétaires polonais à se défaire de leurs terres ; — elle en facilite l'acquisition aux Allemands, la rendant presque impossible aux Polonais. —

Elle se met à l'affût de procès politiques, pour épuiser par des amendes la bourse des patriotes. — Plus peuplée, plus instruite que la Pologne, elle l'inonde de ses colons, de ses employés, de ses indigents, de ses aventuriers, de ses doctrines. — Elle procède sans arbitraire apparent, systématiquement, légalement, quoique injustement et immoralement ; car il est de son intérêt de représenter pour le reste de l'Allemagne, qu'elle veut s'attirer, et vers laquelle est sa véritable gravitation, l'ordre, la légalité et une certaine apparence de libéralisme. Elle agit sous la pression impérieuse de la nécessité de se créer des frontières, de la puissance matérielle, de gagner de l'espace, d'asseoir son centre de gravité, de donner une apparence plus homogène, plus germanique à ses peuples, en opposition avec l'Autriche, son compétiteur né en Allemagne. Prête à profiter de tous les conflits européens, à les provoquer, les envenimer au besoin, pour y trouver à glaner quelque province, quelque accroissement de population, elle agit logiquement, car son origine de fraîche date, son intérêt de parvenue, son salut, lui commandent, lui imposent cette marche.

Quant à l'Autriche, puissance plutôt stationnaire que conservatrice ; agglomération hétérogène de populations et de nationalités diverses, elle ne peut présenter la sienne propre, pour l'imposer aux Polonais. Exploitation, organisation bureaucratique et militaire plutôt que nation, elle fait peu de progrès dans l'œuvre de germanisation en Pologne, car cela lui est difficile et peu utile pour le moment. Elle se contente de suivre son vieil adage : *divide*

ut imperas, et administre ses provinces polonaises en usufruitier plutôt qu'en propriétaire définitif (*).

L'Autriche, en consentant, en prenant part au partage, a profondément ébranlé la seule base raisonnable de son existence. Elle devait être avant tout autant conservatrice du *statu quo* territorial en Europe, qu'elle s'est efforcée de l'être envers le progrès des idées libérales. Elle n'avait qu'à gagner dans le maintien de ce *statu quo* autour de soi. Elle n'avait aucun intérêt, comme la Russie ou la Prusse, à ouvrir les chances des remaniements territoriaux, ou courir après des acquisitions nouvelles. — Encore moins lui convenait-il de se mettre en contact immédiat de frontières, sans intermédiaire aucun, avec ces deux puissances. — L'hésitation de Marie-Thérèse au moment de la signature du traité de partage, attribuée à des scrupules religieux, peut s'expliquer plutôt par des considérations politiques, ayant trait à l'avenir de l'Autriche, en présence des projets des Czars.

Ainsi donc l'œuvre de dénationalisation, entreprise par la Prusse, s'explique au point de vue prussien, parce qu'elle lui procure des avantages immédiats, commandés par les nécessités de sa position précaire en Europe, — par la densité relative de sa population, — et sa supériorité intellectuelle putative. — Mais la même tentative poursuivie par la Russie, dont l'avenir ne saurait se borner au régime absolu du czarisme, dirigée contre une population

(*) « On lévera, écrivait Joseph II en marge d'un décret présenté à sa » signature, en Galicie 20,000 hommes en apparence et 30,000 en réalité, » pour épargner le sang allemand. »

supérieure en densite, en civilisation, — provenant de la même souche que les conquêtes projetées en Turquie et en Autriche ; — défendue par le prestige des souvenirs historiques de liberté, de gloire, de puissance ; — organisée socialement d'une manière robuste, est une œuvre dangereuse, impossible, contraire à ces aspirations panslavistes, dont on prétendait faire la base de la grandeur future de l'Empire. Tout partisan de ces aspirations, fût-il Russe, Slave ou tout autre, ne saurait perdre de vue, que le czarisme n'est pour la fédération des Slaves, qu'une forme transitoire, un moyen d'action temporaire, accidentel, qu'il faudra changer et rejeter, s'il ne conduit pas au but. Or, le véritable but de cette fédération de tous les Slaves peut-il être ailleurs que dans leur émancipation, leur civilisation, leur liberté, — résultat du développement intégral des idées et des principes légués à cette race par ses ancêtres ?

Et dans ce cas, les destinées passées et présentes de la Pologne acquièrent pour les Slaves une signification d'une immense portée, car c'est là que leur génie, pur de tout mélange, s'est incarné et s'est développé pendant de longs siècles d'existence politique indépendante, et a formulé les principes propres à la nature de leur race méconnue.

En pleine jouissance de libertés politiques très-larges, bien avant que les autres peuples de l'Europe moderne, façonnés par la féodalité y fussent arrivés ; — grandie, non par les usurpations, les invasions, les rapines, mais par la fédération, l'union volontaire de ses proches ; — jalouse de ses libertés politiques chez elle ; — peu sou-

cieuse de conquêtes lointaines ; — tolérante, hospitalière, généreuse, puissante, civilisée, tant qu'elle avait son libre arbitre ; — brave sur les champs de bataille, — prête à courir au secours du plus faible, — fidèle au malheur, — ne se laissant jamais abattre par les revers, toute palpitante de constance, de foi, de vitalité, d'énergie, même sous le couteau de ses bourreaux ; — provoquant par son indomptable résistance leur rage et l'admiration du monde : — telle est cette Pologne, où s'est incarné LE VÉRITABLE ESPRIT DE TOUTE LA RACE SLAVE, qu'on ne saurait chercher, ni rencontrer dans la duplicité, la cruauté, la perfidie, les crimes, les appétits sauvages et la brutalité des Czars, — ou dans l'abnégation et les défaillances des slaves du midi.

Si l'on peut excuser dans certains moments, à certaines époques, et à certain niveau social, les haines, les passions, les préjugés religieux ou nationaux, agissant dans un cercle étroit tracé par l'intérêt d'un régime, ou d'une dynastie, il n'en saurait être de même pour les esprits supérieurs vraiment patriotes, tant en Russie qu'en Pologne. — Ceux-là conçoivent certainement plus largement l'avenir et les intérêts véritables de leur pays, et ne sauraient s'abuser sur les conséquences que doit amener pour la Russie elle-même, la continuation du régime d'obscurantisme, de corruption et de minorité politique, appliqué par les Czars, indistinctement à la Pologne, comme à la Russie ; — au peuple, comme aux classes les plus élevées de l'échelle sociale.

L'ambition toujours croissante des Czars, exaltée par les

flatteries occidentales, plutôt que par les intérêts de la Russie, les a poussés à s'emparer de la Pologne, — à se mêler des affaires de l'Occident qui les concernaient peu. Cet accouplement incompatible exagéra la violence du pouvoir absolu, avec non moins de préjudice pour la Russie que pour la Pologne. — Le Czar, obligé de surveiller, d'opprimer sa victime, attentif à tout signe de vie de sa part, est forcé d'y étouffer toute idée, toute aspiration élevée. La Pologne faisant partie de l'Empire, il s'ensuit que les dispositions, les réglements pris en Pologne en vue de comprimer, d'arrêter toute manifestation de progrès intellectuel ou moral, s'étendent à la Russie, entravent son développement, — immobilisent pour ainsi dire son génie national, et font la nation envahissante victime de l'oppression exercée sur la nation envahie. — Ainsi là, comme en toutes choses, tout se tient : le bien profitera toujours à ceux qui en sont dignes, le mal accablera toujours en dernier résultat ceux qui s'en servent. *Tant que cet accouplement fatal existera*, la nation russe ne saurait se promettre ni grande prospérité, ni civilisation, ni liberté intérieure quelconque ; — car l'autorité, engagée en Pologne sur la pente de la compression, de l'arbitraire, de l'obscurantisme et de la violence rétrograde, ne peut changer d'allure, — et une fois ces habitudes prises, continuera à tenir la Russie dans une minorité intellectuelle, morale et politique indéfinie.

C'est par la Pologne d'ailleurs, à travers la Pologne que la Russie reçoit la nourriture intellectuelle du monde ; — c'est par cet élément, par ce conducteur qu'elle touche

à l'activité humaine ; donc plus la Russie voudra progresser, plus la Pologne la devancera et ne pourra jamais être absorbée par elle. Aujourd'hui même, par les principes et les actes par lesquels la Pologne se révèle au monde, ne marque-t-elle pas héroïquement la distance qui la sépare de la Russie ? L'élévation de l'esprit qui l'anime rejette dans l'ombre de la barbarie ses sauvages adversaires.

La littérature, cette manifestation du génie propre à chaque peuple, est un des meilleurs indices pour constater les funestes effets de cette situation. Le gouvernement russe, tout en supprimant la langue et la nationalité polonaises, voudrait voir se développer, se perfectionner, s'élever celles de la Russie. Mais en dépit de tous les encouragements officiels, de tous les honneurs prodigués aux écrivains les plus remarquables de l'Empire, la littérature y languit, se traîne dans des traductions et des imitations étrangères, — atteint à peine quelque valeur dans la satire et le roman critique, et ne produit rien de grand, d'original, de véritablement national. — Il lui manque l'élément principal : la liberté ; — le premier, le plus puissant des ressorts : la conscience de sa mission moralisante et civilisatrice, — le sentiment du respect de soi-même et de l'indépendance chez les individus.

Les siècles passés, ne l'oublions pas, ont contribué à façonner le caractère de ces deux peuples, suivant les institutions sous l'influence desquelles ils se sont développés. Le despotisme séculaire étouffe chez les Russes en général toute spontanéité, toute indépendance de caractère. L'habitude

de l'obéissance passive leur rend toute initiative de pensée et d'action difficile et pénible. Craignant d'assumer une responsabilité quelconque, ils n'osent, dans un cas décisif et douteux, prendre une détermination prompte, dans l'absence des ordres d'en haut. Encore moins se sentent-ils aptes à raisonner ou juger les ordres reçus, à embrasser l'ensemble d'une question, la généraliser, en déduire les conséquences nécessaires. Ils n'osent rien par eux-mêmes, se perdent dans les détails, sauf à exécuter machinalement la volonté d'autrui. Les Polonais, au contraire, façonnés par leurs institutions et leurs mœurs à l'exercice de toutes les facultés de l'homme et du citoyen, ont généralement la décision prompte, vont droit au but, hésitent rarement et sont doués d'une aptitude remarquable à embrasser l'ensemble d'une question; l'analyser sans s'embrouiller et en déduire logiquement les conséquences. Cette faculté, fille des principes et des lois sous l'empire desquels la société polonaise a vécu, — servie par une langue d'une logique, d'une clarté extrême, (*) d'une richesse inépuisable, véritable langue-mère, — leur assigne une grande supériorité dans la famille slave, les rend aptes au commandement et leur donne ces brillantes et nobles qualités d'éloquence, de courage, de dévouement, de constance qui leur ont gagné

(*) Le philosophe Kant, auquel on objectait l'obscurité de ses écrits, disait souvent : « J'avais malheureusement à mon service une langue ingrate et diffuse. On ne me ferait pas ce reproche, si j'avais publié mes » livres en polonais, — langue la plus philosophique, la plus claire, la » plus logique que je connaisse. »

» Les langues sont le miroir des nations : les mœurs s'y réfléchissent » dans leur expression même ; le génie du langage naît du génie de la » pensée, et la syntaxe d'un peuple est souvent le premier de ses codes.»

l'admiration et la sympathie du monde, et se sont reflétées dans leur littérature.

Aussi, en Pologne, malgré la persécution et peut-être à cause d'elle, la littérature moderne, inconnue, inaccessible aux étrangers, prend des proportions, des allures remarquables par l'élévation des idées et des sentiments, et la perfection des formes. Elle puise ses inspirations dans l'actualité, dans les grands malheurs de la patrie, dans les devoirs sacrés que ces malheurs imposent à ses enfants. — Elle est tout imprégnée de l'esprit de sacrifice et d'héroïsme, inséparable de ces devoirs. « La poésie, dit M. Tesner, a » des aîles, qui, parmi les nations subjuguées surtout, » portent la pensée bien plus puissamment que toute autre » forme de langage ; et elle est toute prête à servir de » messagère au politique et au penseur. » La littérature chirographique surtout, celle qui circule de la main à la main, qui échappe à la censure, renferme de véritables chefs-d'œuvre de raisonnement, d'élévation, de patriotisme et de poésie. — Cette littérature grandit chaque jour l'influence politique de la nation opprimée, lui donne une supériorité marquée, incontestable sur le reste des slaves, ses voisins, et ne contribue pas peu à l'éducation politique, philosophique et morale des polonais, éducation impossible sous le régime qui pèse sur la Russie.

L'imitation, comme nous l'avons déjà remarqué, ne saurait donner le génie. — Tandis que Pierre-le-Grand érige la Russie en une immense contrefaçon de l'Europe policée, ce qui y étouffe brutalement toute spontanéité nationale, — la Pologne, enfermée dans sa prison poli-

tique, comme une larve dans sa cellule, s'y nourrit de sa propre substance et tisse les ailes brillantes du papillon futur. Quand on lui eût ravi l'espérance, en ne lui laissant que le souvenir du bien perdu, elle ne cesse de continuer sa vie propre, en devidant le riche écheveau de son passé et en y puisant les éléments de son avenir.—Car « les souvenirs » du passé comptent parmi les fortes actions du présent. » Ils planent sur les nations comme des esprits vengeurs, » où d'affectueux conseillers influencent l'opinion, disposent » les cœurs, préparent les événements futurs. » (*) Aussi en Pologne tout est national, indigène, tout la fait distinguer des autres nations et concourt à lui assurer son originalité, son individualité. La langue, les mœurs, les usages, les idées, les principes politiques, la législation, les préjugés mêmes, jusqu'au costume, tout y est différent et propre à ce peuple. Le caractère général de la nation, comme celui des individus, s'en est ressenti et lui a assuré une physionomie, une allure, un développement refermant les germes d'un organisme robuste, vivant de ses propres forces, comme tous les êtres de la création dotés d'un principe de vie particulier, complet, réel et non factice. La littérature, les aspirations politiques, la tenacité, la constance de ses efforts en sont les manifestations. On ne tue pas facilement ce qui renferme le germe d'une vie énergique. Cet organisme social s'est développé lentement, logiquement, selon les lois éternelles de la création, qui d'habitude développe lentement les êtres destinés à une

(*) A. Michiels.

longue existence. Tout au contraire, les progrès rapides, forcés, hâtifs de la création de Pierre-le-Grand et de ses successeurs semblent lui assigner une durée passagère, car ce qui croît rapidement dure peu dans la nature. Le génie des deux nations se ressent de cette diversité native, dont l'évidence saute aux yeux de tout observateur intelligent.

En présence du progrès incessant des nations occidentales, quelle situation est donc préparée à la Russie ? Ce progrès dont la marche est activée par toutes les applications de la science moderne, mettant le temps, l'espace et la matière au service de l'intelligence, est centuplé par le degré d'élévation auquel sont arrivées les questions philosophiques et sociales, agitées par l'esprit humain. Parallèlement à cette marche, la Russie ne possède que les dehors d'une civilisation factice, où l'intelligence semble cultivée par exception et dans des serres-chaudes, comme ces plantes exotiques que son rude climat étouffe. Elle peut se trouver bientôt au même point d'infériorité relative envers l'Occident, comme l'était la Pologne au jour du démembrement. L'absence de toute instruction solide, de tout savoir, de tout sens politique parmi les classes aisées de la société polonaise d'alors ; — l'absence de toute vie politique parmi les classes inférieures, y ont amené un tel état de faiblesse, que l'Etat est resté sans force contre l'invasion.

Quel autre sort peut attendre un jour la Russie, tenue en tutelle marâtre par les Czars, où toute communion, tout contact avec la civilisation supérieure sont soigneusement évités, surveillés, limités, annulés par l'intervention arbitraire de l'autorité ? où la classe la plus riche, la plus puis-

sante, qui partout ailleurs aurait sa part du gouvernement, n'a aucune signification politique, et ne pouvait hier, comme peut-être elle ne le pourra demain, satisfaire un caprice de voyage à l'étranger, sans être réduite à solliciter humblement une permission personnelle, sans offrir des ôtages, des garanties de retour, — sans payer une rançon équivalant à une amende ! — où tout travail de pensée, toute idée indépendante, élevée, semble un ridicule ou un crime ! — où, comme l'a dit M. de Custines : « Il n'y a » qu'un seul homme qui pense : le Czar ; — et tout le » reste ne fait qu'exécuter sa pensée. »

Si ce régime policier, tracassier, insoutenable partout ailleurs, gouvernait encore la Russie de longues années, il est hors de doute que le niveau de la civilisation s'y tiendra longtemps au même point, tandis que celui des peuples voisins s'élèvera chaque jour davantage. Des intérêts nouveaux surgiront partout et forceront les peuples occidentaux à chercher un débouché à leurs produits, un déversoir au trop-plein de leur population, plus à leur portée que l'Amérique et l'Océanie ; — un terrain à leurs idées, un plus vaste champ à leur activité, à leur ambition peut-être, au-delà de cette frontière czarienne soigneusement surveillée. Alors tout ce qui forme en Russie l'écorce de la civilisation, tout ce qui lui donne l'apparence de se tenir au courant des progrès technique du monde, ne suffira plus pour la mettre à l'abri d'une invasion bien autrement puissante que celle dont elle menaçait naguère l'Europe avant le lever du rideau. — Alors elle se trouvera tout étonnée de n'avoir pas de quoi résister, car ses ressources d'intelli-

gence seront bientôt épuisées, quand même ses ressources matérielles seraient grandes. — Intellectuellement, politiquement, scientifiquement, moralement, philosophiquement inférieure à ses adversaires, elle ne saurait prolonger la lutte sans tout y perdre. Deux ou trois campagnes sérieuses feraient une brêche irréparable dans les états-majors de ses régiments, car elle n'a pas la ressource de trouver, comme la France, dans les rangs inférieurs de quoi remplacer les chefs habiles que la guerre aura moissonnés.

Aujourd'hui même, est-il nécessaire de faire remarquer que le sort de l'Empire, entamé par l'insurrection polonaise, ne dépend plus de la volonté des Czars, mais de l'ambition, de la résolution de la première puissance étrangère qui voudra profiter de cette situation nouvelle. Tant que le Cabinet russe avait eu l'adresse de masquer à l'Europe l'état réel des forces de l'Empire ; — tant que la Pologne, muette et domptée, semblait avoir accepté la situation anormale imposée à cette nation vivace par les traités de partage et l'indifférence de l'Europe ; il est certain qu'en présence des questions irrésolues en Orient, en Italie et ailleurs ; — en présence surtout de certaines rivalités éventuelles entre les puissances de premier ordre, l'alliance russe pouvait être désirée et recherchée, même par la France, quoique déjà puissante et glorieusement relevée de l'outrage de 1815. Une Russie réellement pacifiée à l'intérieur, réellement puissante et riche en ressources matérielles, pouvait présenter une alliance avantageuse, surtout dans un moment où toutes les alliances en Europe étaient douteuses. Mais la maladresse du Cabinet de Saint-Pétersbourg a fait tomber

heureusement pour l'occident, toute cette fantasmagorie. Averti par deux années d'agitation ostensible en Pologne du danger imminent dont le menaçait la continuation d'un régime impraticable, le Gouvernement russe a mis le comble à son imprudence, en précipitant les événements par l'excès même des mesures dont à aucune époque de l'histoire et dans nul pays on n'aurait essayé. L'inefficacité de la terreur était plus qu'évidente, contre des intérêts et des droits incontestables, contre une population exaspérée, exaltée par le sentiment de sa propre force et la conscience des fautes et de l'aveuglement de ses oppresseurs.

La Pologne une fois insurgée, chaque jour a dévoilé de plus en plus les côtés faibles de l'Empire. — L'héroïsme des insurgés, la barbarie de la répression, la brutalité des hordes sauvages indignes de s'aligner ou de s'allier aux peuples civilisés, enflammèrent tous les cœurs, tous les partis, tous les peuples, et firent monter le flot de l'opinion publique jusqu'aux régions officielles. — Alors, les gouvernements et les hommes d'Etat jetèrent un coup-d'œil scrutateur au delà de ces flammes incendiaires et de ces monceaux de victimes, et à commencèrent à y découvrir et à apprécier la situation réelle de la Russie.

Depuis cet instant, chaque jour consolide la conviction que la Russie, dans le moment actuel et pour longues années, cesse de présenter les éléments d'une alliance profitable à ceux dont l'intérêt aurait pu la faire rechercher naguère. Là où les intérêts servent de base aux déterminations, on saisit facilement tous les avantages à retirer de la fâcheuse position d'un Empire, dont l'outrecuidance a fait

si longtemps trembler petits et grands ; — dont l'ambition insatiable porte dans ses flancs bien plus de désordres et de remaniements politiques, que ceux de la révolution elle-même, avec le spectre de laquelle la chancellerie de Saint-Pétersbourg s'efforce d'effrayer les Gouvernements occidentaux, assis solidement, et d'autant moins exposés aux dangers révolutionnaires qu'ils tiennent compte des aspirations de l'opinion, des exigences de la civilisation et des intérêts élevés et justes des pays qu'ils gouvernent. — Admettons même l'impossible : c'est-à-dire l'anéantissement par les armes de l'insurrection polonaise : — la Russie n'en reste pas moins énervée, affaiblie, impuissante pour longtemps à exercer son action au dehors, et dans cette situation, apparente déjà, quelle est la puissance assez aveugle, excepté le roi de Prusse, pour s'associer au sort difficile du czarisme ? On ne prête qu'aux riches, dit-on ; et, comme toujours ici-bas, la Russie sent, à son tour, combien les revers refroidissent les amis, tout en enhardissant les adversaires. — Ces adversaires ne resteront pas toujours inactifs, — leur propre intérêt aidant, la situation peut les tenter, car elle leur démontre clairement l'importance des avantages à retirer de la situation où les difficultés, tout en grandissant chaque jour pour la Russie, s'applanissent et s'effacent pour eux-mêmes. A ces conditions, on ne saurait hésiter longtemps à faire pencher la balance des événements de son côté par une action résolue. Ce concours de circonstances heureuses pour d'autres, malheureuses pour le czarisme, fruit de ses fautes, est aujourd'hui, chacun le voit, à la portée de la France, de l'Autriche, de la Suède,

de l'Angleterre, de la Turquie, coalisées, ou agissant séparément et pour leur compte. Entre leurs mains repose l'avenir du czarisme, et leur propre avenir ; — et si même la Prusse ou quelque autre Cabinet encore hésitant, prenait la défense de la Russie dans une si grande détresse, ce ne serait certes pas sans s'indemniser largement aux dépens de cette puissance, que même ses amis les plus intimes désirent voir affaiblie et amoindrie.

Au lieu de conduire les Slaves à de grandes destinées, à leur émancipation définitive, à la formation d'un État puissant avec leurs éléments épars ; au lieu d'arriver à la domination universelle, la Russie, en conservant le régime czarien, en poursuivant la même politique, s'achemine évidemment vers la ruine, le morcellement, l'asservissement éternel des Slaves. — L'indépendance, l'expansion de cette race ne peuvent avoir lieu qu'en la rendant, sinon supérieure, égale au moins en civilisation, en richesse, en intelligence à ses dominateurs ou compétiteurs actuels. La puissance matérielle seule ne saurait satisfaire à une pareille mission. Car, s'il nous était possible pour le moment de sortir des limites toutes pratiques, toutes terre-à-terre que nous nous sommes imposées dans ces pages ; — si on voulait aborder la question d'un point de vue plus élevé, plus radical, il faudrait reconnaître que, en dehors et au-dessus de toutes ces causes qui empêcheront toujours la Russie de désorganiser, de tuer la Pologne, il en est d'autres dont l'action supérieure, énergique, hors de la portée des forces matérielles, perpétue la vitalité de la nation envahie, détruit les efforts de l'envahisseur.

La Pologne, fille légitime de la civilisation chrétienne, tout imprégnée de l'esprit légal et juridique de l'ancienne Rome ; — ayant toujours possédé à un haut degré l'entendement du droit, de la loi ; — fidèle dépositaire de l'antique héritage de premiers slaves, ayant poussé dans sa législation, dans l'organisation démocratique des communes primitives, et ensuite dans la vie publique des classes actives de la nation dont la durée embrasse dix siècles, jusqu'à ses dernières limites, la logique des principes de liberté, de solidarité, d'égalité et de charité fraternelle, que le christianisme, après les avoir trouvés à son avènement, n'a fait que développer, et qui ont fini par s'étendre aujourd'hui à toutes les classes de la population sans distinction de culte ou d'origine ; la Pologne représente une affirmation philosophique, politique et religieuse, dont la Russie n'est même pas la négation, car, à la place de toutes ces conquêtes de l'intelligence humaine, en Russie, il n'y a que néant. L'absolutisme séculaire, illimité en haut, — l'obéissance de la brute en bas, rien entre ces deux extrêmes, « où l'âme » humaine, comme l'a dit le poète, n'a pu jusqu'à présent » s'élever qu'à un seul genre d'héroïsme : celui de la ser- » vitude. » — La Pologne a fondé autrefois, est appelée à réaliser, à développer un jour, ce que le czarisme ne fait que corrompre, aveugler ou détruire, et que la Providence, tant par la voix de la raison que par celle du cœur, indique à l'humanité comme la voie la plus sûre, la plus conforme à ses lois éternelles de progrès.

Supposez que la Pologne, au lieu d'avoir été envahie par ses voisins, se fût elle-même imposée à la Russie à l'époque

de sa splendeur, soit par sa propre dynastie, son alliance ou par une fédération analogue à celle qui lui valut la Lithuanie ? — Tout le domaine des libertés publiques déjà si avancées, si étendues en Pologne, se déversait de prime-abord sur la nation russe, l'admettait à la jouissance et au développement de ses droits, et lui faisait faire sans secousses un pas immense dans la voie de la civilisation et du progrès, sans effacer le génie national. Les cent cinquante années misérablement employées à entraver le développement intellectuel, moral, politique et matériel de l'Empire russe, auraient produit sous l'influence occidentale polonaise, sous l'action de l'esprit supérieur de cette nation libérale, généreuse, progressive, un état de choses dont les bienfaits et les résultats auraient été acquis à l'avoir des progrès véritables de l'humanité. L'Europe entière en aurait recueilli les incalculables avantages, — et la nation moscovite, sans y rien perdre de son importance, de son autonomie, de son caractère propre altéré par l'influence germanique (qui, n'ayant pas de liberté chez elle, ne pouvait l'inoculer à la Russie) ; — forte de ses ressources bien dirigées, marcherait aujourd'hui par l'adoption des principes libéraux de la Pologne au premier rang de l'humanité, où, pour le moment, à la honte de son histoire, elle ne représente que l'abrutissement, la barbarie, l'ignorance odieuse et l'avidité d'une race viciée, servile, corrompue et asservie.

Mais la vie passée de la Pologne, l'esprit de sa législation, les formes qu'elle s'est choisies, les principes qu'elle professait, et surtout sa signification dans la famille euro-

péenne, sont ignorés, peu connus, jugés superficiellement par les étrangers, et presque toujours appréciés du point de vue étroit, exclusif de certaines théories, certains systèmes à l'ordre du jour (*). L'opinion publique égarée

(*) On commet généralement l'erreur d'assimiler les institutions politiques dont jouissait la Pologne à celles qui régissaient le reste de l'Europe, où, après la domination romaine, la féodalité est venue s'établir. — Les institutions polonaises ont tout une autre origine, tout une autre nature. Monarchie et république en même temps, la Pologne ne pouvait certes pas devancer les siècles, et doter tous ses habitants de l'égalité politique et du suffrage universel, quand les autres peuples de l'Europe en étaient encore à la monarchie absolue, aux barons détrousseurs de grands chemins, aux priviléges, à la servitude. Mais l'historien tiendra toujours compte de cette organisation politique qui donnait accès aux affaires du pays à l'élite de la nation, — contrôlait le pouvoir dans ses actes, — garantissait le citoyen *légal* de tout arbitraire, de toute violence dans sa personne et son bien ; — (Neminem captivabimus, nisi jure victum). — Le Roi y régnait et ne gouvernait pas, bien avant que l'Angleterre eût fondé, en 1668, sa liberté. — On reproche que le noble seul y était citoyen. Mais ce noble était bien plus citoyen et bien plus libre que ne l'étaient alors les nobles des autres pays, sujets des rois absolus, — les citoyens de Venise ou d'autres principautés de cette époque. Tandis que partout ailleurs le nombre de ceux qui prenaient part aux affaires et aux libertés publiques était nul ou très-limité, — en Pologne, l'ordre équestre dépassait un million de citoyens. C'était donc beaucoup pour l'époque, où le despotisme et la féodalité absorbaient, épuisaient, avilissaient tout.

On jette encore aux Polonais de temps en temps cette banale accusation qu'ils n'ont pas su se gouverner et se mettre d'accord. « Certains esprits superficiels sont si peu au fait du régime de liberté, que toute controverse, toute discussion des partis contraires dans un état libre, leur semble de l'anarchie et du désordre. Ils oublient que là où règne la liberté, où ne commande pas la volonté arbitraire d'un tyran; le choc des opinions et des idées est la condition absolue de l'existence de cette liberté et de la puissance de l'Etat. C'est par ces luttes des opinions et des partis que l'antique Grèce et Rome devinrent et surent se maintenir longtemps libres, grandes et glorieuses. »

Est-ce à dire que la Pologne doit tendre à reconstituer son passé ? — Nullement ; — il ne suffirait plus pour nos jours, et les principes proclamés par la nation à chacune de ses insurrections donnent la mesure de ses aspirations, toutes au niveau de la civilisation moderne. Tout en se glorifiant

par les écrivains célèbres du dernier siècle ou par des publicistes soudoyés par les maîtres de la Pologne, s'était habituée à ne voir dans ce pays qu'une anarchie nobiliaire catholique intolérante, mettant obstacle au véritable progrès de la civilisation et de l'humanité que ces souverains absolus se proposaient, disait-on alors, pour but de leurs efforts. Les plus bruyants, mais peut-être les moins sincères amis du progrès, applaudissaient alors, comme ils se félicitaient hier encore de la chûte de l'anarchie et du rétablissement de l'ordre en Pologne. Mais les événements se sont chargés de prouver à tout le monde qu'il valait encore mieux, pour la civilisation, la paix, la liberté et la sécurité de l'Europe, avoir une Pologne indépendante, occupée de sa liberté à l'intérieur, qu'une Pologne asservie, dont les ressources matérielles et politiques, mises au service de l'absolutisme, l'exaltent, le poussent à s'étendre, à se consolider, à troubler la paix, à menacer l'indépendance et les intérêts de tous les peuples.

La liberté dont jouissait la Pologne, — l'anarchie même des derniers règnes, qui, alimentée par l'étranger, a servi de prétexte à l'invasion, étaient une garantie relative de sécurité pour ses voisins. — Une nation libre, vivant sous le régime représentatif, où toutes les affaires se traitent au grand jour, devient difficilement ambitieuse et conquérante. Ce n'est pas les armes à la main qu'elle s'efforcera de faire adopter ses lois à ses voisins, et tout le passé, toute la

de son passé, la Pologne a beaucoup appris, et entr'autres cette grande vérité, qu'elle n'est pas fatalement destinée à rester la proie éternelle de la rapine et de l'astuce.

législation de la Pologne constatent par des faits combien ce peuple, même au temps de sa plus grande puissance, était éloigné de l'esprit d'envahissement et de conquête, vers lesquels le poussait fatalement la forme despotique des monarchies qui se sont établies sur les décombres de la République polonaise.

Considérez la Pologne dans son antique indépendance et comparez-la à ce qu'elle est devenue entre les mains de l'invasion. Politiquement abaissée, — économiquement ruinée, — intellectuellement enchaînée, — administrativement spoliée, — juridiquement corrompue, — religieusement martyrisée, — matériellement égorgée, — voilà l'ordre, voilà le progrès par lesquels on a remplacé la splendeur et la légalité de cette République.

Se rend-on bien compte des atrocités qui se passent sous nos yeux ? Répéter en détail les horreurs de la répression moscovite, la perfidie des tracasseries meurtrières prussiennes serait oiseux. La plume autant que le cœur s'y refusent, car enfin ce sont des Gouvernements chrétiens qui ordonnent ces massacres, — des puissances chrétiennes qui y assistent l'arme au bras, — des populations inspirées du plus pur esprit chrétien, de l'esprit de sacrifice, qui en sont les victimes ! — Quelle page héroïque pour la Pologne ! quel triste moment dans les annales des peuples civilisés !

La Russie, interpellée par les puissances, pour les calmer, ou plutôt les intimider, leur parle avec ironie de l'esprit révolutionnaire prenant ses ébats en Pologne. Mais il faut être bien aveugle pour ne pas voir que le Cabinet russe lui-même s'inspire de tout ce qu'il y a de plus anti-social dans

les souvenirs de la révolution.

Quel reproche le plus violent jette-t-on à la face de la révolution ? C'est la terreur sanglante et l'arbitraire des moyens dont elle s'est servie pour s'affirmer et s'affermir. — Eh bien, trouve-t-on quelque chose d'assez barbare, d'assez brutal dans les plus mauvais jours de 93, pouvant être mis en regard du système russe ? Mais la révolution, ou plutôt la terreur transitoire, peut invoquer l'excuse d'avoir été conséquente et logique, car enfin elle sauvait le pays et en avait conscience. Le czarisme, inconséquent plus encore que barbare, ne peut se justifier par les mêmes considérations. Au lieu de sauver la Russie, il la conduit aux aventures.

Le système de dénationalisation, mis en activité depuis quatre-vingt-dix ans, l'a mené, pas à pas, à l'arbitraire, à l'atrocité la plus inouie dont l'histoire fasse mention, sans rien changer à l'état des choses violent, établi par la conquête. — Au lieu d'avancer, le czarisme a reculé, a rendu impossible la fusion, l'assimilation des deux peuples; car le passé, les traditions, la nature, aidés par l'acharnement passionné du Gouvernement, les ont rendus incompatibles pour toujours.

L'expérience du passé n'a pas servi pour faire réfléchir le czarisme sur l'inefficacité de son système. — Il y persiste avec l'aveuglement de la rage et y persistera, sans voir, que, même après avoir abattu sa victime, si la vaillance des Polonais ou l'intervention occidentale ne l'arrêtent, il n'y aura presque rien de fait. — Dénationaliser un peuple de ce caractère, un peuple de vingt-cinq millions d'âmes !

Mais l'absurdité saute aux yeux ! — Après avoir exterminé les plus vaillants, ruiné les plus intelligents et les plus riches, dévasté les châteaux et les chaumières, décimé, transporté les populations, confisqué les biens, la religion, la langue, les lois, tout ne sera pas fini. Il faudra faire disparaître tout le passé, — râser les monuments, brûler les livres, effacer tous les souvenirs, dont la moindre trace suffira pour rallumer le feu sacré. Si la Russie laisse seulement, dans l'intérêt de sa propre puissance, et il le faudra bien, se développer sur ces ruines les intérêts matériels, le bien-être des classes aujourd'hui pauvres et ruinées mènera à sa suite les lumières et la connaissance du passé. La génération future en retrouvera l'héroïque et vif souvenir, tant chez ceux de ses compatriotes qui restent en dehors de la domination moscovite, que chez les nations civilisées de l'occident, où la mémoire d'une époque sanglante, de droits méconnus, ne périra jamais ; car le passé de la Pologne est intimement lié avec la marche et le développement de l'esprit humain, et ces annales sacrées resteront toujours hors d'atteinte de l'hérostratisme moscovite.

Quand la civilisation et la liberté ont une fois sanctifié un peuple, elles s'identifient avec lui, s'attachent à jamais aux terres qu'il a habitées, se pétrifient avec les ruines et les tombes des générations successives, et rien ne détruira leur souffle divin. Le flot de la barbarie a beau vouloir les couvrir de ses couches arides, elles reverdiront plus puissantes, plus vivaces que jamais, comme des chênes antiques, car leur semence est immortelle. La domination romaine, l'invasion musulmane ont-elles effacé la Grèce ?

ont-elles terni la gloire de Marathon et des Thermopyles ? Après l'extermination des héros polonais, le czarisme croit-il pouvoir détruire, annihiler, le souvenir de leur passé, des idées qui les inspirent, des droits qu'ils défendent ? Ici, comme à la mer, la Providence a dit : « Tu n'iras pas plus loin ! » Ces esclaves barbares, sauvages même, qu'il compte établir sur cette terre sacrée, en promenant leur charrue, retrouveront peu à peu, sous les cendres sanglantes de ces débauches du czarisme, les saintes reliques et sauront les adorer un jour. L'histoire, la législation, l'éloquence, la poésie, le droit, l'héroïsme, la vertu, la liberté surgiront devant eux de ces décombres avec leur charme invincible. Ils comprendront alors la signification de ces institutions, de ces diètes, de ces élections, de ces assemblées populaires, de cette fraternité, de ces malheurs mêmes dont la Pologne a été le foyer ; — et, sur ce vaste champ de luttes et de martyre des générations successives, combattant et tombant glorieusement pour le triomphe de l'idée, du droit, de la justice, leur âme se retrempera et demandera au passé le secret de son avenir.

Ainsi donc, il ne suffira pas d'exterminer les vaillantes légions du désespoir, de ruiner toute une génération, d'imposer à ses descendants et aux colons qui les remplaceront le despotisme asiatique et les traditions mogoles-allemandes de Pierre Ier, Nicolas et Alexandre. Tout ce sang coule en pure perte, tout ce terrorisme ne servira à rien. Si les puissances occidentales étaient réellement chrétiennes, si elles consultaient seulement leur intérêt à défaut de leur honneur, pourraient-elles ne pas reconnaître l'aberration

du Gouvernement russe ? Une pareille folie, constatée chez un particulier, le ferait interdire et enfermer. Mais, chez un gouvernement, au XIXe siècle, cet acharnement sanguinaire, cette course après l'impossible, sape toutes les bases de la société et fait rétrograder l'humanité. En outre, à côté de la question élevée de l'humanité, n'y a-t-il pas là une question politique palpitante pour la sécurité de la France, de l'Autriche et des pays limitrophes ? L'avenir immédiat de ces Etats, de leurs dynasties, de leurs destinées s'y trouve aujourd'hui irrévocablement engagé. Cet axiome économique : « laisser faire, laisser passer, » n'est pas de mise en politique, car il mène à des conséquences funestes, dont, il faut l'espérer, on saura se garantir. La question polonaise, pour les Polonais, se débat sur les champs de bataille. Elle est nettement posée : indépendance complète, et ne peut être résolue autrement. La question européenne sommeillera-t-elle longtemps ? ce n'est pas à nous à le dire. Mais, ce qui est certain, l'ordre représenté ainsi par une tyrannie incapable et sanglante peut altérer bien profondément dans les esprits le respect de l'autorité et de la monarchie, car un gouvernement qui rend possible de tels événements, est un crime contre l'humanité ; — et si quelqu'un, ici, fait les affaires de la Révolution, certes c'est le czarisme et ceux qui le laissent faire.

Du jour où la nationalité polonaise, ce sanctuaire du génie slave, devient le point de mire de tous les efforts de ses maîtres, avec l'intention manifeste d'être extirpée par la ruse ou par la force, il était évident que tout terrain de conciliation est abandonné et qu'il ne faut plus songer aux

accommodements, à l'entente mutuelle quelconque. Les Polonais, ne l'oublions pas, malgré leurs nombreuses prises d'armes, ont laissé au Cabinet de Saint-Pétersbourg quatre-vingt-dix ans pour mettre la situation à son profit. S'il n'y est pas parvenu, il y a donc ou incapacité foncière, ou impossibilité matérielle. Dans les deux cas, l'expérience n'a duré que trop longtemps, et la fatalité se charge d'y mettre un terme. Vouloir reprendre aujourd'hui l'œuvre d'amalgamation, recourir à des réformes superficielles, à des promesses fallacieuses sans aucune garantie réelle, est aussi maladroit que hors de propos. Tous les arrangements diplomatiques, tous les dérivatifs ne conviennent plus à la situation, car l'esprit national, comprimé partout à outrance, s'est frayé en Pologne la seule voie praticable : la reconstitution de l'indépendance nationale, l'établissement d'un Etat polonais puissant. Après les fautes commises, en présence d'un tel programme, il n'est plus temps de parler réformes ou concessions, invoquer les traités où la Pologne n'a pas pris part, ou même la bercer de l'espoir d'être réunie tout entière sous le sceptre des Czars, et engager les Polonais à confondre leur sort avec celui de l'Empire. Ils ont appris à connaître l'hésitation, la versatilité, les ménagements habituels et la perfidie de cette politique astucieuse, peu propre à aller droit au but et trancher dans le vif dans les grandes occasions. Ils savent qu'une pareille reprise offensive contre l'Autriche et la Prusse, au profit de la Russie, toute conforme qu'elle aurait été autrefois aux vues panslaviques des Czars, a cessé d'être possible depuis la guerre de Crimée. — Au congrès de Vienne, ne voulant rien restituer de ses

conquêtes en Pologne, le Czar, tout puissant alors, a pu jeter la Prusse sur la Saxe et l'Autriche sur l'Italie. — Mais où pourrait-il aujourd'hui les pousser, pour leur reprendre le reste de la Pologne, sans se jeter toute l'Europe sur les bras. — En outre, la conduite adoptée pour la répression de l'insurrection actuelle, élimine radicalement cette combinaison des arrangements futurs. L'épuisement réciproque, suite de cette répression, lui a fait perdre ses dernières chances. Quel intérêt d'ailleurs peuvent avoir les Polonais à s'associer au sort aventureux d'une puissance engagée sur une pente scabreuse ? Le moment serait vraiment bien choisi pour se fondre avec la Russie, quand son impuissance est dévoilée, que tout fait pressentir les efforts désespérés qu'elle ne manquera pas de faire pour regagner le terrain et le prestige perdus, les ressources gaspillées, les alliances ébranlées ; — et que l'autocratie la plus illimitée préside à ses destinées. Toutes ses facultés seront absorbées par ces nécessités suprêmes et la rendront faible et vulnérable de tous les côtés.

Si le Czar a pu longtemps éblouir et fasciner les Russes crédules avec les promesses de réformes, la défense prolongée de Sébastopol, ou ses progrès dans le Caucase, et par ces succès négatifs détourner leur attention et celle des esprits superficiels en Europe, de l'examen plus approfondi de la véritable situation faite à l'Empire par les évènements de ces dernières années, les Polonais, il faut le reconnaître, se sont parfaitement rendu compte des fautes commises par le cabinet de Saint-Pétersbourg tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Par une action imprévoyante,

prématurée, mal engagée, intempestive, les Czars ont donné, en 1853, l'éveil à l'Europe, ont attiré trois grandes puissances étrangères au sein de cette Turquie tant convoitée ; — et, non contents de la leçon, commettent la même faute en 1863, en Pologne.

Aux yeux des Polonais, la campagne de 1854 était perdue sans retour pour le Czar, du jour où les flottes alliées ont pénétré dans le Bosphore, — où les troupes occidentales ont mis pied sur le sol musulman, ont campé à Constantinople. Dès ce jour, la politique séculaire des Czars est minée dans sa base. L'apparition dans la mer Noire et la Baltique de ces puissants compétiteurs, qui n'en oublieront pas le chemin, et n'avaient aucun intérêt de précipiter les péripéties de cette première expédition, est le plus rude échec subi par le cabinet russe, qui en comprend la signification et peut en mesurer la portée. — Il était tout naturel que les Polonais, de leur côté devaient en saisir les conséquences et les mettre toutes à leur profit.

Les lenteurs, les hésitations volontaires de l'Occident au début de cette première campagne ; la réserve officielle affectée en tout ce qui touchait à la question polonaise, s'expliquaient, d'abord par le besoin et le vif désir d'éviter, d'ajourner une lutte de cette importance, qui pouvait facilement dégénérer en guerre générale ; — par les ménagements auxquels se voyait condamné un empire napoléonien fraîchement intronisé, et la grande idée qu'on se faisait de la puissance militaire de la Russie et de ses alliances (*),

(*) Grâce à la correspondance secrète du feu roi de Prusse avec le Czar, soustraite à l'instigation du premier ministre M. de Manteufel par l'ex-agent

par l'extrême tension des efforts des alliés, concentrés sur le Bosphore, où, pour le moment, résidait pour eux tout l'intérêt de la lutte. Il ne pouvait leur convenir d'étendre ailleurs leur action, d'aborder des questions décisives de remaniements territoriaux, avant d'avoir mesuré leurs propres forces après une paix de quarante ans, — épuisé celles du Czar, sondé la consistance de ses alliances, et détruit moralement et politiquement le prestige dont il jouissait depuis les traités de Vienne.

Mais dès ce moment les Polonais ont logiquement dû faire entrer dans leurs calculs : la probabilité de nouveaux conflits, de nouvelles difficultés pour la Russie ; — l'obligation de tenir l'opinion de leur pays préparée à ces éventualités, et la population polonaise apte à les mettre au service de l'indépendance nationale. L'idée de séparer définitivement le sort de la Pologne de celui de l'Empire menacé, a repris ainsi toute sa force, car elle représentait le seul moyen de salut pratique, honorable et rationnel.

Le nouveau Czar engageait les Polonais dans ses discours, comme il les engage aujourd'hui à coups de canon, à renoncer à leurs *rêves !* quand l'Occident victorieux et attentif en fait autant à son égard ; — car les Czars, eux aussi, ont leur *rêve*. — Pour reconquérir l'influence perdue en Orient, et celle qui leur échappe en Europe, ils tente-

de police secrète Teschen, et vendue par celui-ci en double aux cabinets étrangers, on a pu savoir l'état précaire où se trouvaient les places fortes de la Finlande et la garnison de Sébastopol. Mais il a fallu cette évidence, pour décider les alliés à l'attaque de Sweaborg et la prise de Malakoff, en septembre 1855, tant on croyait la Russie préparée et capable de repousser toutes les attaques.

ront bien de combinaisons, essayeront bien des luttes, gaspilleront bien des ressources, car ils ne sont pas maîtres d'y renoncer; et, les Polonais l'ont compris, leur présenteront plus d'une chance de se soustraire à leur joug. — La guerre d'Italie est venue ajouter une énergie nouvelle à leur détermination. Le champ d'avenir s'ouvrait désormais large, clair, déblayé des anciennes entraves. Tout concourait à leur donner du cœur et de chances nouvelles.

Au moment où leur patrie était veuve de grands hommes et de grands caractères; — où toute la nation se ressentait de l'absence des lumières, étouffées par l'influence pernicieuse des jésuites; — où un roi pusillanime occupait le trône; — elle se vit attaquée par des monarques astucieux et habiles, tels que : Frédéric, — Catherine, — Joseph II et Marie-Thérèse, doublés de leurs ministres non moins remarquables. — Dans ces conditions, la lutte ne pouvait être égale, et la ruine s'ensuivit. Aujourd'hui tel n'est pas le rapport de la Pologne avec ses maîtres. Où sont donc en Russie, en Prusse, en Autriche ces grands caractères, ces organisations passionnées, capables de maintenir ces cabinets à la hauteur des circonstances et de leur passé. La violence ne suffit pas pour masquer la médiocrité.

En présence de tout ce qui arrive en Europe, depuis 1848, contre les intérêts et la volonté de la Sainte-Alliance, quelle a été l'action et l'attitude des hommes d'Etat de ces pays? Nous voyons la Russie, couverte d'opprobre, descendre peu à peu de son formidable piédestal; — la Prusse, n'osant défendre nulle part les intérêts dont elle se pro-

clamait naguère la protectrice ; — l'Autriche, à deux doigts de sa perte, hésitant à prendre une initiative résolue, dont la question polonaise lui fournit l'occasion, pour reconstituer son influence en Allemagne, et s'assurer des alliances utiles et solides ; — toutes les trois, n'osant s'entr'aider ouvertement ou rompre des rapports désormais onéreux ; — laissant partout s'accomplir, ce qu'elles n'ont pas le génie ou la force d'empêcher ou d'établir.

La France et l'Italie, seules sur le continent, peuvent se féliciter d'avoir à leur tête des hommes incontestablement supérieurs, bien secondés, avec des vues bien déterminées, au moment où, il faut le confesser, il y a bien des nullités ailleurs. Mais la France et l'élu du suffrage universel, peuvent-ils être contraires à la Pologne après s'être proclamés les protecteurs actifs des causes justes et des nationalités ?

Supposez à Saint-Pétersbourg, à Vienne, à Berlin, des Charlemagnes, des Borgias, des Sforces, des Charles-Quint, des Jules II, des Médicis, des Ximenez, des Richelieu, des Moron, des Napoléon, et certes la France aurait eu de la peine à reprendre son rang, l'Italie à s'émanciper et l'Europe à s'acheminer vers son état normal.

Au moment où le monde entendait proclamer le principe des nationalités et que l'opinion générale lui faisait un si retentissant accueil, était-il prudent de la part du Cabinet russe, de ne pas se tenir sur ses gardes, et de n'avoir pas fait son possible pour éviter l'évocation de la question polonaise ? Sans prévoyance aucune, nous le voyons donner dans le piège que les circonstances lui tendaient. Il se laisse aller aux provocations, aux répressions les plus passionnées,

précisément pour placer cette question dans la sphère où il ne dépend plus de la Russie toute seule de la résoudre. Ne devait-on pas conjurer cette éventualité, car c'était évidemment jouer le jeu de ses adversaires et accepter le débat sur le terrain par eux choisi. — La maladresse est flagrante et ne fait pas honneur à la perspicacité des hommes d'Etat de Saint-Pétersbourg. Si la question polonaise n'eût pas été réveillée et surexcitée par le Gouvernement russe, — si par des concessions accordées à temps, assez larges pour calmer les esprits, sans compromettre tous les intérêts du dominateur, on avait au moins temporairement ôté tout prétexte à l'occident de se mêler de cette affaire, on aurait agi avec sagesse. Par une satisfaction partielle, mais franche et immédiate, des aspirations nationales, on aurait conservé aux concessions le caractère d'un arrangement intérieur, et, par cela même, affaibli l'élan irrésistible du principe nouveau.

Une pareille conduite était indiquée surtout par l'attitude imprudente prise par le Cabinet russe relativement à ses aspirations panslatives, dévoilées trop tôt et poussées trop loin. — On en parlait ouvertement en Russie, officiellement comme extra-officiellement. La censure les approuvait, les excitait. On en parlait à la Pologne, se flattant d'y étouffer le patriotisme par le panslavisme. On est allé jusqu'à mettre en avant le marquis Wielopolski, coryphée de ces idées, sans songer qu'en les affichant ainsi au grand jour, on ouvrait les yeux à ceux qui en sont directement menacés. — L'Autriche elle aussi possède des sujets slaves ; elle en possède beaucoup et y tient passablement. Elle ne

pouvait voir d'un œil indifférent, ni laisser s'établir de pareilles doctrines sur ses frontières, leur fournir bénévolement des matériaux pour qu'elles prennent corps et la trouvent sans défense. On devait supposer et prévoir que cette puissance, certes plus profonde dans ses vues que les slavianophiles russes, ne resterait pas sourde à ces provocations. L'Autriche avait trop à craindre d'un pareil avenir et beaucoup trop à gagner dans les circonstances présentes, pour ne pas deviner qu'une Pologne indépendante peut seule la mettre à l'abri des témérités panslaviques de Saint-Pétersbourg.

Ainsi donc, le Cabinet russe, en poussant les Polonais à prendre les armes par désespoir, avec l'arrière-pensée de saigner à blanc la Pologne et d'en avoir vîte raison, s'est fourvoyé et s'est laissé mener là précisément où de plus adroits que lui ont désiré le voir arriver. Tant que la Pologne n'avait pas fait signe de vie par elle-même, il n'y avait pas moyen d'invoquer en sa faveur soit les traités, soit le principe nouveau. La Russie a ouvert elle-même une large brêche à ce principe par l'évocation de l'insurrection polonaise, et chaque jour éclaire d'une lueur sinistre la détresse de l'Empire. Huit mois de lutte n'ont produit d'autre résultat que de disloquer ses forces, détendre les ressorts de l'organisation administrative et militaire, anéantir la discipline et faire un vide profond dans les états-majors de l'armée et les finances de l'Etat. Cette brêche reste ouverte à l'assaut du premier venu et constate une fois de plus l'imprévoyance et la médiocrité de ce Gouvernement réputé si habile, dont l'action prépare la ruine de l'Empire.

Certains Russes, se disant avancés, semblent faire un crime aux Polonais de leur tiédeur envers le panslavisme. Ils voudraient les voir partager indéfiniment leurs fers et leur misère morale pour arriver un jour, disent-ils, à la délivrance de tous les slaves. Ce sacrifice bénévole serait absurde dans le moment actuel, de la part d'une nationalité plus avancée comme la Pologne. Elle ne peut abdiquer son individualité vivace, palpable, énergique, contre un idéal mal défini, incertain, problèmatique. Il n'est pas aisé à toute une nation, dont l'état actuel est le fruit d'un travail organique séculaire, de renoncer, *même volontairement*, à son passé et son avenir, comme s'il ne s'agissait que de quitter un vêtement incommode. Un individu peut se faire renégat, jamais un peuple. Toute la puissance et l'astuce des czars s'y est usée en vain. — Si l'union slave s'accomplissait sous leurs auspices, où est la garantie que ce régime, fort d'un pareil succès, ne s'y perpétuerait pour toujours, disposant de tant de moyens nouveaux d'oppression ? — Avec un pouvoir sans bornes, sans contrôle, — avec des ressources immenses, une population ignorante et docile, — avec les circonstances extérieures les plus favorables jusqu'à ces derniers temps, qu'ont fait les monarques moscovites de cette grande nation soumise à leur verge de fer ? « Est-elle plus heureuse, riche, éclairée, vertueuse, libre enfin ? Est-elle à l'abri des attaques extérieures et des convulsions intestines?» Exploitée par une nuée de sangsues étrangères, est-elle parvenue à se donner au moins l'apparence slave qu'elle ambitionnait, et qu'il était si facile de se créer en rempla-

çant l'élément germanique par l'élément polonais, dont les aptitudes, l'intelligence vive, les qualités guerrières, les vertus, l'héroïsme brillent aujourd'hui d'un si grand éclat, et constituaient le plus riche trésor d'avoir social que les czars ont ignoré, méconnu et fait tout leur possible pour anéantir !

Tout effort d'absorber, en faveur du czarisme, les divers peuples slaves actuellement soumis ou non soumis à son autorité, se brisera toujours contre la barbarie et l'absolutisme servile dont ce régime est l'expression et l'application. Mettant même de côté toute divergence de tendance ou d'origine des peuples slaves non moscovites, parmi lesquels les traditions de liberté, du *self-gouvernement*, de mansuétude, de franchise, de probité sont si profondément enracinées par les mœurs, les lois, l'organisation présente ou passée, comment se flatter d'amener ces peuples nombreux à répudier, à dénaturer leur caractère, étouffer leur raison, éteindre leur intelligence, briser leurs intérêts pour adopter le régime czarien ? En place du sentiment profond du droit, en place de l'autorité juste et raisonnée de la loi, émanation de la souveraineté populaire, accepter une autocratie théocratique dont l'action violente, sans respect pour la raison et l'humanité, abrutit tout ce qu'elle touche : n'est pas possible. La confiscation arbitraire de la personne et de la propriété, — les peines corporelles, — la brutalité bestiale, — la servilité, la vénalité, la dégradation de la dignité humaine, la perfidie, l'avilissement des caractères, la persécution de la pensée, toutes ces plaies saignantes de la société russe ne suffisent-elles pas pour

creuser un abîme entre la Russie, telle qu'elle se présente au monde du XIXe siècle, et tous ceux qu'elle domine brutalement ou prétend s'annexer ? Non ! non ! cela est au-dessus de toutes les forces du despotisme. La matière martyrisée, tourmentée, déportée, knoutée, tant qu'elle est vivante, reste accouplée à l'âme, à l'esprit, à l'idée, à cette partie intellectuelle et morale qui pense et juge, émanation sublime de la divinité. Elle ne saurait abdiquer, car cela n'est ni dans les desseins ni dans les lois de la création. Il faut que la brute bestiale, façonnée en organisme politique par les czars, brute matérialisée, subjugée, *chloroformisée* par des instincts de conquête et de rapine, s'émancipe, ait conscience d'elle-même comme être moral et responsable ; — c'est alors seulement que les affinités de race peuvent être invoquées, non pour faire rétrograder le tout, mais pour le faire avancer dans l'arène du progrès. Sans cela, quel alliage peut-on prétendre faire de la matière brute pétrie par les czars, avec l'âme vivante et pensante de ceux qu'elle martyrise, qui lui résistent et qui, fidèles à leur mission, jalonnent de leur sang le plus pur la véritable voie providentielle aux générations présentes et futures.

Que les Russes bien pensants soient une fois Russes et cessent de s'éblouir du fantôme panslavique ; alors seulement ils pourront prétendre aux institutions libérales et arriver à réaliser les véritables destinées de leur pays. Alors, ils comprendront que leur plus pressant intérêt est de voir la Pologne antique se détacher de leur Empire, se constituer indépendante et forte, et suivre les destinées

que l'essence de sa civilisation occidentale lui a tracées. Au lieu de la voir traînée comme une bombe explosible au pied de leur colosse d'argile, ils pourront un jour s'aligner sur elle et puiser dans ses institutions les principes salutaires de liberté politique et de dignité humaine dont ils sont sevrés.

» D'ailleurs la suprême habileté des nations, comme celle des individus, consistera toujours à faire son devoir, et cette vérité est sans aucun doute un des enseignements les plus profonds, les plus utiles qu'on puisse retirer de l'étude consciencieuse de l'histoire. » Les Polonais, en poursuivant par tous les moyens en leur pouvoir la conquête de l'indépendance, obéissent à cette suprême habileté. Tout se réunissait pour leur imposer la nécessité de se séparer de la Russie : intérêts politiques et matériels, — situation embarrassée et conduite imprudente de leurs maîtres, — circonstances extérieures et principes modernes de droit public, — conscience enfin de leurs forces, de leurs ressources matérielles et morales.

Résumant tout ce que nous venons d'exposer, on peut se rendre compte quel a été le caractère des mesures prises par les czars à l'égard de la Pologne, et quels en sont les résultats. On peut s'expliquer pourquoi de ce côté la Russie restera toujours vulnérable, la Pologne toujours à la veille et en état de reconstituer son antique indépendance. Nous avons tâché d'indiquer les erreurs où est tombée une politique certainement fort habile par ailleurs, et dont les succès

à l'extérieur sont dûs principalement à l'esprit de suite et à la finesse proverbiale de sa diplomatie, qualités précieuses une époque de transition, de médiocrités ambitieuses et à d'instabilité politique.

La domination étrangère, avons-nous dit, s'est trouvée en présence d'un principe supérieur et dans l'impossibilité absolue de lui en opposer un autre équivalent. — Elle a méconnu la nature des éléments dont elle s'emparait, — n'a pas saisi leur signification, relativement à l'avenir qu'elle ambitionnait, — n'a pas su procéder à l'œuvre qu'elle s'était proposée. — Elle a choisi la voie la plus difficile, la plus périlleuse, la moins praticable, toute contraire au but véritable de sa raison d'être. — Elle a créé un état de choses pire pour elle-même que celui qu'elle avait reçu. Au lieu de se consolider en Pologne, elle n'est parvenue qu'à y accumuler tout ce qui doit la lui arracher, tout ce qui peut lui aliéner le reste des slaves. Elle n'a aucun droit, aucune base pour y être tolérée, et sa durée, dont le terme prochain est facile à pressentir, ne saurait se prolonger sans danger réel pour l'avenir des gouvernements qui l'exercent, pour celui de leurs propres sujets, comme aussi pour la sécurité, les intérêts et l'honneur des puissances qui lui sont opposées. — Elle a sapé la base et le respect du pouvoir suprême en réveillant parmi ses propres sujets le ferment révolutionnaire mortel pour l'absolutisme ; elle les a poussés vers l'examen de son essence et de sa conduite et leur a permis de juger les dangers menaçant l'Etat, fruit de ses excès et de ses fautes. Elle s'est engagée dans une impasse, où il lui est impossible de revenir sur ses pas, —

où elle use sans profit et sans gloire ses forces et les inutilise pour le développement des véritables intérêts de l'Empire. — Au lieu de fonder, elle s'est égarée dans un provisoire d'arbitraire sans limite, sans terme probable, envenimé par l'incapacité, l'insolence, la rapacité et la barbarie des agents dont elle est obligée de se servir, — provisoire conduisant logiquement, fatalement à sa destruction ; car, après un siècle d'essais malhabiles, elle ne saurait prétendre marcher ainsi indéfiniment. Si jusqu'à présent rien n'a sérieusement contrarié son action violente, à un moment donné la mesure sera comble et rien n'en arrêtera le débordement. La patience des victimes, l'aveuglement de ses sujets, la longanimité de l'Europe auront un terme, — et ce terme est rapproché par les imprudences, l'insanité et les fautes des dominateurs et de leurs instruments avilis.

Nous avons raisonné D'APRÈS LES PRINCIPES ET LES INTÉRÊTS DE L'INVASION, il nous reste à adresser quelques paroles à la victime de ces cruelles expériences, de ces malhabiles excès, — car si on lui a fait chèrement payer ses erreurs passées, le moment est venu où la domination étrangère sera forcée d'expier les siennes.

CHAPITRE III.

—

La Pologne aux prises avec l'invasion.

III

Comprenant parfaitement la situation que le démembrement à trois et ses conséquences leur faisaient, — connaissant mieux que le reste de l'Europe leurs propres ressources et celles de leurs ennemis, forts de leur droit, inébranlables dans leur résolution, parce qu'ils n'ont jamais perdu la conscience du principe qu'ils représentent, les Polonais n'ont fait que leur devoir, et l'ont fait d'une manière sublime en résistant de toutes leurs forces à la domination étrangère, en ne pactisant jamais avec elle, en ne perdant jamais l'occasion de la combattre ni l'espoir de la briser.

Après tant de revers, de déceptions, de calomnies calculées, ce peuple, effacé de la carte officielle, assailli, décimé, trahi par tous et partout; ce peuple, dont l'extrait mortuaire a été tant de fois acclamé par des gouvernements

pusillanimes, se lève plus robuste après chaque défaite, — ne cesse de continuer son existence posthume, et le sang généreux qui coule de ses plaies béantes à chaque convulsion européenne atteste qu'il n'est pas mort. — Sa vitalité, sa signification grandissent chaque jour par l'importance que leur donnent les graves complications de l'époque, les questions nouvelles que ces complications soulèvent et les principes qu'elles établissent.

Démembré : — il ne cesse de former un *tout* dans l'esprit et la conviction des Polonais, — de ceux qui peuvent être intéressés à l'existence d'une Pologne puissante, — et dans la conscience de leurs ennemis eux-mêmes.

Déshérité de la vie politique : — ce peuple ne cesse de rechercher dans son passé, dans sa constitution actuelle, dans ses propres entrailles des remèdes efficaces aux maux, aux abus qui l'ont précipité dans l'abîme. Ces magnifiques paroles, dites sur la Pologne dans le siècle passé, ne sont-elles pas aujourd'hui palpitantes d'actualité : « Elle est dans » les fers, et discute les moyens de devenir libre ; elle » sent en elle cette force que celle de la tyrannie ne peut » subjuguer. Je crois voir Rome assiégée régir tranquille- » ment les terres sur lesquelles son ennemi venait d'asseoir » son camp. »

Enfermée dans la tombe : — elle en soulève la pierre et tend son bras armé d'un flambeau, comme Jean-Jacques dans sa crypte glorieuse ; elle envoie ses fils errants parmi les nations pour leur confier la garde de ses droits et de son honneur, et les charge de dissiper les ténèbres dont on l'entoure.

Incomprise, calomniée dans son passé comme s'étant détruite de ses propres mains par l'adoption de la monarchie élective, la Pologne peut répondre que la catholicité n'en a jamais eu d'autre ; que Rome et le Saint-Empire qui en recueillit l'héritage, que les Arabes, jadis illustres civilisateurs de l'Espagne, arrivèrent à la gloire, à la puissance, gouvernés par des chefs électifs ; — que la dynastie des Romanofs, en Russie, n'a pas d'autre origine ; — que la France moderne a eu trois fois recours, depuis soixante ans, à l'élection : non sans profit ni sans gloire. — D'ailleurs, les fastes de ces monarques, de ces dynasties électives en Pologne, sont purs de toute souillure. Vainement y chercherait-on cette trame de honte, d'iniquités, d'incestes, de sang, de parricides, de trahisons, d'usurpations, de fanatisme atroce dont l'histoire des autres monarchies nous déroule l'horrible tableau. — Sur le trône électif, volontairetairement transformé par les Polonais en 1791 en trône héréditaire, la royauté qui y régnait et ne gouvernait pas (comme le désirent nos politiques modernes), même représentée par des individualités déchues, est restée jusqu'au dernier jour inviolable, intacte, affectueusement respectée. Ce n'est pas la nation qui lui a fait défaut, — c'est elle-même qui y a tout fait et ne cesse de faire pour perdre son prestige. L'élection des rois en Pologne était certes plus légitime, meilleure, que toutes les criminelles usurpations par lesquelles le trône des czars se remplit. « La légalité » même anarchique est plus près du droit que le crime et » l'usurpation. »

Aux défenseurs suspects du catholicisme, exaltant le

czar orthodoxe comme représentant de la légitimité en Pologne, trop oublieux des services rendus par elle à la chrétienté, ce peuple, livré par quelques successeurs de Saint-Pierre aux fureurs schismatiques, peut rappeler ses institutions politiques, ses formes municipales, l'organisation toute paternelle de ses antiques communes, ses mœurs, ses usages domestiques tout imprégnés de l'esprit, façonnés sur le modèle chrétien.

A la mort de son roi, cette nation chevaleresque prend le deuil général. Ces têtes altières se couvrent de bure (Kaptur), toutes les affaires mondaines cessent, tous les pouvoirs, toute l'autorité est remise entre les mains du *prince* Primat. — A son appel, tous réunis dans une vaste étable (szopa) couverte de chaume, en mémoire de celle où naquit le Sauveur, ils invoquent l'Esprit-Saint avant de procéder au plus grand acte de la vie nationale, à l'élection d'un Roi ! — Ses municipalités observent l'usage de faire nommer treize membres et d'en éliminer un par le sort, en souvenir du traître Judas. — A l'heure qu'il est, ces volontaires héroïques, avant de prendre les armes, se pressent autour des autels, reçoivent le sacrement de l'absolution pour offrir en sacrifice à la patrie leur âme pure de toute souillure. — L'Espagne allumait ses bûchers, exterminait les maurisques, les hérétiques par le glaive et le feu ; — la France se noyait dans le sang de ses propres fils huguenots ; — l'Angleterre persécutait les papistes ; — l'Allemagne se laissait déshonorer par des bandes fanatiques, des exterminateurs sanguinaires, aux mêmes époques où la Pologne, quoique fervente dans son culte pour Marie mère de Dieu,

ouvrait ses portes hospitalières à toutes les croyances, à toutes les sectes persécutées, — abritait dans ses villes la majorité de ce peuple Israëlite pourchassé de partout, et gagnait par une alliance de famille toute une nation, la Lithuanie, au christianisme (*).

(*) « Etonnant spectacle que celui de la réformation en Pologne. Il fait apparaître dans tout son éclat le caractère élevé de la nation. Jettons un coup-d'œil sur les événements contemporains. En Espagne, le silence du sépulcre; — dans les Pays-Bas, le duc d'Albe extermine 18,000 personnes; — en Angleterre, la sanglante restauration de Marie Tudor; — en Ecosse, les assassinats judiciaires et extra-judiciaires; — à Genève, on mène Servet au bûcher; — l'Allemagne, à l'abri de la paix d'Augsburg, amassant les matériaux de la guerre de trente ans; — en France, quatre guerres civiles, quatre traités rompus et le massacre de la Saint-Barthélémy.

Quand dans toute l'Europe le sang coulait dans des guerres fratricides ou sous la hache du bourreau, — quand les partis en lutte brûlaient leur prochain, renversaient les églises, — quand partout on se repaissait de cruautés et d'injustice, comme de pain quotidien, — quand des millions de victimes de leur conviction consciencieuse assistaient à la ruine de leur bonheur domestique par suite des événements publics, en Pologne chacun croyait comme il l'entendait et ne rendait compte de sa croyance qu'à Dieu, seul créateur et juge universel. La nation en général est restée calme; la fraternité parmi les nobles, jouissant alors de droits politiques complets, ne fut pas un seul jour troublée, — personne ne songeait aux persécutions ni aux troubles non plus. — Dans toutes les assemblées publiques, dans les diètes, on n'entendait qu'un seul vœu : celui d'un Concile (Sobor) national, pour rétablir l'unité de la foi. La lutte des croyances religieuses n'y amena point de révolution sociale; — les excès individuels, provoqués par des fanatiques ou des exaltés, ne gâtent rien au magnifique ensemble du tableau.»

(Epoque de Sigismond-Auguste II, par S. Golembiowski.)

Discours du roi S. Auguste II Jagellon, prononcé à la Diète, le 2 août 1569 :

» ..... Il m'est bien douloureux de voir que sous mon règne sont venues se produire différentes croyances sur notre sainte foi chrétienne, — car il est de mon devoir de veiller à ce qu'il n'y ait qu'une autorité dans la république et une foi dans l'Eglise. Et comme c'est pour moi une obligation, et que mes conseils ecclésiastiques et vos Seigneuries ne cessez de me le rappeler, donc je vous le dis, et vous daignerez le savoir et le faire savoir à Messieurs vos frères, qu'en vérité, avec l'aide de Dieu Tout-Puis-

Si de la forme nous passons au fond, peut-on oublier la création de l'Eglise du RIT GREC-UNI destiné à fonder, par tolérance et fusion volontaire, l'unité de l'Eglise chrétienne. Exécutée avec prudence par la Pologne, cette mesure de conciliation avait déjà donné des résultats d'une haute portée pour le monde chrétien. Elle fut arrêtée, contrariée, persécutée par le zèle mal inspiré d'une trop fameuse congrégation, dont l'intervention inopportune a toujours coûté cher à la Pologne. — L'infatigable persécution dont ce rite ne cesse d'être l'objet de la part des czars orthodoxes, prouve le mieux son importance. — Libre enfin aujourd'hui de manifester ses sentiments, le peuple polonais, fidèle au dogme de la fraternité chrétienne, proclame l'égalité et la liberté de tous les cultes, de toutes les conditions, de toutes les races qui habitent son sol hospitalier, et devance en ceci bien des peuples modernes.

Accusé par des clameurs vénales d'incapacité native, propre à tous les slaves, de se gouverner, de se constituer

sant, je veux faire mon possible pour qu'il en soit ainsi. — Mais que nul ne me soupçonne que je veuille ramener qui que ce soit à la foi par violence ou cruauté, ou opprimer les consciences ! — Par ma foi, ce n'est pas là mon intention ! car il ne m'appartient nullement de créer la foi. Je sais que c'est l'œuvre de l'Esprit-Saint. Mais j'espère en la grâce de Notre Seigneur et Maître à tous, pour m'aider à cette œuvre et amener les peuples à bien.»

En 1514, le trésorier de la Couronne publie un Edit de Sa Majesté par lequel il ordonne de ne pas poursuivre devant les tribunaux ceux qui se livrent au braconnage dans les forêts de la Couronne, un si minime délit n'en valant pas la peine. — En France, encore sous Henri IV, on pendait le paysan, quand même il aurait abattu à la chasse un animal nuisible.

« Les Starostes et les baillis qui se permettraient d'exiger ou de toucher des contributions indues ou non votées quelconques, perdront leurs places, et leurs lieutenants ou agents la vie. » (Statuts). — Voilà comment on pensait et procédait en Pologne quand elle avait son libre-arbitre.

en nation (*), le peuple polonais, même sous le joug étranger, parvient à traiter, à résoudre des questions de la plus haute importance économique et sociale. A l'ignorance présomptueuse, ne reconnaissant qu'à elle seule des facultés et des aptitudes supérieures, il peut rappeler son organisation politique représentative ayant duré des siècles, il peut citer ses doctrines, ses institutions de crédit et de circulation, d'assurances, d'hypothèques, tardivement imitées ailleurs, — ses fondations charitables, ses monts-de-piété prêtant sans intérêt, — ses établissements d'éducation publique gratuite ou à prix réduit : résultat des efforts et des dons particuliers (**), — la création du premier ministère d'instruction publique en Europe, — les nombreuses sociétés de tempérance, agronomiques et autres, par l'intermédiaire desquelles les classes intelligentes et riches, indifférentes ailleurs au sort du laboureur et du pauvre, sont parvenues en Pologne à moraliser le paysan, à lui enseigner les meilleures méthodes de culture. La Pologne peut demander hardiment quelles sont les régions du savoir humain dont ses fils n'aient pas contribué à élargir les limites ? Kopernik n'a-t-il pas précédé Galilée ? Quels sont les champs de

(*) « Les peuples slaves sont incapables de rien constituer tout seuls.... » Les Polonais doivent être considérés seulement comme élément de désor- » ganisation au service de la France.... » Fameuse dépêche de M. de Circourt, chargé d'affaires de France à Berlin, dont la publication dans le *Moniteur* du 27 avril 1848, par ordre de M. de Lamartine, indigna l'opinion générale.

(**) L'Université de Cracovie possédait en dotation quinze millions de florins confisqués par l'invasion. — Dans les colléges et lycées, avant 1830, d'où les élèves sortaient bacheliers ès-sciences et ès-lettres, l'inscription annuelle était de 15 francs de France.

bataille des luttes modernes que ses guerriers, chefs ou soldats, n'aient pas illustrés ? — quelle est la cause qu'ils aient jamais trahie ? — qui les a surpassés en dévoûment pour la chose publique, en constance dans les principes, en amour de la liberté et de la Patrie !

Malgré l'ignorance ou la mauvaise foi des détracteurs de la Pologne, vous, ses fils modernes ! vous pouvez vous glorifier et vous inspirer du noble passé historique laissé par vos ancêtres. La civilisation, la liberté, la justice y marchaient de front, guidées par une foi fervente et sincère. Ces imposantes figures de citoyens, de législateurs, de guerriers, de prélats, de chrétiens, traversent votre histoire comme de lumineux exemples de grands et nobles devoirs pour vous ! — Ne vous arrêtez pas aux derniers siècles de corruption et d'influence étrangère, — ce n'est plus la grande nation. — La foi y est remplacée ou par le fanatisme ou par l'athéisme, banales imitations des doctrines exotiques. — Grâce aux perfidies des cours voisines, la liberté s'exalte jusqu'à la licence ; l'influence autrefois paternelle du noble dégénère en domination avide et souvent barbare. Ce noble, dont le premier devoir, qu'il savait autrefois remplir, était la défense de la République et des lois, — qui, rentré au foyer domestique ; nous apparaît non comme seigneur mais comme père, également sèvère pour lui-même et pour les siens, — remplissant là comme aux diètes, comme sur les champs de bataille, une fonction publique, presque un sacerdoce, car il gouvernait l'Etat et sa maison au nom de Dieu et du bien public : — une fois que dans son cœur les grandes vertus, les grands devoirs

et le Dieu de ses pères ne trouvent plus d'écho, devient le jouet des événements qu'il dominait autrefois et tombe dans l'abîme de misère et d'oppression où tout devait s'engloutir. — C'est à vous qu'il appartenait de racheter cette défaillance de l'esprit public de votre pays dans les siècles derniers, — de relier le passé de vos ancêtres à un avenir digne d'eux et de vous ! — L'esprit de sacrifice, de dévoûment à la chose publique, l'oubli de soi-même pour les autres, — ce caractère éminemment chrétien, — brille dans toute l'histoire de votre antique patrie. Wanda, — Hedwige en ouvrent la marche. Czarniecki, Sobieski, Pulaski, Kosciuszko, Poniatowski et tous nos martyrs modernes la continuent. Cet esprit sauveur a survécu chez vous à tous les malheurs publics et privés. Il fait votre gloire, il fera votre salut.

» Au moment où tant d'autres peuples semblent ne s'émouvoir qu'à la voix des intérêts et des passions, — où tant de fronts se courbent sous la brutalité du fait et semblent douter ou renier tout droit, tout principe, votre cause seule représente le principe impérissable de justice, sans lequel nulle société ne peut exister. — La sympathie acquise à cette cause, les haines et les calomnies dont elle est par ailleurs l'objet, ne sont autre chose que la voix de la conscience qui se fait jour pour rendre témoignage à la valeur du droit contre le fait. »

Avec un tel passé, de tels précédents, la Pologne assaillie, menacée dans tous ses intérêts et tous ses droits par l'action

implacable de l'invasion étrangère, s'est trouvée tout-à-coup en présence du courant des idées, des faits, des intérêts et des principes modernes formulés, accomplis en Europe dans ces dernières années.

L'expédition d'Orient, terminée par l'émancipation des principautés Danubiennes et l'abaissement de la Russie, — la guerre d'Italie et ses conséquences politiques, — le suffrage universel proclamé, — le principe des nationalités mis à l'ordre du jour, — la transmission, le passage régulier, pacifique, de provinces, de royaumes entiers, d'une puissance à l'autre, par l'assentiment des populations, ont dû influer sur l'attitude et les déterminations des Polonais, car tous ces précédents faisaient entrevoir le jour où, avec des circonstances correspondantes, les mêmes principes seront invoqués et appliqués avec succès en leur faveur pour asseoir la paix générale, ce *desiderium* de toutes les époques, sur une base durable. — Prenez tout ce qui a été dit officiellement et officieusement à propos de l'Italie, de la Savoie, des Principautés, de la Grèce, des îles Ioniennes, de la Syrie, dans les journaux et les circulaires diplomatiques de toutes les puissance, y compris la Russie, — mettez à la place de ces Etats le nom de la Pologne, et tous ces raisonnements victorieux n'en deviennent que plus justes et plus logiques, et devaient par conséquent surexciter l'opinion d'un pays ayant déjà conscience des embarras de ses maîtres, de ses propres forces et des intérêts des diverses puissances européennes.

L'avènement de la dynastie Napoléonienne, dont la principale préoccupation devait être de reconquérir et de main-

tenir à la France l'influence politique à l'extérieur, avait forcément rompu les anciens rapports des grandes puissances en posant des faits, des questions, des intérêts nouveaux. — Or, il ne pouvait être douteux qu'il sera toujours de l'intérêt d'une dynastie nouvelle de modifier et de changer l'état des choses antérieur autour de soi (*) et de le remplacer par l'application des principes et des idées opposés à ceux qui lui étaient hostiles, sous peine de se trouver sans alliance et sans appui au jour des revers. De cette manière seulement on consolide l'édifice nouveau, tout en affaiblissant ou supprimant ce qui pourrait lui devenir contraire.

Il était aussi à supposer que, mettant à profit la puissance et l'influence acquise par ses soins à la France, le chef de la dynastie napoléonienne se gardera bien d'encombrer la minorité ou la marche future de ses successeurs, en laissant irrésolues et en suspens des questions aussi graves que celles de Pologne, d'Orient et d'Italie, quand tout indiquait que la première de ces questions présentait le plus d'urgence, de facilité et d'éléments de succès, exaltait la popularité des Napoléons, et offrait pour ainsi dire la clef pour résoudre les autres à son propre avantage et à celui de l'Europe entière.

Le principe des nationalités une fois posé, il fallait admettre qu'il se maintiendra, ou qu'il succombera devant quelque nouvelle coalition. — Dans la première hypothèse, comment mettre hors la loi la plus légitime, la plus palpa-

(*) Par cette politique, Frédéric II consolide la Prusse et sa dynastie ; Louis-Philippe perd le trône pour ne pas s'y être conformé.

ble, la plus homogène et la plus considérable des nationalités? — Et puis ne voyait-on pas poindre dans le lointain l'unité allemande avec la Prusse ou l'Autriche pour centre d'attraction selon les circonstances? — Comment les cabinets européens pourraient-ils voir se former cette puissance nouvelle et lui permettre de garder ses possessions polonaises, qui la mettraient dans la nécessité de rester en communauté d'intérêts avec la Russie? — Dans tous les cas, n'y aurait-il pas urgence pour la France, comme pour l'Angleterre, de trouver de quoi remplacer l'alliance éclipsée de la Prusse ou de l'Autriche, englobées dans l'Allemagne en cas de complications nouvelles? Il faudra donc désirer et accepter une Pologne indépendante et puissante, pour se garantir des coalitions et des invasions probables, si on laisse l'Autriche ou la Prusse prendre la tête de l'Allemagne et la Russie s'étendre et se consolider.

Si, par impossible, le principe moderne succombe dans quelque cataclysme imprévu; si on tombe d'accord pour démembrer la Turquie entre ceux qui, comme le lion de l'Écriture : *spectant quem devorent;* — comment laisser à la Russie la possession de la Pologne, si elle fait de nouvelles acquisitions, ou si, lui ayant refusé sa part dans ces dépouilles, on veut se prémunir contre ses colères? — Ce serait agir en aveugle, et, dans ce cas encore, il y aura nécessité de voir s'établir un intermédiaire entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, devenues trop puissantes pour éviter un jour quelque choc terrible entr'elles, ou quelque entreprise audacieuse contre l'Occident. — Ce système de séparation des grands Etats par des Etats indépendants,

préconisé par le prince de Talleyrand, mais mal appliqué en 1815, car des délimitations factices sans égard à la nationalité, aux affinités, ne sont pas des Etats, ce système, disons-nous, est encore à l'ordre du jour parmi les hommes d'Etat de la Grande-Bretagne, dont les intérêts et la politique seront toujours contraires à la formation de trop grandes puissances sur le continent, et à l'absorption de celles de second et troisième ordre. — Ils pensent avec raison, qu'avec un certain nombre de puissances secondaires, alliées entr'elles, on peut mettre un frein à l'ambition des grands Etats et par cela même assurer la liberté et l'indépendance de l'Europe.

Pourtant, malgré les sollicitations impérieuses, entraînantes, de tant de circonstances favorables ; — malgré la situation cruelle où se débattait leur patrie, les Polonais ont gardé longtemps une attitude expectante et calme, non sans réfléchir et sans examiner toutes les combinaisons propres à remédier à leur position anormale ; toutes celles que les évolutions de la politique du jour pouvaient leur rendre propices. Tenant compte des appuis et des conseils que cette politique semblait leur promettre, ils lui ont laissé le temps de formuler ses propositions, de démasquer ses desseins. Mais pouvaient-ils longtemps indéfiniment s'abuser sur la valeur de ces concessions, de ces réformes sans nulle garantie réelle ; de ces propositions éludant le fond de la question, et ne pouvant nullement sauver une situation tendue, — impossible ? Une longue et sanglante

expérience ne leur a-t-elle pas appris la valeur des traités et des stipulations officielles à leur égard? Fallait-il se résoudre à recommencer encore la fatale expérience avec la conscience de son inutilité? A cette Pologne démembrée, écartelée par tant de conventions, les co-partageants ont imposé à leur convenance, sans son avis, des conditions d'existence conformes à leurs appétits. Ces conditions léonines elles-mêmes ont elles jamais été observées, exécutées avec bonne foi, respectées au moins ostensiblement? On les violera, comme on les a violées toutes, chaque fois que cela convenait aux trois envahisseurs. Là ne pouvait et ne peut se trouver le terme de leurs maux. Il fallait placer le problème d'une manière plus large, sur un terrain élevé donnant une résolution claire, définitive, et présentant surtout des pierres d'attente, par sa signification même, aux intérêts d'une population de 23 millions d'âmes répandue sur un territoire de 76 millions d'hectares, et aux combinaisons politiques de l'Europe. L'indépendance seule pouvait rendre à la Pologne ce qu'elle a perdu, sauver et garantir tout ce qui la constitue, lui donner les forces nécessaires pour se développer puissante et libre, et offrir un élément d'alliance respectable à ses proches. — A cette condition seule on pouvait comprendre et espérer un revirement favorable dans l'attitude de quelques puissances, et compter sur des encouragements et des appuis matériels au-dehors. Toute autre combinaison, limitée aux stipulations des démembrements, au royaume de 1815 ou à de nouveaux morcellements, devait être éliminée; — car pour un si mince résultat, ni les Polonais n'auraient voulu

recourir aux moyens extrêmes, ni aucune puissance, intervenir sérieusement, ou risquer la guerre.

Une fois le but nettement posé, quelle était la voie la plus rationnelle qui pouvait y conduire?

La réserve officielle affectée en Europe en tout ce qui touchait à la Pologne, ne pouvait échapper à l'attention des patriotes. Les enseignements du présent et du passé leur ont servi d'indice, combien en politique moderne on a l'habitude de parer aux difficultés par des expédients, de consulter avant tout son propre intérêt du moment, en perdant souvent de vue celui de l'avenir. Cette devise vulgaire : aide-toi, le ciel t'aidera, ne cessait de résonner à leurs oreilles.

L'empressement de tout ministère anglais : Grey, — Russell, — Palmerston, à déclarer à chaque occasion que la Grande-Bretagne et la France n'ont pris aucun engagement pour relever la Pologne; — que c'est à la Prusse, alliée ouverte de la Russie, et à l'Autriche alliée douteuse de l'Occident, toutes deux complices du partage, qu'il appartient, si elles le veulent, de la reconstituer ; — les éloges et les encouragements prodigués aux *intentions généreuses*, bénévolement attribuées à Alexandre II ; — les propositions jetées en avant de temps en temps sur la convenance de renforcer les puissances allemandes contre la Russie ou la France, par l'adjonction de certaines provinces de la Pologne russe à l'Allemagne, — les tentatives de déclarer possessions de la confédération germanique des territoires polonais ou slaves, — l'influence que ne cesse d'exercer le Cabinet russe, par des canaux souterrains, sur

les dispositions et l'attitude de certains personnages, certains partis, certains journaux stipendiés par lui (*) ; toutes ces considérations devaient faire réfléchir profondément les Polonais et leur indiquer combien, dans le moment présent, avec le but qu'ils se proposaient, il leur importait d'être eux-mêmes les arbitres de leurs destinées, — les engager puissamment à concentrer tous leurs efforts, à réunir toutes leurs forces au profit exclusif de l'indépendance de leur patrie, — à se poser de manière à ce que personne ne puisse disposer d'eux, sans eux, comme en 1815, — les diviser, comme en 1812, — ou les mettre de côté, comme en 1856, dans l'arrangement des rapports internationaux. — Ils ne pouvaient oublier que, pour occuper une place correspondante à son passé et à son avenir, pour présenter un point d'appui, une alliance, une garantie aux nations désireuses de lui être utiles, ou à celles dont la destinée est de s'opposer à l'ambition des Czars, la Pologne devait être, autant que possible, fille de ses œuvres, — devait

(*) « A l'avènement de l'Empereur Nicolas, en 1826, les pensions secrètes payées à l'étranger furent *réduites* à douze millions ! — La diminution porte principalement sur les pensions accordées à des dames. Plusieurs diplomates étrangers y ont perdu. »

(Journal des *Débats*, 17 avril 1826).

« On dit que l'or jeté par nous en 1813, dans un des bassins de la balance, l'aurait fait pencher en notre faveur. C'est l'opinion de bien des gens, qui regardent la corruption comme un grand élément de succès. — C'était aussi la doctrine de Fouché. L'Empereur lui montrait, pendant le congrès de Prague, une fort belle tabatière ornée de son portrait et enrichie de diamants, destinée au prince ***. « Savez-vous, dit l'Empereur, » que cela me coûte 30,000 francs. » — « Est-ce avec cela que vous » pensez gagner le ministre de *** ? interrompit Fouché, ce n'est pas » 30,000 fr., mais 10,000,000 que vous devriez lui donner. » (Menneval).

s'incarner avant tout. — Les puissances hostiles à la Russie, fussent-elles le mieux disposées, intéressées individuellement ou collectivement à le faire, ne pouvaient provoquer une insurrection par un acte, une démarche ostensible ou secrète quelconque. Encore moins pouvaient-elles appuyer la Pologne, la reconnaître avant son apparition préalable. Pour entrer dans les combinaisons de la politique nouvelle, le soulèvement de la Pologne devait être un fait accompli, surtout en présence des affirmations mensongères officielles sur la renonciation des Polonais à leurs idées d'autonomie et de nationalité distincte. — L'insurrection enfin modifiait nécessairement l'attitude et la conduite de tous les Cabinets, mettait chacun à sa place, dévoilait la faiblesse des uns, la puissance des autres et donnait une sanction définitive au principe des nationalités.

Sans baser leur action sur la probabilité d'une intervention étrangère favorable, les Polonais ne rejettaient pas de leurs calculs cette éventualité, — mais ils ne pouvaient pas remettre à un pareil moment la discussion de ce qui leur restait à faire. Il fallait certes penser au moyen de la mettre à profit, avant qu'elle se présentât ; il fallait l'admettre comme probable, faire son possible pour l'amener mais ne pas la considérer comme la seule favorable à leurs desseins, et ne pas attendre qu'elle se présente pour s'en occuper ; — car, dans les choses humaines, si l'on attend le dernier moment pour prendre une résolution, rarement on prend la meilleure. La nécessité obscurcit le jugement et fait adopter souvent ce qu'on aurait rejeté comme préjudiciable. Tandis qu'en réfléchissant d'avance à toutes les éventualités,

en les examinant de sang-froid, on est maître d'adopter ce qui nous est le plus favorable.

Par ces considérations, les Polonais étaient seuls juges compétents de l'opportunité de leur intervention active dans les conflits européens, et ne pouvaient nullement se préoccuper si un soulèvement général convient ou ne convient pas à telle ou telle puissance étrangère. — Pouvaient-ils oublier ces graves paroles : « Ils ne doivent pas se reposer » exclusivement sur des secours étrangers ; — ils doivent » s'armer eux-mêmes, — inquiéter les Russes, — entre- » tenir une communication dans l'intérieur du pays. Toutes » les belles paroles qu'on leur contera n'aboutissent à rien : » — je connais le langage diplomatique. Une nation » écrasée par ses voisins, ne peut se relever que les armes » à la main. » (*) Voilà ce que leur disait Bonaparte au début de sa carrière. — « Les peuples se font leur avenir » eux-mêmes par leurs propres efforts ; ceux qui l'atten- » dent de l'étranger n'en ont point, » déclare M. Saint-Marc Girardin, qu'il est impossible de soupçonner d'être le propagateur d'idées subversives.

Quand toute l'Europe extra-officielle reconnaissait à la Pologne le droit à l'indépendance, elle ne pouvait lui refuser celui d'y arriver par tous les moyens possibles, et surtout par le plus direct : la guerre contre l'invasion. — En présence de tout ce qui la menaçait, c'était le seul qui lui restait pour briser un provisoire de violence et de barbarie. « La guerre, d'ailleurs, n'est pas contraire à tout ce qu'il

(*) Lettre de Bonaparte à Sulkowski.

y a d'élevé dans le cœur de l'homme ; c'est l'avilissement et non le danger qui tue le génie d'un peuple. »

L'ancienne renommée de valeur, toujours si populaire en Europe, maintenue sur tous les champs de bataille modernes, dont les Polonais étaient fiers, présentait un motif de plus pour prétendre à une situation meilleure. La lutte de 1831 leur avait dévoilé la faute de n'avoir engagé alors qu'un cinquième de la Pologne, et fortifié la conviction que, tous réunis, ils peuvent se mesurer avec l'invasion. Ce n'est pas sans raison que le grand exilé de Saint-Hélène rendait une si éclatante justice à leurs qualités guerrières, — et que son illustre adversaire, le duc de Wellington, se plaisait à répéter ces significatives paroles : « La campagne d'Espagne aurait eu, dès le début, une toute autre issue pour nous si, au lieu d'avoir à combattre des régiments polonais, j'en avais eu à commander. »

Après les guerriers, venait le politique pour leur enseigner qu'un pareil héritage est aussi un levier qui doit compter.

« La force de l'Etat, dit Vatel, consiste moins dans le nombre que dans les vertus militaires des citoyens. La valeur, cette vertu héroïque qui brave les dangers pour le salut de la patrie, est le plus ferme appui de l'État ; elle le rend formidable à ses ennemis. Un peuple dont la réputation à cet égard est une fois bien établie, aura une chance de plus. » Chap. XVI. — « La gloire d'une nation tient intimement à sa puissance, — elle en fait une partie considérable. C'est ce brillant avantage qui lui attire la considération des autres peuples, qui la rend respectable à ses

voisins. Une nation dont la réputation est bien établie, et principalement celle dont la gloire est éclatante, se voit recherchée de tous les souverains ; — ils désirent son amitié et craignent de l'offenser.... Ses amis et ceux qui souhaitent de le devenir favorisent ses entreprises, et ses envieux n'osent manifester leur mauvaise volonté.» Chap. VI. — Les Polonais comprenaient que les vertus et la réputation acquises devaient être mises enfin au service de leur propre cause et non à celui de leurs maîtres, et se sentaient la force et le cœur de ne pas rester au-dessous de leur renommée.

L'enseignement de l'histoire les avertissait que l'état où se trouvait leur pays, par rapport à ses voisins, était un de ceux qui satisfont le mieux aux conditions dans lesquelles se plaît le génie élevé des hommes appelés à faire de grandes choses. Ce sont les grands malheurs qui font briller toutes les grandes vertus. La vie des nations ressemble à la vie des individus : les peuples se corrompent dans le repos. Rome ne serait peut-être jamais parvenue à dominer le monde si, attaquée dans son berceau par tous les peuples voisins, elle ne s'était vue contrainte à faire de son peuple un peuple de héros, toujours prêts à sacrifier leur sang, leur fortune et les liens mêmes de la nature au salut et à la gloire de la patrie. Les grands hommes, les grands génies naissent presque toujours dans l'adversité. « Pour faire éclater, dit le célèbre politique Italien, le génie et les vertus de Moïse, il fallait que le peuple d'Israël fût captif en Egypte ; — pour connaître la magnanimité et le courage de Cyrus, que les Persans fussent opprimés par

les Mèdes, et que les Athéniens fussent dispersés pour rendre immortel le nom de Thésée. » — « Le Christ régé-
» nérateur de l'humanité ne naquit-il pas au moment où
» Israël subissait la domination étrangère? » — La France, accablée par la coalition, vit surgir et grandir Napoléon. — A ces grands exemples viennent s'ajouter ceux du Portugal, des Pays-Bas, de l'Amérique, de l'Espagne, de l'Allemagne en 1813, de la Moscovie elle-même, soulevée en 1612, sous Minine et Pozarski, contre la domination polonaise. Il devenait plus évident, chaque jour, qu'un esprit avide de gloire et de puissance n'aurait qu'à saisir d'une main ferme tous les éléments dont la Pologne se trouvait pour ainsi dire saturée, pour les élever à une puissance extrême et se faire une grande page dans l'histoire, une forte position en Europe, Peut-être aucun pays n'offre les mêmes conditions de succès pour une entreprise pareille. Qui oserait soutenir qu'un grand caractère, un esprit audacieux fera défaut à ce noble héritage ?

La Pologne sentait s'agiter dans son sein tous les germes nécessaires pour contrebalancer et tenir en respect les appétits inassouvis de ses voisins, que son démembrement a fait naître, que son indépendance rendra impossibles. Placée entre deux Etats les plus remuants de l'Europe : la Russie, cherchant à s'étendre partout où elle peut atteindre, blessée à mort par l'intervention des alliés en Turquie, entamée par l'invasion des idées révolutionnaires dans ses propres foyers ; — la Prusse, dont l'activité inquiète est pleine de convoitises ; — entre l'Autriche ébranlée, incertaine si elle restera allemande ou se fera

slave, despotique ou libérale, unitaire ou fédérative ; — dans le voisinage de cette Allemagne, véritable anarchie de tendances et d'idées, embrouillée dans un réseau inextricable habilement tressé de règlements, de conventions, de privilèges, de formules banales, — destinée à de rudes secousses, menacée d'annexions, de médiatisations intérieures et extérieures ; — de cette Turquie dont la transformation peut être longue et laborieuse, la chûte orageuse, — la Pologne a sa place toute marquée. Elle est forcément destinée à devenir conservatrice par excellence, non à la manière de ceux qui luttent contre le progrès des idées modernes et veulent garder le bien mal acquis, mais conservatrice de tout ce qui peut assurer la paix et le progrès réel de l'humanité. C'est un avenir d'activité militante, de veille armée et non de loisirs tranquilles, de jouissances matérielles ou de licence effrénée qui l'attend. Aussi s'est-elle bien gardée de tomber dans le piège de l'industrialisme cosmopolite ou du spiritualisme larmoyant qu'on lui jetait en pâture, — doctrines propres à énerver l'âme de ceux dont la mâle énergie se sentait appelée à s'attaquer non à des rêveries mensongères ou à des spéculations égoïstes, mais à des réalités palpitantes de grandeur, de gloire et de vertu.

La génération actuelle, grandie à l'école du malheur, pleine d'énergie et d'élévation, était toute préparée à l'œuvre de la résurrection. En défendant le droit, en voulant remplacer l'arbitraire barbare et ruineux, par une civilisation moralisante et productrice, cette génération savait qu'elle ne travaille pas pour elle seule. Elle com-

prenait qu'elle a charge d'âmes. « Et pourquoi ne pas désirer soustraire nos descendants aux maux qui nous dévorent ? Qui de nous, en songeant aux siècles de barbarie et de tyrannie qui ont précédé dans bien des pays l'époque actuelle (et dont la Russie nous offre encore le spectacle), ne se félicite pas d'être venu au monde au moment où le bonheur et le droit de l'individu compte pour quelque chose ? — Qui de nous voudrait voir revivre pour lui et pour ses descendants, la torture, la féodalité, le servage, et tous les abus de la force et de l'astuce, sous lesquels ont gémi nos prédécesseurs », et sous lesquels se débat la Pologne ?

C'est sous l'empire de ces idées, de ces principes, de ces préoccupations, sous l'action incessante des mesures tyranniques de l'invasion, — au contact des fautes grossières de la politique des oppresseurs signalées dans les chapitres précédents, — que se formait l'opinion publique en Pologne, que se cristallisait dans les âmes la conviction inébranlable que le jour de la séparation de la Pologne et de la Russie était proche ; — que cette séparation était indispensable pour la sécurité et la prospérité de ces deux peuples ; — que l'indépendance de la Pologne pouvait seule mettre fin à leur détresse politique et réunir les conditions indispensables au succès. Sans rien précipiter, adoptant les voies pacifiques, supposant même à l'empereur Alexandre II des vues plus appropriées aux intérêts de la situation nouvelle faite à l'Empire par les évènements, les patriotes polonais

se sont particulièrement attachés d'abord à relever les conditions économiques du pays, à améliorer la situation morale et matérielle des populations, à répandre des idées généreuses, progressives, pratiques, et à préparer les esprits à toutes les éventualités. Les sociétés de tempérance, les écoles, les sociétés agronomiques, les comices agricoles, les agences commerciales, les banques, la dotation des paysans, l'égalité des cultes et des conditions acclamée, furent les fruits de ces efforts.

En attendant la réalisation des réformes, des concessions annoncées avec tant d'éclat par le gouvernement, les Polonais ont alors remis à des jours plus éloignés la détermination grave de recourir aux moyens extrêmes pour sauvegarder leurs droits et reconquérir le libre arbitre du pays.

Mais le cabinet russe, méconnaissant la longanimité de la nation tourmentée, et la situation dangereuse où venait de s'engager l'Empire lui-même, profondément travaillé par la réforme et les idées libérales, cherchant une satisfaction légitime aux besoins nouveaux de la Russie, bouleversa le terrain des accomodements pacifiques, envenima les plaies saignantes, et précipita les complications par un aveuglement acharné et cruel.

Ce n'est donc qu'après avoir acquis la conviction qu'une lutte, même désespérée, offrait plus de chances de répit et de salut, que la continuation de la domination étrangère éperdue et sanglante, que les Polonais, poussés à bout, se sont vus forcés de recourir aux armes.

Ce n'est pas à nous de retracer les péripéties, ni de

prédire l'issue d'une lutte pareille. La question engagée a deux faces. Une européenne, et nous omettons de propos délibéré tout ce qui peut y avoir rapport. Il ne nous convient pas d'entamer l'inépuisable série de considérations, liant la position de la Pologne démembrée, ou de la Pologne indépendante aux destinées des peuples, des dynasties et des gouvernements européens. — C'est aux nations intéressées dans le débat, à surveiller leurs gouvernements, à les soutenir et les inspirer, pour mettre à couvert leurs propres intérêts et leur honneur. L'autre face de cette question est toute polonaise, circonscrite par les rapports de la Pologne avec ses oppresseurs ; — c'est à l'examen de celle-ci que nous nous sommes attaché dans ces pages rapides.

Cette population polonaise aux prises, depuis un siècle, avec toutes les ruses, toutes les violences, toute la perfidie de l'invasion, cherchant à la détruire politiquement et matériellement, à la corrompre et à la faire déchoir moralement surtout, sort de cette infernale fournaise, purifiée, grandie, animée des plus nobles vertus, des plus grands dévouements, des plus purs principes chrétiens ! Elle marque sa place au soleil par des actes d'un caractère jusqu'alors inconnu dans l'histoire. Tout intérêt individuel, personnel, de famille, de province, de croyance, y disparaît et se fond en un seul sentiment, une seule religion, une seule volonté : la solidarité de tous pour l'indépendance de la patrie ! Voici un gouverne-

ment anonyme, surgi tout à coup au cri du désespoir général, entouré de dangers inouis, perdant tous les jours ses membres, mais prenant la parole au nom de la patrie, de l'humanité, de la justice ; — agissant avec un tact, un ensemble, une énergie antiques ; — et cette nation, réputée ingouvernable, obéit, se dévoue avec enthousiasme. — Au moment où d'autres peuples tremblent pour son avenir, où l'espérance semble se voiler la face, où les hommes de cœur de tous les pays craignent de voir la honte monter à leur front, — la Pologne ne recule devant aucun sacrifice, ne tourne même pas la tête pour voir si on vient à son secours, et fait noblement son devoir. — Voici des soldats, des chefs, des généraux improvisés, inconnus, couverts par des pseudonymes, courant aux armes, tombant courageusement, sans même songer à cette divinité païenne : la gloire, car un souffle moderne, chrétien, les anime, les rend héroïques, et inscrit sur leurs drapeaux déchirés par les balles cette devise sacrée : pour notre liberté et pour la vôtre !

Comment persuader au monde qu'un pareil peuple n'avait qu'à courber la tête sous le joug brutal de la barbarie, pour laisser des loisirs tranquilles aux exploits, aux fureurs du czarisme, aux intrigues, aux spéculations des cosmopolites, aux défaillances de certains cabinets dont les aspirations ambitieuses n'ont jamais su se mettre à la hauteur des évènements. N'était-il pas ridicule d'exalter le cosmopolitisme à propos de la Pologne, et de traiter la patrie et la nationalité de vieux préjugé condamné par l'industrialisme, au moment où la France et l'Angleterre puisent

toutes leurs forces dans la vigoureuse constitution de leur nationalité, où l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche font l'impossible pour ressouder la leur, — où la Russie la taille et l'impose à coup de corde et de canon, — où l'Europe relève et maintient la patrie de Thémistocle, où l'Occident sort à peine d'intervenir en Turquie.

Oui, la tâche des Polonais a été rude, a été grande et juste ; — mais celle qu'ils ont résolument abordée, que la domination étrangère leur impose, que la Providence leur destine, est infiniment plus grande encore. Ils prouvent amplement qu'elle n'est pas au-dessus de leurs forces, car ils en connaissent l'importance et, avec leur caractère taillé à l'antique, ils n'y failliront pas. — Aujourd'hui, — dans dix ans, — dans cent ans, — avec l'Occident ou sans lui, il faut qu'ils sortent victorieux de l'invasion étrangère, impuissante à les absorber, à les détruire. Cette victoire, — ils l'ont bien compris, — doit être avant tout leur propre œuvre, entreprise non dans le but de servir de diversion aux embarras de l'Occident, de la Russie ou de leurs voisins, mais dans celui d'assurer d'une manière digne et durable les destinées futures de leur patrie ; de coordonner les éléments amoncelés par la force des choses et faire sortir un monde nouveau de ce chaos d'absolutisme et de barbarie. La domination étrangère a fait et ne cesse de faire table rase de vos droits, de vos institutions, de tout enfin ; — mais, dans son aveuglement, elle n'a fait que préparer le terrain où la semence de la liberté, arrosée du sang des martyrs, pousse de robustes racines; où l'égalité devant le danger, le bourreau, la ruine et la mort

existe déjà, grâce aux tyrans. Cette liberté, cette égalité, condensées autrefois dans une seule classe, font aujourd'hui l'apanage de tous ceux qui combattent, de tous ceux qui souffrent, de toute la grande nation, et franchiront comme un torrent les frontières moscovites. Le terrain politique en Pologne est comme ses plaines, déblayé de tout obstacle. Il n'y a là ni principautés ni royaumes à médiatiser, ni dynasties à expulser, ni nobles à ruiner, ni pauvres à enrichir ! Il n'y a que des soldats héroïques et la place pour une tombe gigantesque, ou pour un Etat libre et puissant. Aujourd'hui il ne s'agit pas de tomber avec gloire, de se concilier des sympathies ou d'illustrer les annales de l'humanité. La Pologne est trop riche de ces trésors. Il s'agit de vaincre, même au prix des plus durs sacrifices, des plus énergiques efforts. Les barbares, dans leur furie, véritables fléaux asiatiques, ne respectent et ne respecteront rien : ni foi, ni loi, ni individus, ni masses, ni biens, ni droits, — car ils agissent par système et dans le but de faire *table-rase*, comme ils le proclament, pour dominer sur des ruines et gouverner des troupeaux ignorants et dociles. *Ubi solitudinem faciunt, pacem apellant.* L'Océan est moins avide, aux jours de ses grandes colères, que cette horde mogole-allemande qui gouverne la Russie. C'est l'intérêt sordide, c'est la rage native de cette vile race de renégats de toute croyance qui l'inspire et l'a toujours inspirée. Ouvrez l'histoire d'autres peuples slaves qui ont eu à subir le joug étranger. Relisez les atrocités de l'extermination en Bohême et puis en Hongrie au XVIIe siècle; épelez les noms barbares de tous ces transfuges qui con-

duisaient les bandes incendiaires, commandaient les massacres, drossaient les listes de proscriptions et de spoliations à leur profit, et présidaient aux assassinats politiques des Zrini, des Tekeli, des Schlick, des Frangipani, des Rakoczy et de tant de millions de héros.

Tous ces bourreaux sanguinaires se recrutaient en Allemagne, portaient des noms étrangers et servaient, comme aujourd'hui en Russie, à exterminer les sommités de l'intelligence, de la fortune, du courage et de la vertu, — à piller les campagnes, pendre les paysans et les seigneurs, et promener la dévastation, la famine, l'incendie et la mort dans ces pays désolés. Presque toute la noblesse Bohême et Magyare y perdit la fortune et la vie; et, sur ces ruines, on installa leurs bourreaux, pour faire souche nouvelle, toujours avide et perfide mais docile et servile, comme toute aristocratie sortie de la fange par la bassesse et seule propre à soutenir la tyrannie.

Tel est le sort que le système politique adopté par le Cabinet de Saint-Pétersbourg réserve depuis longtemps à la Pologne. — Imitation atroce, — mais toujours imitation, même des crimes et des erreurs des siècles barbares de l'Occident; — incapable de rien créer par elle-même, car elle étouffe le véritable génie de la nation moscovite, qui, à peine réveillé de l'engourdissement séculaire dans quelques nobles cœurs, court présenter une main fraternelle à son frère assassiné et tombe à ses côtés, pour sauver au moins un lambeau de cet intérêt et de cet honneur moscovite que les renégats étrangers ont noyé dans le crime. — *Væ victis !* ce cri païen leur sert de mot d'ordre.

Vous tous que le sort a élevé au-dessus du vulgaire par l'intelligence, la vertu, l'illustration, la richesse, vous, classes libérales, honnêtes, laborieuses, en Pologne comme en Russie, vous devez vous considérer comme représentant la conscience de cet être collectif que l'on nomme Nation. C'est à vous à veiller sur sa marche, à le préserver du mal, à le maintenir dans le bien, à le défendre, à le fortifier en lui indiquant la voie du devoir. Parmi vous vit encore l'étincelle du génie national. Ne vous abusez pas sur l'avenir qui vous est réservé.—Dans une situation pareille, INTELLIGENCE OBLIGE autant et plus que noblesse. Les trésors moraux et matériels dont vous êtes les dépositaires, vous imposent l'obligation de l'exemple, du courage, de la persévérance et du commandement. Cet exemple est une dette publique. Vous devez marcher, vous marchez déjà en Pologne, au premier rang, même par le martyre, à la conquête de tout ce que l'impéritie de vos ancêtres a fait perdre à la patrie, à l'humanité. « Malheur aux peuples où les classes supérieures oublient ou méconnaissent cette mission suprême. La corruption des mœurs fausse et oblitère peu à peu tous les nobles sentiments ; la décadence arrive, amenant à sa suite la servitude et la ruine. Comment alors prétendre aux avantages sociaux, quand toutes les bases de l'édifice se trouvent ruinées? » Les générations qui vous ont précédés, celles qui meurent glorieusement à petit feu dans l'exil, les prisons, les mines, sur les échafauds et dans les rangs héroïques, appelées par l'Europe amollie : légions du désespoir, car elle rougit de les nommer : légions du droit et de la liberté, — cimentent les fondements de cette société

moderne annoncée par la loi du Christ et basée sur l'amour et la justice.

Les barbares, ivres de la doctrine païenne de force brutale et d'égoïsme, se ruent sur vous comme des bêtes féroces et se proposent de noyer dans votre sang le feu sacré dont vous êtes les gardiens. Dans un naufrage tout le monde doit mettre la main à l'œuvre pour le salut commun. Vous êtes menacés tous sans distinction, riches, — pauvres, intelligents, obscurs, — audacieux comme timides. — On a trop osé contre vous, osez tout contre les barbares. Il s'agit de reconquérir, de sauver le pays, nulle hésitation ne vous est plus permise. Remuez jusqu'aux entrailles le peuple tout entier par les grands principes d'égalité, de liberté, de propriété, et sachez lui inspirer cet élan invincible qui donne la victoire. Ce n'est qu'en réunissant toutes vos forces, tous vos biens, toutes vos existences et en les jetant en holocauste suprême que vous triompherez plus vîte et plus sûrement que vous le croyez vous mêmes, car le Dieu de la justice, de l'amour de la liberté, comprend mieux ces sublimes héroïsmes que le siècle qui vous a vu naître, mais qui applaudira à votre triomphe; car son Dieu à lui, c'est le succès.

Et vous, martyrs bénis, tombés hier pour le triomphe de l'idée, — vous, grands aïeux descendus dans la tombe avec votre auréole de gloire, de puissance et d'honneur ! — secouez votre linceul séculaire et faites apparaître à ces générations purifiées et grandies dans les fers, le sang et

les larmes, cette Pologne que vous avez créée, aimée, soutenue puissante et libre. Inondez les cœurs de vos descendants dans ces moments de cruelles épreuves, de vaillance, d'énergie, d'héroïsme, d'audace. Inspirez toutes les âmes de l'esprit de sacrifice, pour que cette terre sacrée de libertés publiques et de vertus privées reprenne, par leurs efforts, ses droits, sa mission et son rang parmi les nations du monde.

ERRATA.

—

Page 42, ligne 11, au lieu de « deviendraient » lisez « deviendrait. »
— 46, ligne 27, au lieu de « procéder » lisez « procédé. »
— 98, ligne 12, au lieu de « qui revêt » lisez « revêt. »
— 105, ligne 3, au lieu de « travail » lisez « travail de la part du soldat. »
— 139, ligne 4, au lieu de « lesquels le poussait » lisez « lesquels poussent. »

APR 14 '60 H